

Le Directeur Général Adjoint

A l'attention des parties prenantes de l'AFD,

Paris, le 11 octobre 2012

En tant que Directeur général adjoint de l'AFD depuis juin 2010, j'ai le plaisir de vous réitérer personnellement notre adhésion au Pacte Mondial et notre engagement en faveur de la promotion de ses principes.

L'AFD s'est fixé des exigences accrues pour devenir un acteur exemplaire dans l'ensemble de ses métiers. Exigeants vis-à-vis de nos partenaires, nous devons l'être vis-à-vis de nous-mêmes. C'est particulièrement vrai pour ce qui est de la responsabilité sociale et environnementale, préoccupation au cœur de notre action. La dimension RSE et la démarche « développement durable » sont au cœur des missions confiées à l'AFD par le gouvernement français.

Nous consolidons cette année notre reporting en clarifiant son périmètre et en améliorant ses indicateurs. Le présent rapport, spécifiquement dédié à la RSE, est le premier du genre pour l'AFD. Pour sa réalisation, nous avons pris appui sur un ensemble d'engagements et de principes que nous déclinons dans la pratique: la Charte des droits de l'homme des Nations Unies, les Conventions fondamentales de l'OIT, les Principes du Global Compact, les Principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales, les Principes directeurs des Nations Unies pour les droits de l'homme et les entreprises, les Principes de l'investissement responsable, les standards de la SFI et de la Banque mondiale, les principes de la Charte française du développement durable des établissements publics, le cadre mondial de l'ISO 26000 et la stratégie nationale de développement durable. Nous avons par ailleurs inscrit ce rapport dans le référentiel fourni par la Global Reporting Initiative (GRI) dont on trouvera l'index de correspondance à la fin du document. Ce rapport a été validé à un niveau B+.

Notre politique de Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE), ambitieuse, possède deux volets, externe et interne.

Les problématiques environnementales et sociales constituent des éléments essentiels de la sélection des opérations que nous finançons. L'AFD s'est par exemple dotée d'une stratégie climat volontariste. 50 % de nos financements doivent avoir un impact positif en termes de lutte contre l'effet de serre. Par ailleurs, les financements de l'AFD ont une dimension spécifique par la durée (jusqu'à 30 ans) et par leur objet. Chaque étude de projet donne lieu à une évaluation de la dimension Développement Durable, dont les résultats sont présentés dans la note au Conseil d'Administration avant la décision d'octroi. Plus globalement, nos interventions constituent des vecteurs efficaces de diffusion des bonnes pratiques, en particulier pour ce qui est des conditions de travail.

En interne, l'amélioration de nos pratiques RSE passe par une formalisation plus poussée de nos procédures. La réglementation française sur la certification des indicateurs RSE pour les émetteurs de titres publics se renforce actuellement et nous avons anticipé cette évolution. La RSE constitue un facteur de cohésion sociale autour de valeurs communes. Nous avons ainsi choisi de réviser notre charte d'éthique professionnelle pour la renforcer. Nous sommes aussi dans une démarche volontaire de compensation carbone des émissions de gaz à effet de serre et d'optimisation de la gestion des déchets depuis cette année.

Après des années de très forte évolution de l'AFD, cet engagement poussé en faveur de la RSE est volontariste et s'inscrit pleinement dans la stratégie du groupe. En termes de « redevabilité » et de dialogue citoyen, l'AFD a renforcé son organisation avec la mise en place en 2009, d'un comité dédié au financement des ONG et, cette année, d'un comité spécifique dédié à la gestion des partenariats. Le dialogue avec ses partenaires a pris de ce fait une nouvelle intensité.

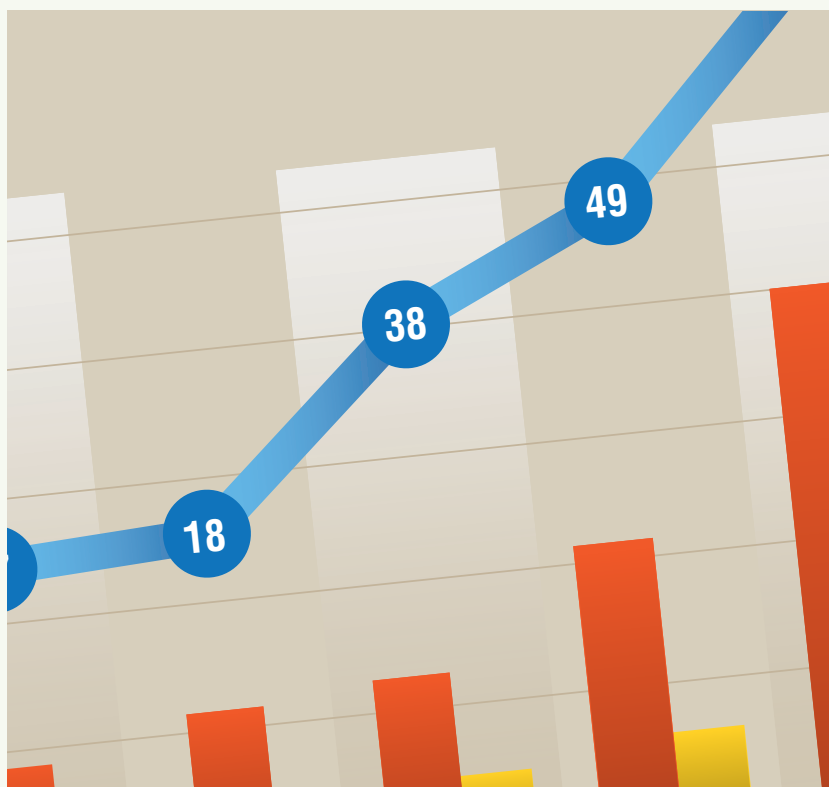
L'AFD estime qu'elle respecte les critères du niveau Advanced du Global Compact. Je vous transmets ci-joint le rapport et la grille qui confirment cette auto-évaluation.

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'D' followed by a series of loops and a long horizontal stroke.

Didier MERCIER



Responsabilité sociale & environnementale



Rapport 2011

Principe de navigation du rapport

sommaire interactif



Sommaire

Avant-propos du Directeur général du Groupe AFD	4	Partie 5. Nos opérations	46
Partie 1. Présentation du « reporting » RSE	5	La politique RSE-O	
Partie 2. Notre Responsabilité Sociale et Environnementale	8	Stratégie Climat : une démarche exemplaire	
Avant-propos		Partie 6. Nos Collaborateurs	70
Les objectifs de la politique RSE		Objectifs poursuivis et périmètre de la politique RS-I	
Les approches économique, environnementale et sociale		Les vecteurs d'amélioration	
La gouvernance de la RSE		Le bilan de l'année 2011	
Partie 3. La gouvernance du Groupe, le dispositif éthique et la lutte contre la fraude et la corruption	22	La démarche de progrès 2012-2016	
La gouvernance du Groupe		Partie 7. La responsabilité environnementale interne	83
Le dispositif éthique		Objectifs de la politique RE-I	
Mécanisme de lutte contre la fraude et la corruption		Les vecteurs d'amélioration	
La démarche de progrès 2012-2016		Indicateurs	
Partie 4. Nos parties prenantes	26	La démarche de progrès 2012-2016	
Cartographie descriptive et d'influence		Partie 8. Note méthodologique	103
Nature des dialogues		Méthodologie	
La démarche de progrès 2012-2016		Périmètre du reporting	
		Période couverte	
		Tableau de concordance GRI	
		Liste des acronymes	
		Ont contribué à réaliser ce rapport	
		Vérification par un tiers indépendant	

Avant-propos du Directeur général du Groupe AFD

Dans son plan d'orientations stratégiques pour 2012-2016 (POS3), le Groupe AFD s'est fixé des exigences accrues pour devenir un acteur exemplaire dans l'ensemble de ses métiers. Exigeants vis-à-vis de nos partenaires, nous devons l'être vis-à-vis de nous-mêmes. C'est particulièrement vrai pour ce qui est de la responsabilité sociale et environnementale, préoccupation au cœur de notre action.

Le POS3 a été l'occasion d'affirmer notre volonté de mener une politique de Responsabilité Sociale et Environnementale (RSE) ambitieuse et pour laquelle nous rechercherons rapidement une labellisation. Cette politique possède deux volets, externe et interne.

Les problématiques environnementales et sociales constituent des éléments essentiels de la sélection des opérations que nous finançons. Le Groupe AFD s'est par exemple doté d'une stratégie climat volontariste. 50% de nos financements doivent avoir un impact positif en termes de lutte contre l'effet de serre. Plus globalement, nos interventions constituent des vecteurs efficaces de diffusion des bonnes pratiques, en particulier pour ce qui est des conditions de travail.

En interne, l'amélioration de nos pratiques RSE passera par une formalisation plus poussée de nos procédures. Nous consolidons notre reporting en élargissant son périmètre et en améliorant ses indicateurs. C'est dans cette optique que nous avons décidé, à partir de cette année, de rédiger un rapport annuel spécifiquement dédié à la RSE. La réglementation sur les établissements publics va se renforcer et nous anticipons dès maintenant cette évolution.

Après des années de très forte évolution du Groupe AFD, cet engagement poussé en faveur de la RSE est indispensable. Au-delà de l'obligation de « redevabilité », la RSE constitue un facteur de cohésion sociale autour de valeurs communes. Nous avons ainsi choisi de réviser notre charte d'éthique professionnelle pour la renforcer et l'adapter à notre nouvel environnement.

Je tiens à remercier Jean-Loup Feltz disparu brutalement au début de l'année 2012. En tant que conseiller à mes côtés, c'est lui qui a porté cette dynamique. Il a réussi, grâce à ses compétences techniques et à ses qualités humaines, à montrer à toutes et à tous que cette démarche était incontournable, qu'elle constituait un enjeu majeur d'affirmation identitaire du Groupe AFD.

Dov ZERAH

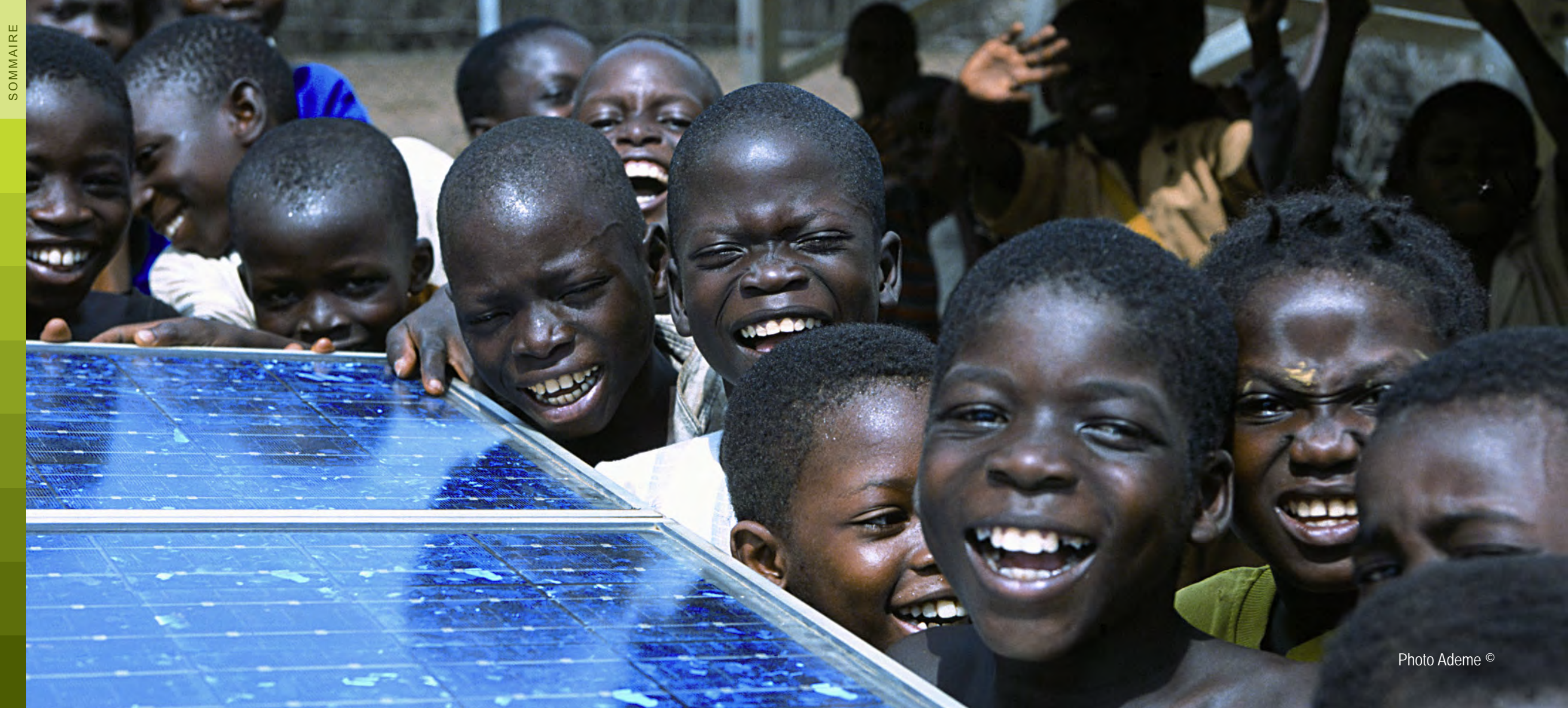


Photo Ademe ©

1. Présentation du « reporting » RSE

Le présent rapport est le premier du genre pour le Groupe AFD ; c'est un document destiné, dans le cadre des réglementations française et européenne applicables en matière de données extra-financières, à conforter la connaissance du Groupe AFD, compris comme l'Agence Française de Développement (AFD) et Proparco. Il peut être lu en complément du « document de référence » destiné aux acteurs des marchés financiers, et du rapport annuel destiné principalement au grand public. Il a un double objet : d'une part rendre

1.

lisible le mode de fonctionnement du Groupe en interne et dans ses activités opérationnelles¹, d'autre part rendre transparente la démarche de progrès continu permettant de maîtriser le risque social et environnemental. En tant qu'établissement public industriel et commercial ayant le statut d'institution financière spécialisée, le Groupe AFD poursuit le double objectif d'être exemplaire et diffuseur de bonnes pratiques en matière sociétale. Aussi, dans ce rapport 2011, les responsabilités sociales du Groupe dans son fonctionnement et dans ses opérations font l'objet de la même attention.

Pour la réalisation de ce rapport, le Groupe AFD a pris appui sur un ensemble d'engagements et de principes : (i) les engagements internationaux de la France en matière de droits de l'Homme (Charte des Nations-unies) et de droit du travail (conventions de l'OIT), (ii) les principes du Global Compact dont l'AFD est membre actif, (iii) les principes de l'OCDE, (iv) les principes de la Charte française du développement durable des établissements publics, ainsi que (v) le cadre mondial de l'ISO 26000 et (vi) la

stratégie nationale de développement durable.

Le Groupe AFD s'est doté d'une « politique de RSE » en janvier 2007. Cette démarche, valable pour cinq ans, est en cours d'actualisation pour être présentée aux instances de décision de l'AFD et de Proparco en 2012.

Le périmètre de cette démarche est celui de la société-mère AFD et de sa filiale majoritaire Proparco (59 %), ces deux structures représentant 99 % du total du bilan et du produit net bancaire consolidés. L'AFD est un établissement public industriel et commercial (EPIC) ayant le statut d'institution financière spécialisée (IFS) soumise au code monétaire et financier. Sa filiale majoritaire, Proparco, se consacre au financement du secteur privé dans les pays d'intervention du Groupe. La démarche RSE constitue un cadre stratégique qui s'applique à l'AFD et à Proparco, chacune en ce qui la concerne et dans le respect de leurs instances respectives de décision.

Le Groupe AFD émet régulièrement des emprunts sur les marchés financiers et publie annuellement un « document

1. Le détail de ces activités est présenté dans le document de référence 2011 et le rapport annuel. Les outils financiers sont notamment les prêts (octroyés aux Etats, organismes publics ou privés ou entreprises), les subventions destinées principalement aux projets dans les pays les moins avancés, les garanties, et les interventions en fonds propres.

1.

de référence » déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF). Depuis 2006 figurent dans ce document toutes les données extra-financières exigées par la loi française² en matière sociétale.

Au plan général, la responsabilité sociétale du Groupe AFD comporte deux volets :

- la RSE interne, liée au fonctionnement des sièges parisiens, du centre de formation à Marseille (CEFEB) et des agences et bureaux à l'étranger et dans l'Outre-mer français (départements et collectivités d'outre-mer).
- la RSE opérationnelle, liée à l'activité de mise en œuvre de projets du Groupe.

Le Directeur général souhaite que le Groupe AFD mette l'accent sur la démarche de progrès continu de ses standards RSE, tant en interne que dans ses opérations de financement, et réalise désormais un document annuel de communication spécifique et publiable à partir de l'exercice 2011. Pour cette mission de long terme, il a nommé à ses côtés un coordinateur en novembre 2010 pour conduire et animer un groupe de travail dédié à partir de juin 2011.

Le rapport RSE fournit des explications et des données permettant de mieux apprécier la démarche de progrès et la maîtrise des risques du groupe dans les domaines social et environnemental. Il constituera un support pour fédérer les acteurs internes et pour dialoguer avec les parties prenantes autour de la RSE du Groupe. Il est dématérialisé (site Internet www.afd.fr). Pour des raisons de communication et dans la perspective du futur « rapport intégré », un résumé de ce rapport RSE figure dans le rapport annuel d'activité.

Le présent rapport RSE s'applique au périmètre suivant : les sièges AFD et Proparco à Paris, le CEFEB (Centre d'études financière, économiques et bancaires - université d'entreprise du groupe AFD) à Marseille, et les 70 représentations (« agences ») dans les Etats étrangers et l'Outre-mer français.

Pour répondre au mieux aux exigences de transparence et de responsabilité édictées par ses parties prenantes dans le domaine de la RSE, le Groupe AFD a décidé d'inscrire son rapport RSE dans le référentiel fourni par la Global Reporting Initiative (GRI), partenaire de l'ISO 26 000, dont on trouvera l'index de correspondance à la fin du présent document. ■

2. Loi sur les « Nouvelles régulations économiques » (NRE) modifiée en 2010 et loi « Grenelle 2 ».



Opération « Planète sans Canettes », Nouvelle-Calédonie.

2. Notre responsabilité sociale et environnementale

La responsabilité sociale et environnementale (RSE) du Groupe AFD est une démarche entamée en 2004. Elle a fait l'objet de communications régulières dans le « document de référence ». L'année 2011 est la première année de publication d'un document de communication grand public consacré à la démarche RSE du Groupe AFD, qui s'inscrit ainsi dans un processus de responsabilité, de progrès et de dialogue. La Gouvernance du Groupe a tenu compte de ces impératifs sociaux et environnementaux.

2.

Les objectifs de la politique RSE

Le Groupe AFD entend promouvoir un développement équitable et durable dans les pays en développement, les pays émergents et les départements et collectivités d'outre-mer. Aussi, dans l'exercice de son activité, il s'attache à mieux prendre en compte les différentes dimensions du développement durable. Dans cette optique, l'AFD développe et met en œuvre la démarche de responsabilité sociale et environnementale validée par son conseil de surveillance le 18 janvier 2007, tant dans ses pratiques internes que dans ses financements.

En application des valeurs, des principes et des règles promus par les principales déclarations et conventions internationales, relatives au développement équitable et responsable (évoquées plus haut dans la Présentation du reporting), les principes suivants guident la définition de la politique de responsabilité sociale et environnementale de l'Agence Française de Développement et de sa filiale Proparco (Groupe AFD) :

- Le Groupe AFD place la personne humaine au cœur de son activité, avec l'amélioration de ses conditions de vie et de bien-être, dans le respect des droits fondamentaux et de la diversité sociale et culturelle de tous ceux avec lesquels elle collabore ;

- Le Groupe AFD affirme la triple nécessité de la croissance économique, de socles de protection sociale tels que définis par le G20 de Cannes en novembre 2011 et de mécanismes de redistribution de la richesse pour la réalisation d'un développement équitable et durable au service de la lutte contre la pauvreté et les inégalités ;

- Le Groupe AFD agit pour la préservation des ressources naturelles renouvelables, des écosystèmes et des équilibres climatiques, indispensables à la poursuite du développement économique et social. Cette action est particulièrement importante dans les zones où la dégradation environnementale augmente la vulnérabilité des populations les plus pauvres ;

- Le Groupe AFD participe au financement de la préservation et de la valorisation des patrimoines culturels, en écho au Sommet de Johannesburg (2002) qui définit la culture comme quatrième pilier du développement durable, aux côtés des piliers social, économique et environnemental ;

- Le Groupe AFD adapte ses modalités d'intervention en faveur des Etats fragiles et des pays menacés, atteints ou sortant d'un conflit ou d'une catastrophe naturelle. Elle y met en œuvre des approches porteuses de médiations à des fins de reconstruction de la cohésion sociale et de préservation de la paix ;

2.

- Le Groupe AFD donne la priorité aux actions partenariales compte tenu de la diversité des acteurs concernés par les problématiques du développement équitable et durable. Ce faisant, elle s'attache à promouvoir les pratiques de la responsabilité sociale et environnementale de ceux avec lesquels elle coopère ;

- Le Groupe AFD est responsable à l'égard des citoyens français de l'utilisation efficace et transparente des fonds publics qui lui sont confiés. A cette fin, il met en œuvre des mesures garantissant la qualité de ses pratiques et de ses résultats. Engagé en faveur de la transparence, il améliore l'accès aux informations relatives à ses missions, dans le respect du secret bancaire et du secret des affaires.

La politique RSE concerne aussi bien l'intégration de la RSE dans la programmation stratégique de l'Agence et l'accroissement de l'information publique, que le développement des compétences internes en matière de RSE, la promotion de l'équité au sein de l'entreprise, la réduction de son empreinte écologique ou la maîtrise renforcée du suivi environnemental et social de l'ensemble des opérations financées.

Sous l'impulsion de cette politique, des plans d'actions ont été élaborés et mis en œuvre :

- au niveau du Siège par la direction des Ressources Humaines (DRH) pour la responsabilité sociale interne,

par le Secrétariat Général pour la responsabilité environnementale interne, par la direction exécutive des Relations Extérieures et des Partenariats pour la politique de transparence, et par les directions exécutives des Opérations de l'AFD et de Proparco pour la responsabilité sociale et environnementale dans les projets financés.

- par le réseau des 70 représentations dans le monde.

La mise en place d'un coordinateur auprès du Directeur Général a illustré la volonté de ce dernier de faire de la démarche RSE un axe fort.

L'évaluation de la performance de la politique RSE s'opère à deux niveaux : celui du déploiement de cette politique, à l'aide d'indicateurs mesurant la gouvernance de la démarche RSE, et celui de ses impacts, grâce à des indicateurs mesurant le progrès accompli dans la volonté de maîtriser les risques environnementaux et sociaux.

Les indicateurs d'impacts accompagnant les plans d'actions sont définis pour chaque volet RSE (sociale, environnementale interne, opérations). Ils sont détaillés dans les sections suivantes.

Par ailleurs, est abordée dans le Plan d'orientations stratégiques 2012-2016 (POS3) du Groupe, qui sera examiné en 2012 par le Conseil d'Administration, la nécessité d'améliorer de façon continue nos pratiques RSE en les formalisant au travers d'un plan d'action stratégique RSE,

2.

visant le renforcement progressif d'indicateurs de performance destinés à mesurer les progrès accomplis dans le déploiement de la démarche RSE ainsi qu'à vérifier la pertinence des actions mises en œuvre sous l'égide de la Coordination RSE.

Les approches économique, environnementale et sociale

L'information sur l'approche managériale donne des éléments plus précis sur la manière dont le Groupe traite les questions associées aux risques et aux opportunités en matière de développement durable dans chacune de ses dimensions: économique, environnement, social, droits de l'homme, société et responsabilité du fait du produit. Ces dimensions sont définies ici selon le référentiel GRI.

Approche économique

L'approche des impacts que l'organisation peut avoir sur les conditions économiques de ses parties prenantes et sur les systèmes économiques au niveau local, national et mondial est affirmée dans le POS3. Celui-ci s'inscrit dans la continuité du document cadre de coopération et de développement (DCCD), dont s'est dotée la France, et du contrat d'objectifs et de moyens (COM) signé en 2011 entre l'Etat et l'AFD.

Le premier souci d'ordre économique est celui d'une bonne gestion du risque et de la performance.

L'AFD est dotée d'un statut d'Etablissement de crédit, ce qui implique l'application pour son activité des règles émises par l'autorité de contrôle et, notamment, des normes issues des Accords de Bâle II, puis de Bâle III. Les recommandations de Bâle II s'appuient sur trois « piliers » : l'exigence de fonds propres (ratio de solvabilité), la procédure de surveillance de la gestion des fonds propres et la discipline de marché (transparence dans la communication de chaque établissement). La réforme de Bâle III (accords publiés le 16 décembre 2010) fait partie des initiatives prises pour renforcer le système financier à la suite de la crise financière de 2007, en vue d'une mise en application à partir du 1er janvier 2013 ; l'un des pans majeurs de la réforme Bâle III réside dans l'attention renforcée portée à la question de la liquidité. L'AFD suit avec vigilance toutes les évolutions prudentielles édictées par les régulateurs internationaux, même si, bien entendu, son activité spécifique la rend moins sensible à certains types de risques.

La gestion du provisionnement des actifs financiers donne lieu à une évaluation systématique de tous les risques et à un examen régulier de la qualité du portefeuille, en particulier à l'occasion des arrêtés de comptes.

Les actifs financiers sont sécurisés avec le renforcement des outils de gestion des risques et des moyens qui y

2.

sont affectés. Cette démarche a abouti à l'AFD à la mise en place d'une direction exécutive des risques en 2010 et mènera, à Proparco, à la création d'une direction des engagements en 2012 avec des moyens humains renforcés.

En vue de l'appréciation de la gestion de l'Agence, le Conseil d'Administration (CA) de l'AFD analyse, tous les ans, les comptes et le budget de l'Etablissement et apprécie particulièrement l'efficacité de l'organisation par une analyse spécifique du coefficient d'exploitation. Il veille à la stabilité de la performance et des résultats dans un contexte où l'activité de l'AFD et de Proparco s'inscrit en subsidiarité des opérateurs économiques privés.

Les interventions portent sur des thématiques prioritaires, sur lesquelles l'AFD dispose, en outre, d'avantages comparatifs. Cette démarche continue sera renforcée dans le cadre du POS3. Des cadres d'intervention spécifiques sont définis par pays tous les 3 ans en moyenne en liaison avec les services économiques des ambassades et en fonction du contexte économique et des besoins propres à chaque Etat.

L'impact économique des opérations est examiné quelles que soient les opérations financées et l'évaluation en fin de projet s'inscrit pleinement dans cette exigence.

Le renforcement des partenariats permet de développer les démarches vertueuses de « benchmarking » et de pistes d'amélioration par un dialogue permanent et dans

une recherche systématique de « bonnes pratiques » et de progrès dans l'organisation. Cela permet, en outre, de mieux cibler nos interventions et de les rendre plus efficaces.

Cette maîtrise des risques intéresse non seulement les opérations mais aussi la gestion des ressources humaines et des biens :

- La Direction Générale a veillé à ce que certains risques, notamment liés aux retraites complémentaires, soient contenus. Le système propre de l'AFD a été réformé en 2008 ; il a été intégré dans un mécanisme collectif géré par la Caisse Nationale de Prévoyance (CNP) sous forme d'un mécanisme par capitalisation qui s'est substitué à un mécanisme par répartition.
- L'adaptation aux marchés locaux impose une grille adaptée en matière de rémunération, ainsi que des conditions générales de travail calées sur le cadre juridique local. Par ailleurs, l'AFD a engagé une démarche spécifique vis-à-vis de ses personnels en matière de droit à la retraite et de couverture sociale.
- L'internalisation accrue des expertises et compétences a été engagée dès 2010 et sera poursuivie avec rigueur.
- Concernant la sécurité physique du personnel et des visiteurs, des principes de comportements et des outils sont opérationnels tant au siège qu'en agence, avec des règles de contrôle des accès des locaux, un suivi des

2.

risques incendie et dégâts des eaux généralisé et une prise en compte du risque sismique dans les investissements (mise aux normes de certains bâtiments ou cession/acquisition si la mise aux normes n'est pas possible). La nomination, à Paris, d'un agent dédié aux sujets de sécurité civile permet de mieux focaliser et traiter cette problématique.

Approche environnementale

Dans les opérations, il s'agit de :

- La maîtrise des risques environnementaux et l'amélioration de la qualité des projets et de la performance environnementale des sociétés financées. A cet effet, les unités Environnemental et Social (E&S) assurent une assistance technique, un conseil et un appui et déterminent les leviers financiers pour inciter le maître d'ouvrage et/ou le bénéficiaire à améliorer ses performances en matière de Responsabilité Environnementale.
- La mesure de l'empreinte carbone des projets financés selon une méthodologie interne robuste et conservatrice.
- L'engagement dans le financement pérenne en faveur du climat, avec, comme objectif que 50 % des octrois annuels de l'AFD dans les Etats étrangers et 30 % des octrois annuels de Proparco soient investis sur ce thème.

- La sélectivité des projets au regard de leur impact sur le climat, tenant compte des mandats géographiques de l'AFD, du niveau de développement des pays concernés et de la prise en compte de la question climatique dans les politiques de développement de ces pays.

La Stratégie Climat, validée par le Conseil d'Administration de l'AFD en 2011 et par le CA de Proparco en 2012, pour une mise en œuvre entre 2012 et 2016, affirme notamment ces engagements.

En interne, il s'agit de :

- La réalisation de diagnostics environnementaux et Bilans Carbone pour le suivi des impacts environnementaux du Groupe AFD et la fiabilisation des indicateurs.
- La définition et l'application d'un plan d'actions prioritaires pour réduire l'empreinte écologique de l'AFD dans toutes ses composantes. Ces actions consistent notamment en (i) la réduction des déplacements professionnels par le recours prononcé à la visioconférence, (ii) la réduction des consommations d'eau et de papier, (iii) le développement de projets d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables, (iv) la compensation carbone des émissions du Groupe à travers l'achat de crédits carbone dans une optique de neutralité carbone, (v) la refonte de la gestion des déchets, (vi) la poursuite d'une politique d'achats responsables et d'« éco-conception ».

2.

- La communication et la sensibilisation des agents de l'AFD au développement durable - dont les « gestes verts » - en tant que professionnels et citoyens.

Ces dossiers environnementaux internes sont traités par une cellule dédiée.

Approche sociale

La dimension sociale du développement durable concerne les impacts que l'organisation peut avoir sur les systèmes sociaux à l'intérieur desquels elle opère (emploi, relations sociales et travail décent, respect des droits de l'homme, impacts de l'organisation sur les communautés au sein desquelles elle opère et aspects relatifs aux produits et services de l'organisation).

Emploi, relations sociales et travail décent

L'approche de cette dimension par le Groupe se traduit par :

- Le renforcement du capital humain de l'AFD : l'effort, en liaison avec la croissance des autorisations d'engagements, est considérable au travers de la transmission des savoirs, de l'optimisation du fonctionnement du réseau (hubs, agences régionales,...) et du recrutement plus soutenu de compétences locales pour les agents non appelés à la mobilité.
- L'amélioration de l'animation du réseau (supervision

unifiée par la DRH) et la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (objectif 2012-2016).

- La promotion de la diversité, qui s'est matérialisée par la signature d'accords sur le genre en 2011 (égalité hommes/femmes), le recrutement et la gestion de l'emploi en matière de handicap et devrait aboutir en 2012 sur la gestion des seniors et un second accord sur le handicap.

- La santé et la sécurité au travail, qui ont été l'objet de démarches concertées et pilotées par la médecine du travail (prévention de l'alcoolisme, gestion des postes de travail) depuis 2007 ; un axe fort consistera en une démarche particulière sur la prévention des risques psycho sociaux, inscrite dans le plan de travail 2012.

- L'encouragement d'un dialogue social continu et de qualité : le Directeur général veille à ce qu'un représentant de la Direction générale soit systématiquement présent à chaque réunion du comité d'établissement du siège et des comités centraux d'entreprise. La démarche réunion « Monde » s'inscrit dans un souci de dialogue avec l'ensemble des personnels, quel que soit leur statut.

Respect des droits de l'homme

L'approche de cette dimension par le Groupe se traduit par :

- Des filtres, qui permettent d'écarter des entreprises insuffisamment respectueuses lors du choix des marchés financés. Dans le cadre de la modernisation de la Cellule

2.

« Achats » de l'AFD initiée en 2011, la dimension « droits de l'homme » sera prise en compte notamment dans la formation des acheteurs, dans les procédures administratives, dans le suivi des engagements des prestataires, etc. La gestion des appels d'offres est systématisée et suit des procédures normalisées suivant les règles européennes en la matière.

- La non-discrimination dans le cadre du recrutement : il existe des instructions spécifiques sur ce point. Afin de s'assurer de cette non-discrimination, le recrutement se fait via un point d'entrée unique sur le site internet. En interne, les postes à pourvoir sont systématiquement publiés (appels à candidature).

- Les procédures de commissions paritaires annuelles pour la gestion des avancements et des promotions : elles assurent un dialogue paritaire sur les dossiers qui ont fait l'objet d'un recours et permettent une gestion efficace des plaintes et des griefs. Par ailleurs, la charte éthique est en cours de révision en 2012 et cible particulièrement les sujets de débat éthique (conflits d'intérêt notamment) et les sujets d'alerte sur des comportements non respectueux du cadre légal et opérationnel. L'audit interne se fonde sur des procédures existantes tant au siège qu'en agence. Ces procédures intéressent la gestion du personnel à Paris et en agence. D'éventuels points de discipline ou de fraudes sont traités dans ce cadre.

- La garantie de la liberté syndicale et de négociation

collective : elle est une constante depuis de nombreuses années et s'est professionnalisée avec le recrutement de profils compétents sur ces questions. Le dialogue sur les moyens syndicaux n'a pas abouti à un accord formel mais reste une préoccupation constante. La Direction analyse par ailleurs les avancements et promotions des personnes ayant un mandat syndical ou d'élu afin de vérifier l'absence de discrimination à leur endroit.

- Les diligences obligatoires dans le champ des opérations au travers des conventions signées avec nos partenaires/bénéficiaires : elles intéressent particulièrement le travail des enfants, le travail forcé ou obligatoire, le respect du droit des populations autochtones et l'interdiction d'intervention dans certains secteurs.

Impact sur les communautés

L'approche de cette dimension par le Groupe se traduit par :

- La maîtrise des risques sociaux et l'amélioration de la qualité des projets et de la performance sociale des sociétés financées.

- L'action des unités E&S fournit une assistance technique, du conseil et de l'appui et peut déterminer ou mieux cibler les leviers financiers pour inciter le maître d'ouvrage/bénéficiaire à améliorer ses performances en matière de Responsabilité Sociale.

- La lutte contre la corruption : en tant qu'« opérateur pivot » de l'aide française au développement, le Groupe

2.

AFD est particulièrement attentif à la bonne allocation des prêts et garanties qu'il octroie et des subventions qu'il accorde. Il s'est doté d'un corps de règles internes qu'il a décliné sous forme de procédures opérationnelles, de dispositions contractuelles et de points de contrôle qui doivent être vérifiés ou effectués par ses agents.

- Les pratiques anticoncurrentielles : l'aide est déliée et les appels d'offres, passés dans le cadre des financements octroyés, s'inscrivent formellement dans ce cadre d'ouverture à la concurrence.

- Une production de connaissances à vocation multiple, qui répond à l'exigence de participation à la formulation des politiques publiques. Elle s'apprécie au travers de trois objectifs principaux déclinés dans le POS 3 : « anticiper les enjeux et forger les concepts de demain, rayonner pour contribuer à l'influence de la France dans les débats internationaux et apprendre en tirant les conclusions des stratégies de développement pour enrichir nos interventions futures et former en conséquence ». La production de connaissances, fortement engagée dans les années antérieures, permet à l'AFD d'être un lieu de réflexion, de débat et de prospective sur les questions liées au développement durable ; la démarche engagée en 2012 insiste particulièrement sur les thématiques prioritaires (développement agricole et sécurité alimentaire, infrastructures, éducation et santé en Afrique subsaharienne, environnement et climat, aménagement urbain et rénova-

tion de quartiers dans les pays à revenu intermédiaire et émergents, appui au secteur privé via Proparco).

- Le respect des textes : le dispositif de contrôle interne veille au respect légal de ses textes (audit interne et contrôle permanent) relayé par les instruments de la puissance publique : contrôles de la Cour des Comptes, de l'Inspection Générale des Finances, de la Commission Bancaire, etc.

Un acteur financier responsable

L'approche de cette dimension par le Groupe se traduit par :

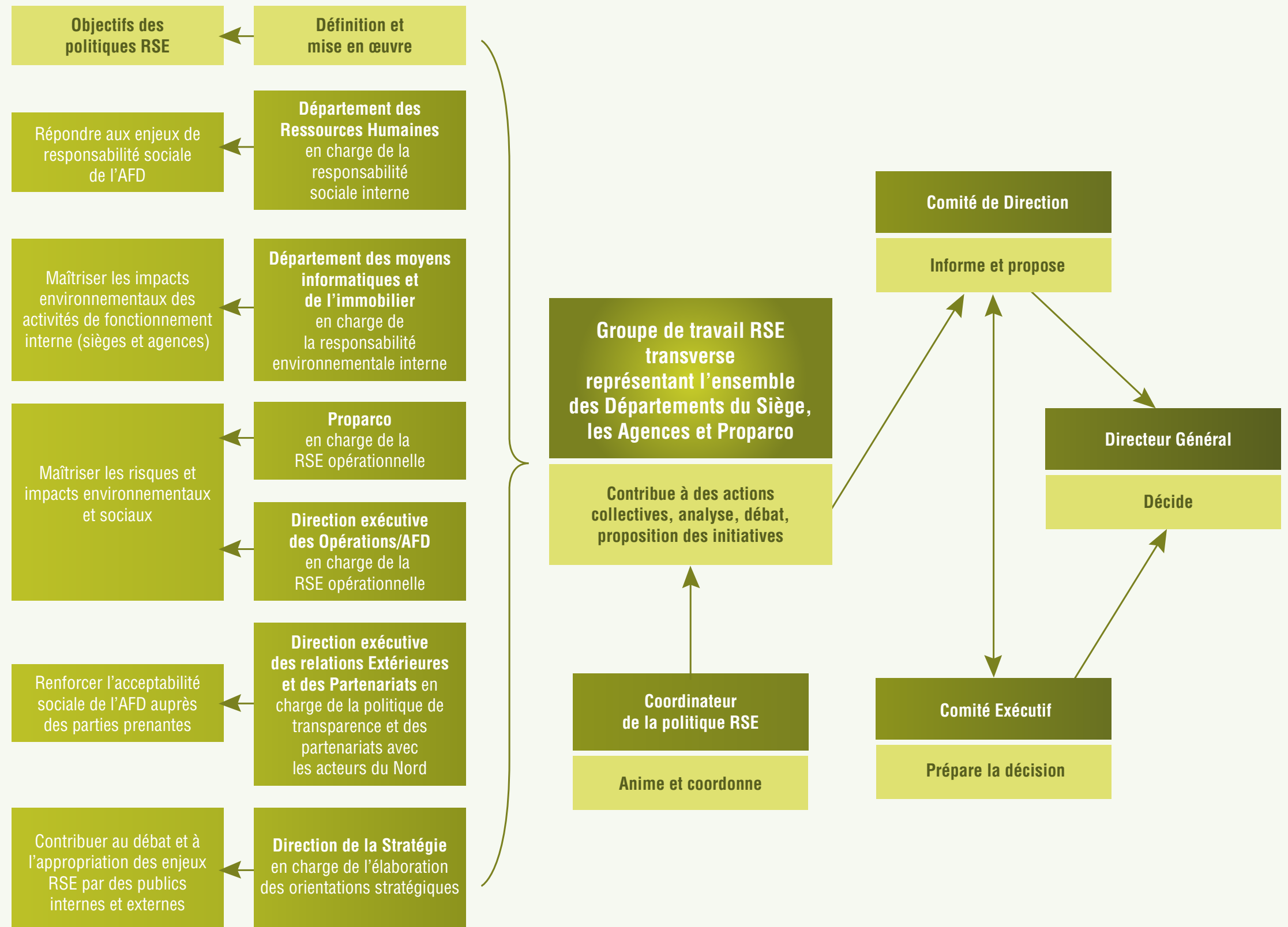
- La grille des taux adaptée à la situation économique de chaque pays et de chaque type d'intervention : cette grille est actualisée régulièrement par le Secrétariat Général (taux variables « capés » ou taux fixes).

- La vérification que la réalisation de chaque projet correspond à son objet.

- Une démarche de maîtrise des risques environnementaux et sociaux des projets financés afin d'améliorer leur qualité environnementale et sociale et de générer des opportunités de financement correspondant aux engagements du Groupe en matière de développement durable. Cette démarche conditionne notamment la mise en œuvre des projets, en partenariat avec les maîtres d'ouvrage / bénéficiaires, dans le cadre d'une démarche systématique d'évaluation environnementale et sociale (E&S) ex-ante.

2.

La gouvernance de la RSE



2.

Coordination de la politique RSE

En novembre 2010, a été mis en place au niveau de la Direction Générale, un Coordinateur de la politique RSE avec le reporting RSE comme axe de travail prioritaire pour l'année 2011. Le coordinateur et le groupe de travail se sont inscrits dans une dynamique de projet qui sera stabilisée à partir de 2012. Cela assurera la mise en cohérence du processus RSE au sein de l'organisation.

Groupe de travail RSE

Le 23 juin 2011, après 6 mois de travaux préparatoires, la création d'un groupe de travail RSE a été décidée. Ses membres proviennent de l'ensemble des directions de l'AFD, des agences et de Proparco ; il se réunit chaque mois afin de travailler sur les thèmes transversaux et concrets de la démarche RSE. Il constitue une plateforme de discussion interne sur les problématiques propres à cette démarche. Chaque membre est un relais d'information et d'entraînement sur les travaux RSE pour les collaborateurs de son service d'appartenance. En 2011, le groupe de travail s'est essentiellement dédié à la réalisation de ce rapport.

Responsabilité Sociale Interne (RSI)

La fonction Responsabilité Sociale est portée au sein de la Direction des Ressources Humaines par l'ensemble de ses collaborateurs (3 divisions et 2 pôles).

Pôle de Contrôle de Gestion Sociale et budgétaire (PGS)

Le pôle est chargé de réaliser le reporting social et l'appui au pilotage de la fonction RH.

A ce titre, le pôle est en charge du reporting RS-I : (i) il réalise notamment les tableaux de bord RH pour la Direction générale, pour le Secrétariat général et le département Budget et Contrôle de Gestion, les rapports sociaux et la communication de données sociales à destination des Institutions Représentatives du Personnel, (ii) et il développe des outils statistiques RH.

Pôle Relations Sociales (RSO)

Ce pôle est chargé de l'animation des instances représentatives du personnel, de la préparation et de l'organisation des négociations sociales, de la veille et du conseil juridiques.

Division Formation Continue et Développement des ressources humaines (FCD)

Cette division a pour mission d'assurer les fonctions de développement des compétences et de mise en œuvre de la formation et d'amélioration des processus RH.

Division Gestion des Carrières et Recrutement (GCR)

Cette division a pour mission d'analyser les besoins en compétences, de mettre en œuvre les recrutements, d'accompagner les intégrations, de gérer les carrières, de mettre en œuvre la mobilité, d'apporter conseil et

2.

support aux agents y compris aux managers, de prévenir les risques psychosociaux.

Division Administration et rétributions (ADM)

Cette division a pour mission d'assurer les fonctions de gestion administrative et juridique du personnel, de protection des salariés, de suivi des régimes de retraite et administration de l'IGRS (Institution de Gestion de Retraite Supplémentaire), de mise en œuvre des différents éléments de la rémunération et des avantages sociaux, de gestion du système d'information des ressources humaines.

A ce titre, la division réalise notamment la refonte des statuts sur toutes les géographies, la gestion des missions, la gestion des prestations Groupe, assurance santé et prévoyance, la gestion du régime de retraite, la mise en œuvre des conditions d'expatriation et, plus généralement, l'accompagnement de la mobilité géographique : contrats, protection sociale, et gestion de l'épargne salariale et des assurances de personne.

Responsabilité Environnementale Interne (REI)

Une fonction dédiée aux dossiers environnementaux internes existe en la personne du chargé de mission Responsable de l'«environnement interne» intégré à la CEM (Cellule Efficacité Métiers) directement rattachée

au Secrétariat Général. La CEM est en charge de la mise en place des différents systèmes d'organisation et procédures qui régissent le groupe AFD et a, à ce titre, une vocation transversale recouvrant l'ensemble des services.

Le responsable environnement interne intervient à deux niveaux dans le cadre de ses fonctions transversales : d'une part, il participe à la définition de la politique et des orientations stratégiques environnementales pour le Groupe, d'autre part, il coordonne différents projets de réduction des émissions carbone (achats responsables, gestion des déchets, de l'énergie, etc.).

Ses missions principales sont de cinq ordres :

- réaliser les diagnostics environnementaux et Bilans carbone du Groupe (sièges et réseau), outils nécessaires pour évaluer les émissions de gaz à effet de serre des sièges et maîtriser son empreinte écologique ;
- proposer et mettre en œuvre des projets de réduction des émissions de gaz à effet de serre des sièges ;
- assurer la compensation carbone des émissions du Groupe à travers l'achat de crédits carbone dans une optique de neutralité carbone ;
- sensibiliser et mobiliser les agents de l'AFD aux problématiques du développement durable dans sa dimension environnementale (changement climatique, qualité de l'environnement, gestion des déchets, efficacité énergétique...);

2.

- participer aux réflexions internationales sur la RSE :
 - a) participer au pilotage et suivi d'études sur la RSE ;
 - b) participer à des groupes de travail et collaborer avec des partenaires nationaux et internationaux sur la RSE.

Opérations (RSE-O)

Pour l'AFD, la mise en œuvre de la Démarche de Maîtrise des Risques Environnementaux et Sociaux est assurée au sein du Département des Appuis Transversaux rattaché à la Direction des opérations. Ce département est plus spécifiquement chargé de l'appui aux équipes opérationnelles, de l'animation et du suivi de dossiers à caractère transversal, ainsi que du contrôle-qualité et de l'évolution des outils et procédures.

Deux divisions interviennent en particulier sur la RSE opérationnelle :

La Division d'Appui Environnemental et Social

Cette division a pour mission d'apporter son expertise aux équipes projet pour la maîtrise des risques environnementaux et sociaux au niveau de l'instruction et du suivi des opérations financées par l'AFD. Elle coordonne et met en œuvre également la politique de responsabilité sociale et environnementale opérationnelle de l'AFD.

Cette division assure en outre des actions de formation et de sensibilisation à la RSE Opérationnelle auprès de l'ensemble des agents de l'AFD, et en particulier auprès des chefs de projet.

La Division Changement Climatique

Cette division a pour mission d'appuyer, d'animer et de consolider les différentes activités de l'AFD concernant le changement climatique, dans le domaine de l'atténuation comme de l'adaptation.

Pour Proparco, l'Unité Environnement, Social et Impact (UESI) est rattachée au Directeur Général Délégué de Proparco en charge du Secrétariat Général.

Elle est en charge de deux fonctions transversales :

- la maîtrise des risques environnementaux et sociaux des projets financés par Proparco et l'amélioration de la qualité environnementale et sociale des projets et de la performance des sociétés clients,
- la mesure des résultats et impacts de développement de Proparco.

Pour ce faire, elle apporte un appui aux chargés d'affaire de la Direction des Opérations (DOP), aux analystes de la division des risques (RIS) et aux chargés d'affaire de la division du portefeuille (PTF). Elle travaille également avec la division juridique (DJU) à la définition des engagements contractuels E&S des clients.

La fonction « maîtrise des risques E&S » couvre notamment les champs suivants :

- la participation à la définition de la stratégie RSE du Groupe AFD et à sa déclinaison pour Proparco,

2.

- la contribution à la maîtrise des risques environnementaux et sociaux des opérations financées par Proparco, de l'identification jusqu'à l'évaluation rétrospective,
- la promotion d'une meilleure qualité E&S des projets,
- l'analyse de l'efficacité de la démarche et le suivi de la mise en œuvre des engagements des clients (figurant dans la documentation juridique de Proparco),
- l'appui RSE aux autres métiers de Proparco et du Groupe AFD : définition des outils, formations...
- le développement de partenariats afin (i) d'harmoniser les pratiques entre bailleurs (AFD, EDFI, SFI) et (ii) d'assurer une veille des évolutions des pratiques,
- le développement d'une production de connaissances en matière de « RSE et secteur privé ».

Transparence

La politique de transparence, qui consiste à faire connaître sur le site de l'AFD un ensemble d'informations lié à son activité, a été adoptée en tant que partie de la démarche RSE (validée en 2007 par le Conseil de surveillance) et mise en application. Depuis cette date, un collaborateur est exclusivement dédié à la définition de cette politique, à la proposition de plans d'actions annuels ainsi qu'à leur mise en œuvre.

Stratégie

D'une part, la Direction de la Stratégie (STR) assume, au sein du Groupe AFD, (i) une fonction critique permettant de se remettre en cause, et d'autre part, (ii) assure une mission de veille stratégique sur les conventions, règles et normes internationales.

La division Animation et Prospective (APR) du département Pilotage stratégique et Prospective (PSP) est le lieu privilégié – mais pas exclusif – où s'exerce une fonction d'« incubation » des thématiques et préoccupations nouvelles, ces domaines de réflexion « naissants » étant ensuite transférés aux services opérationnels une fois parvenus à un stade de maturité suffisante.

Par exemple, il en a été ainsi de la dimension RSE, comme de la transparence.

Au plan organisationnel, il n'y a pas, à proprement parler, de ressource spécifiquement dédiée à la RSE. En réalité, les responsables de la Stratégie et leurs équipes sont imprégnés désormais, de manière que l'on pourrait qualifier de « naturelle », des impératifs RSE dans le cours des travaux qu'ils entreprennent, ainsi qu'il ressort de quelques contributions figurant dans ce rapport (CEFEB, FFEM, activité de production de connaissances partagées par de nombreux services...). ■



Le Groupe de travail RSE

3. La gouvernance du Groupe, le dispositif éthique et la lutte contre la fraude et la corruption

La gouvernance du Groupe

En tant qu'établissement public industriel et commercial et en tant qu'institution financière spécialisée, le Groupe AFD est soumis au principe de redevabilité. Sa gouvernance repose sur un ensemble de structures encadrées par des procédures, dispositif destiné à garantir la transparence de son fonctionnement et de sa gestion.

3.

La composition et l'organisation des organes d'administration, de direction et de surveillance sont présentées dans le rapport annuel et le document de référence.

Le dispositif éthique

Le dispositif d'éthique professionnelle, en vigueur depuis 2004, est destiné à encourager et à faciliter une pratique et une vie de l'éthique professionnelle au quotidien au sein du Groupe AFD.

Il poursuit trois objectifs. Le premier est de bien dégager les références de comportement attendu du Groupe et de l'agent dans son activité professionnelle au sein du Groupe. Le second est de pouvoir effectivement aider, à sa demande, tout agent du Groupe, confronté à une difficulté d'interprétation ou d'application des textes en matière d'éthique professionnelle, à trouver une solution. Enfin, il s'agit de contribuer à renforcer l'unité et la performance globale du Groupe, via un processus continu d'homogénéisation et d'amélioration des pratiques.

Le dispositif comprend, à titre principal, un référentiel de textes, ainsi qu'une fonction de conseil et d'appui aux agents.

Les textes de référence sont ainsi, aujourd'hui, une Charte du Groupe AFD et une Charte d'éthique professionnelle, complétées par des instructions spécifiques. La Charte

du Groupe résume sa mission, dégage ses valeurs clés et explicite son ambition de former une communauté de professionnels dévoués au service du Développement. Elle dégage aussi les grands engagements professionnels individuels et collectifs, notamment en matière de conformité, de RSE et de lutte anti-blanchiment. La Charte d'éthique professionnelle, quant à elle, traduit ces références en engagements et en points d'application particuliers pour les uns et pour les autres : le manager, le Groupe en tant qu'employeur, l'agent.

La mission d'appui aux agents et de proposition d'amélioration du dispositif est confiée à un Conseiller chargé de l'éthique professionnelle pour le Groupe AFD et à un Comité consultatif d'éthique professionnelle du Groupe.

Mécanisme de lutte contre la fraude et la corruption

En tant qu'«opérateur-pivot» de l'aide française au développement, le Groupe AFD est particulièrement attentif à la bonne allocation des prêts et garanties qu'il octroie et des subventions qu'il accorde. Il se doit également d'être vigilant à l'égard de la réputation et de la gouvernance des sociétés dans lesquelles il prend des participations.

Ces préoccupations sont indissociables de son mandat de lutte contre la pauvreté. La corruption ainsi que toute

3.

forme de détournement de l'aide financière au développement peuvent porter durablement atteinte à cette mission. Il en va de même de tout financement qui conduirait, à l'insu du Groupe, à participer à du blanchiment ou à du financement du terrorisme.

Aussi, le Groupe AFD mène-t-il avec détermination cette lutte contre la fraude, la corruption, le blanchiment et le financement du terrorisme qui peuvent entacher ses concours financiers. Il s'est doté d'un corps de règles internes qu'il a décliné sous forme de procédures opérationnelles, de dispositions contractuelles et de points de contrôle qui doivent être vérifiés ou effectués par ses agents.

- Dans l'instruction des projets, un certain nombre d'informations sur la contrepartie³ et, lorsque cela est pertinent, sur son actionnariat doivent être réunies. Ces éléments sont collectés au titre de l'analyse financière poussée qui est faite de la contrepartie mais également au titre des diligences de connaissance du client qui s'imposent à toute institution financière ; l'analyse de « personnalités politiquement exposées » fait partie des diligences, ainsi que celle des dirigeants ou des adminis-

trateurs de la société cliente. Tout élément suspect doit faire l'objet d'une clarification et peut, le cas échéant, entraîner l'arrêt de l'instruction d'un projet.

- Le financement par l'AFD de marchés publics passés par le bénéficiaire fait l'objet de procédures particulières⁴. Le Groupe a ainsi posé des critères d'exclusion aux marchés qu'il finance, qui sont notamment fondés sur sa volonté de lutter contre la corruption. Il a également imposé à ses contreparties des contrôles permettant de s'assurer que les différentes étapes du processus de passation de marché se déroulent dans les conditions d'intégrité, de transparence, d'équité et d'efficience requises, grâce à des avis de non-objection (ANO) qui s'exercent à des étapes précises du processus de passation des marchés. Ces avis permettent le respect des conditions définies d'accord parties dans la convention de financement et de vérifier que les conditions de mise en place du marché intègrent toute diligence en vue d'éviter tout acte de corruption et de fraude dans le marché financé. Ensuite, au cours de la vie du projet, celui-ci et la contrepartie font l'objet d'un suivi régulier.

3. Ce terme désigne ici la contrepartie directe du groupe AFD (emprunteur, bénéficiaire d'une subvention, etc.).

4. cf. [Guide de passation des marchés financés par l'AFD dans les Etats étrangers](#) – Juillet 2011.

3.

- En interne, une formation E-learning en matière de lutte anti-blanchiment (LAB) a été mise en place et réalisée en 2011 pour tous les agents en poste ou susceptibles de l'être dans le domaine opérationnel. Plus de 1300 collaborateurs ont ainsi été formés.

- Le Groupe AFD a mis à disposition de l'ensemble des agents un outil de filtrage des organisations fondé sur des critères de sanctions financières et commerciales adoptées par la France, l'Union européenne, les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'ONU via l'Intranet de l'AFD. Ce filtre est utilisé au stade de l'instruction des projets, avant l'entrée en relation d'affaires puis, de façon régulière, tout au long de la vie du projet. Cette application de filtrage est par ailleurs intégrée dans la chaîne de traitement des règlements émis par le département financier de l'AFD. L'objectif de l'outil est de s'assurer qu'aucune des contreparties du Groupe AFD, ainsi qu'aucun de son ou ses bénéficiaire(s) effectif(s), aucun actionnaire, dirigeant et/ou administrateur respectif de ces structures, de même qu'aucun attributaire d'un appel d'offres financé par l'AFD ou un fournisseur, ne soit l'objet de sanctions financières ou n'intervient dans des secteurs placés sous embargo par la France, l'Union européenne, les Nations Unies, les Etats-Unis ou le Royaume-Uni.

- Enfin, les conventions de financement comportent un certain nombre de clauses qui imposent des engagements

à la contrepartie et à ses sous-traitants en matière de lutte contre la corruption, en matière d'ententes illicites, de blanchiment et de financement du terrorisme.

La démarche de progrès 2012-2016

1. Le Groupe AFD procède actuellement à un renforcement de sa politique en matière de lutte contre la corruption, la fraude, le blanchiment et le financement du terrorisme. Cet exercice s'inscrit dans le cadre de l'adoption de son troisième plan d'orientation stratégique qui fait de la sécurité financière et de la lutte contre la corruption une des pierres angulaires des modalités d'intervention du Groupe.
2. Renouvellement de la formation E-learning auprès des nouveaux recrutés. ■

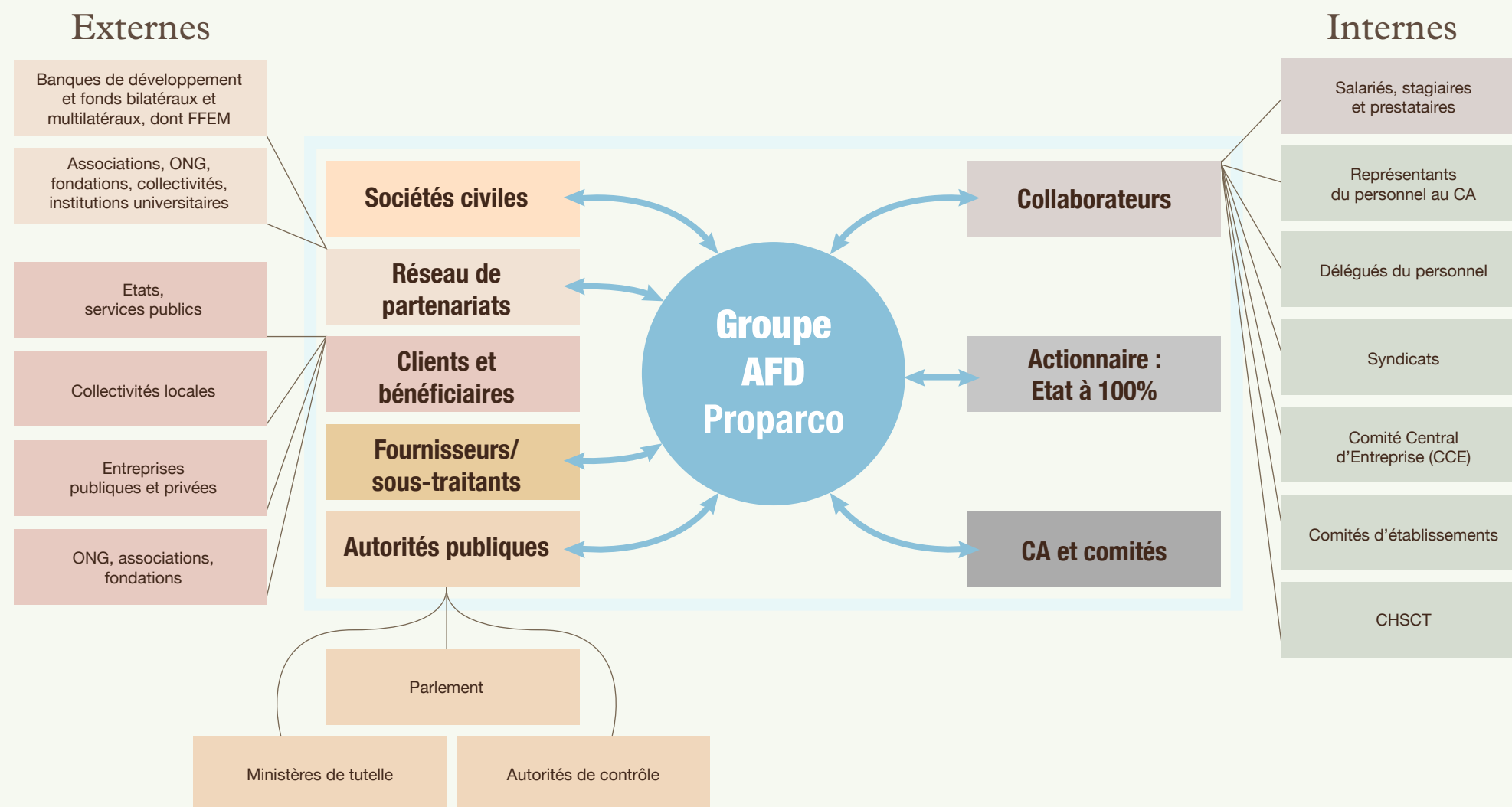


Exposition « Objectif Développement » à Paris

4. Nos parties prenantes

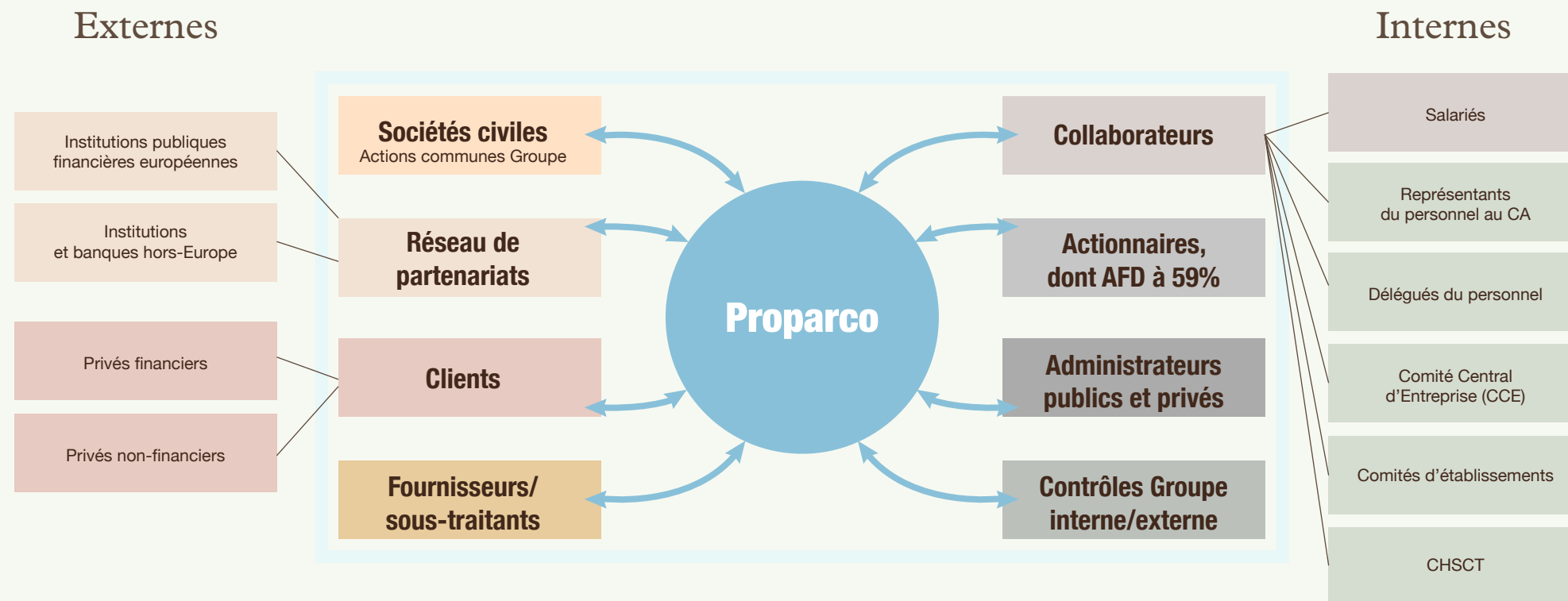
4.

Cartographie des parties prenantes du Groupe AFD



4.

Cartographie des parties prenantes de Proparco



4.

Nature des dialogues

En tant qu'établissement public français soumis à la réglementation bancaire, empruntant régulièrement sur les marchés financiers et opérant dans près de 80 pays, le Groupe AFD a développé depuis 10 ans une stratégie d'ouverture et d'accessibilité croissantes à l'égard de ses parties prenantes internes et externes.

En premier lieu, le nombre et la nature des parties prenantes sont en grande partie imposés par une réglementation française très élaborée, tant en matière de droit social (représentation des salariés, droit syndical, instances de dialogue social) que de droit public (autorités de tutelle, institutions de contrôle externes) ou de droit bancaire (contrôle interne, Autorités des marchés financiers).

En second lieu, le Groupe AFD a beaucoup investi dans sa communication et son dialogue avec ses clients et bénéficiaires, ses partenaires, les sociétés civiles française et étrangères, les ONG et les secteurs privés afin d'améliorer constamment ses produits, ses services et ses savoir-faire. Environ 130 adresses e-mails de service (non nominatives), dont une boîte « transparence@afd.fr », sont dédiées au dialogue avec nos interlocuteurs en France et à l'étranger.

L'impact et l'influence sont réciproques entre l'AFD et ses parties prenantes. En effet, l'AFD considère que, quel que

soit son rôle, chaque partie prenante contribue à faire progresser le Groupe AFD dans le cadre intangible de sa mission d'intérêt général, le financement du développement.

Rendre compte aux parties prenantes

La finalité est de répondre aux attentes de redevabilité envers diverses parties prenantes, issues de la « sphère d'influence » de l'AFD, définie selon l'esprit de l'ISO 26000, et d'accroître la crédibilité et la visibilité du Groupe à leur égard. En même temps, cette démarche de redevabilité renforce vis-à-vis des sociétés civiles, la perception de la légitimité de la politique française d'aide publique au développement dont l'AFD est l'« opérateur pivot ». Elle contribue ainsi à la construction d'un dialogue de qualité et d'une relation de confiance à long terme avec chacune des parties prenantes du Groupe.

Cette politique est déclinée selon quatre grandes orientations :

- rendre compte de la mission d'intérêt public du Groupe AFD ;
- faire connaître et faire comprendre ses différentes missions ;
- expliquer sa vision et ses orientations stratégiques ;
- développer des démarches de dialogue permanent avec les parties intéressées dans un esprit de transparence

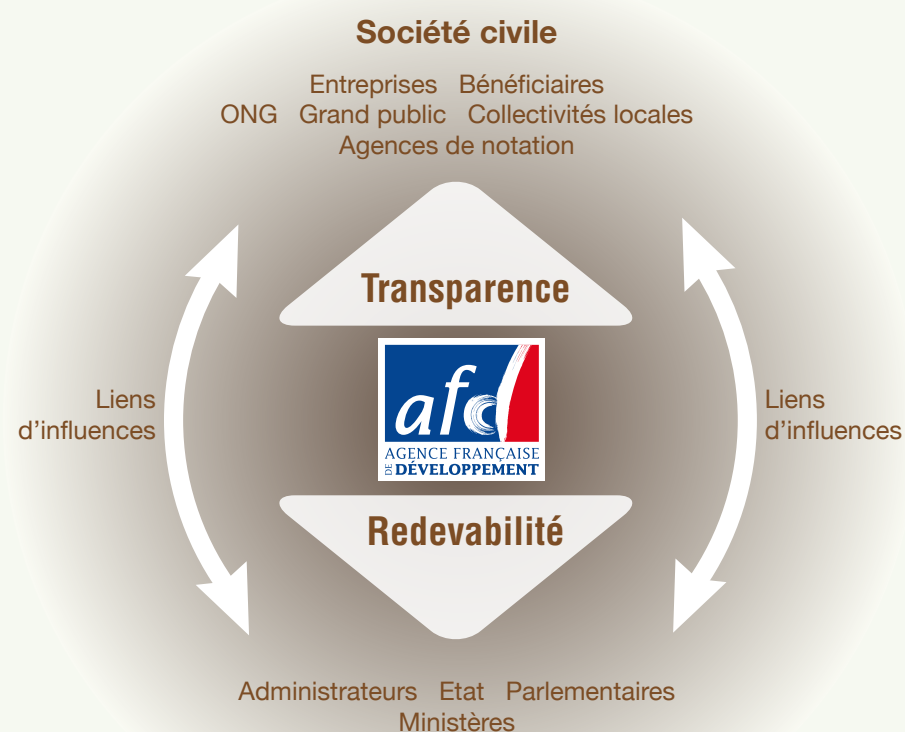
4.

et de prévention de controverses...

...et autour de trois principes :

- Visibilité (cf. www.afd.fr et transparence@afd.fr)
- Dialogue (forums de quatre « dialogues citoyens » par an en liaison avec les ONG)
- Redevabilité (Concertation parlementaire et dialogue citoyen, par exemple, à l'occasion du 70^{ème} anniversaire)

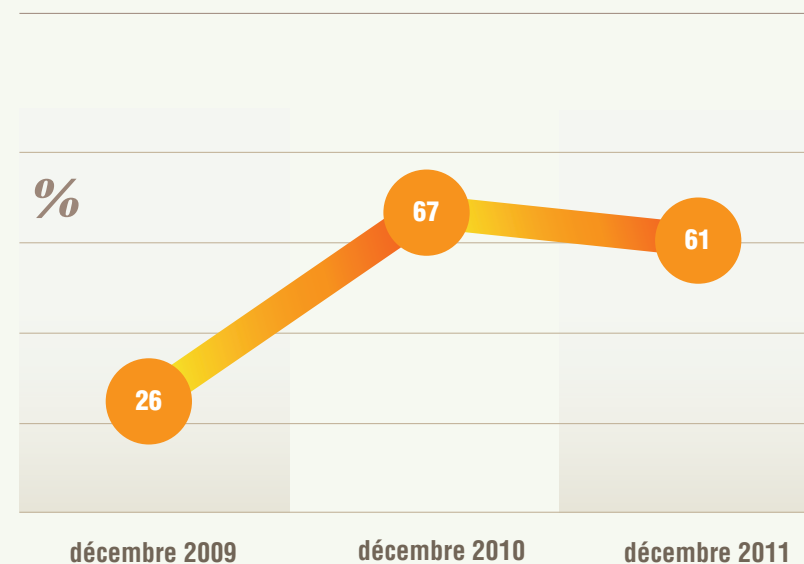
Périmètres de la redevabilité et de la transparence du Groupe AFD



La visibilité de l'activité de l'AFD en amont de la réalisation effective des opérations autorisées a été une revendication récurrente de plusieurs opérateurs, français et étrangers, du Développement. Les autorisations d'intervention prises par les instances de décision (Conseil d'Administration de l'AFD et Comités de projets ONG) sont publiées sur le site internet juste après l'approbation des projets. En 2011, sur 330 projets AFD souverains hors Outre-mer, le taux de publication global s'établit à 81 % au 31 décembre 2011 ; il reste à publier 67 notes de communication (cf. graphiques ci-après).

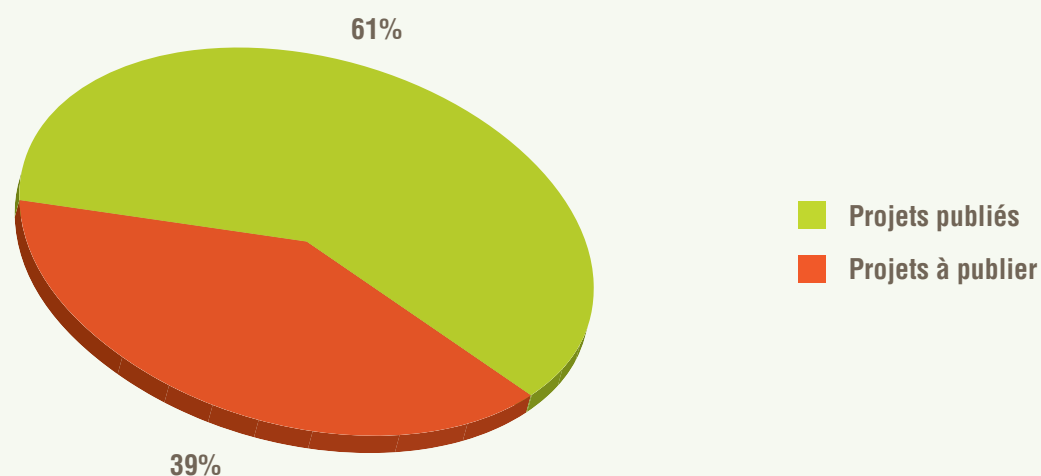
Statistiques des projets publiés au 31 décembre 2011

Évolution de la part des projets
publiés sur afd.fr (hors ONG)



4.

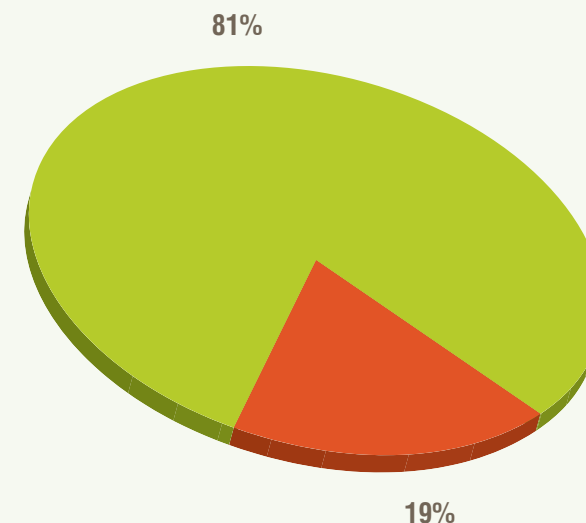
Part des projets publiés sur afd.fr (hors ONG)



Le taux de publication des notes d'opérations avec les ONG est élevé (avec un montant moyen et une complexité plus réduits). Hors opérations ONG, le taux est ramené à 61 %, en légère baisse par rapport à 2010. Toutes les notes communiquées ont été préalablement validées par la contrepartie.

Afin de renforcer sa redevabilité auprès de ses parties prenantes, le Groupe AFD prévoit également de publier les synthèses des évaluations à l'achèvement de ses projets évaluable⁵.

Part des projets publiés sur afd.fr (y compris ONG)



Le pourcentage de projets évaluable évalués (ou programmés pour être évalués) à l'achèvement dans les Etats étrangers s'est stabilisé autour de 80 %. L'évaluation porte sur des critères définis par la Direction de la coopération pour le développement de l'OCDE (DCD-CAD). La tendance générale reflétée par la notation à l'achèvement indique que les projets jugés au moins satisfaisants constituent une part assez stable des projets notés, légèrement en dessous de 80 %. Cette indication quant à la qualité des projets notés à l'achèvement est en phase avec les tendances observées dans la notation des projets en

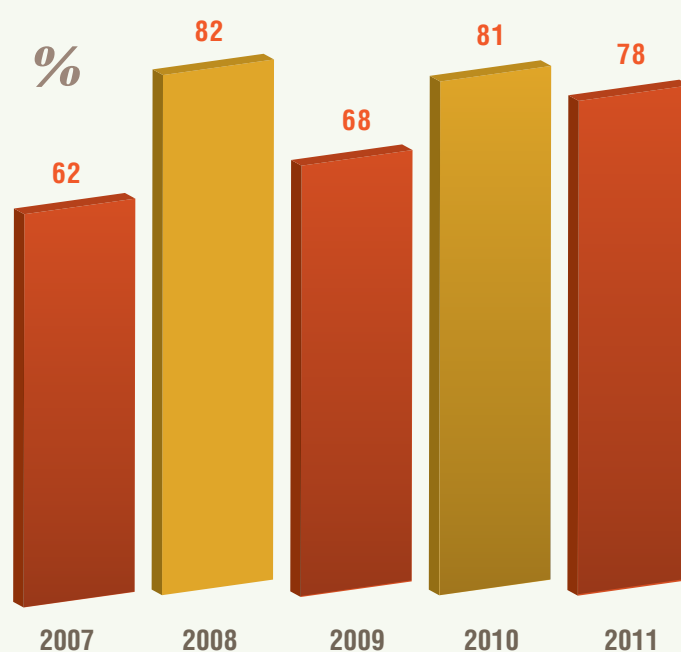
5. Projets supérieurs à 750 000 €, sauf fonds d'étude et de renforcement de capacité (FERC), projets fongibles, aides budgétaires globales, et sous-participations Proparco.

cours d'exécution. Depuis octobre 2011, la réalisation des rapports d'achèvement de projet, qui aboutit à la notation du projet achevé, est désormais effectuée direc-

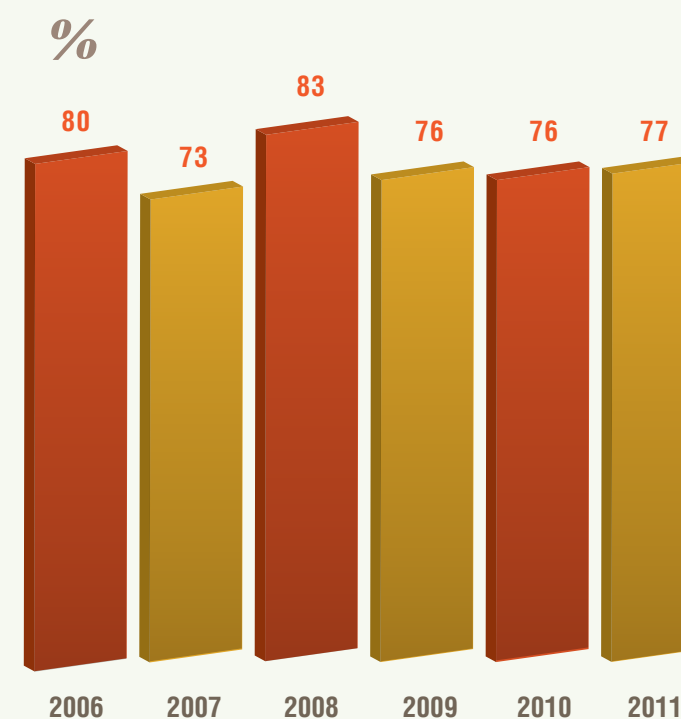
tement dans le système d'information de l'AFD. Le travail des équipes et le taux de notation des projets achevés devraient s'en trouver améliorés à l'avenir.

4.

Pourcentage de projets évalués « à l'achèvement » dans les Etats étrangers



Pourcentage de projets dans les Etats étrangers jugés « au moins satisfaisants » dans la réalisation de leurs objectifs



4.

La part des projets dans les Etats étrangers jugés au moins satisfaisants est globalement stable entre 2006 et 2011, et représente 77 % en 2011. Après une phase pilote et une mise en œuvre progressive des procédures d'évaluation à l'achèvement, le dispositif d'évaluations décentralisées⁶ a été étendu à un nombre plus large de projets. En 2011, 78 % des projets évaluable ont fait l'objet d'une évaluation. A l'horizon 2013, l'AFD vise une systématisation du dispositif à 90 % des projets évaluable.

Identification des parties prenantes

Parties prenantes internes

Nos collaborateurs

L'année 2011 a stimulé ce dialogue à travers la participation, ouverte à tout le personnel, à l'établissement du POS3 du Groupe. Cette dynamique sur l'avenir du Groupe à moyen terme a fait l'objet de nombreux débats et de contributions écrites sur un site interne spécifique. Les tutelles de l'AFD ont également participé à son élaboration.

En 2012, ce projet de POS sera soumis au conseil d'administration de l'AFD pour adoption définitive.

En matière de cohésion professionnelle, le département de la communication publie une revue interne bimensuelle

dématérialisée, l'« Echo des continents », à destination de chaque collaborateur, dans laquelle figurent des informations sur les opérations et les événements marquants intervenus sur les différents sites du Groupe. Dans le même esprit, le Directeur général tient informés régulièrement par une lettre tous les agents du Groupe sur ses déplacements opérationnels à l'étranger et dans l'Outre-mer républicain.

Le Comité central d'entreprise (CCE) est une instance réglementaire de dialogue social du Groupe. Il se réunit au moins deux fois par an et regroupe des représentants de chacun des Comités d'Etablissements locaux (un par DOM et un siège autres agences) (cf. partie 5. « Nos collaborateurs »).

Les Comités d'Etablissements (CE) qui sont aussi des instances réglementaires, se réunissent sur chacun des sites de façon mensuelle (cf. partie 5. « Nos collaborateurs »)

Le CHSCT (Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail) est réglementaire. Organe paritaire, il se consacre au bien-être et à l'amélioration des conditions de travail des collaborateurs (cf. partie 5. « Nos collaborateurs »).

6. Les évaluations sont pilotées dans les pays d'intervention par les représentations locales de l'AFD.

4.

Le conseil d'administration et ses comités spécialisés. Le CA peut déléguer une partie de ses pouvoirs à trois comités : l'un pour les financements dans les Etats étrangers, le second pour l'Outre-mer et un comité spécifique intervient sur des financements ONG (cf. partie « Gouvernance »).

Le comité d'audit et le comité du contrôle interne.

Le Comité d'audit est composé de trois à cinq membres désignés par le Conseil d'administration. Il est en particulier chargé, sous la responsabilité du Conseil, de vérifier la clarté des informations fournies et porter une appréciation sur la pertinence des méthodes comptables ; porter une appréciation sur la qualité du contrôle interne ; émettre un avis sur les rapports établis en application des articles 42 et 43 du règlement CRBF 97-02 ; s'assurer du suivi des recommandations émises à la suite des différents contrôles. Il formule des avis destinés au Conseil d'administration.

Le comité du contrôle interne est l'instance au sein de laquelle le responsable du contrôle périodique et le responsable du contrôle permanent et de la conformité du groupe AFD, désignés en application des articles 7 et 11 du règlement n° 97-02 du CRBF, rendent compte de l'exercice de leur mission à l'organe exécutif visé à l'article 4 dudit règlement. Le Comité veille à la mise en place, dans le groupe AFD, des dispositifs prévus par le règlement n° 97-02 afin d'assurer un contrôle interne efficace (cf. partie « Gouvernance »).

Le CEFEB (encadré ci-après).

La RSE présente dans les actions de formation

Le CEFEB, université d'entreprise du Groupe AFD basée à Marseille, a pour vocation de mettre en œuvre des actions de renforcement de capacités, des cycles de formation et des séminaires au bénéfice de l'ensemble des acteurs qui contribuent à la mise en œuvre des projets de l'AFD. Il promeut l'éducation comme vecteur de RSE, dans l'esprit des lignes directrices de l'OCDE. Le CEFEB est ainsi un lieu de rencontre entre les trois catégories d'acteurs qui contribuent aux projets de développement mis en œuvre par l'Agence : la clientèle du Groupe, ses partenaires du Sud et du Nord, les personnels de l'AFD du siège et du réseau pour qui le Centre constitue un instrument privilégié de formation interne et d'intégration sur les problématiques RSE.

Depuis 2005, le Centre a développé une offre croissante de formation RSE à destination de la clientèle et des partenaires du Groupe, tant dans les formations longues généralistes conçues et assurées par le CEFEB comme le Master Maîtrise d'ouvrage publique et privée (MOPP) pour lequel les enseignements touchant aux problématiques RSE ont représenté 15% de la totalité des

4.

enseignements du Master en 2011, que dans des formations longues ou courtes spécialisées sur ces problématiques. En 2011, l'AFD par le canal du CEFEB a ainsi assuré plus de trois semaines d'enseignements liées aux problématiques RSE dans le Master « Développement durable » du CERDI (Université d'Auvergne) à Clermont-Ferrand. Depuis 2007, le Centre a également introduit les problématiques RSE dans de nombreux séminaires touchant au développement des infrastructures (eau, énergie et transports en particulier) et le financement dans les pays les plus pauvres et les pays émergents. La liste de ces séminaires est régulièrement mise à jour sur le site du CEFEB (www.cefeb.org).

Le Centre a également vocation à promouvoir la RSE à travers la conception et l'animation de formations spécifiques à destination de l'ensemble du personnel du Groupe AFD. Ainsi, depuis 2010, le CEFEB organise un séminaire « Biodiversité » visant à sensibiliser le personnel du siège et du réseau à l'importance de la protection de la biodiversité dans les pays d'intervention du Groupe en écho à la stratégie nationale de la biodiversité en cours de réécriture.

Par ailleurs, en 2010, le CEFEB a complété des travaux d'infrastructures dans les locaux marseillais

dont l'AFD est propriétaire pour permettre l'accueil des personnes à mobilité réduite de manière optimale.

Pendant la période 2012 – 2016 du POS 3 de l'AFD, le CEFEB va poursuivre et intensifier l'intégration des problématiques RSE dans les différents volets de son activité, en particulier à destination des cadres locaux travaillant dans le réseau d'agences de l'AFD. ■

Parties prenantes externes

Depuis plus de dix ans, le Groupe AFD nourrit un dialogue permanent avec l'ensemble de ses parties prenantes externes.

La **société civile française** est concernée en tant que partie prenante aux ressources du Groupe, une partie des financements de l'AFD provenant du budget de l'Etat. Mais elle est également intéressée à connaître son action. En 2011, l'AFD, créée en 1941, a fêté ses 70 ans et déployé un ensemble d'évènements de communication à la rencontre de la société civile française.

Les **sociétés civiles** de nos pays d'intervention sont également privilégiées dans les relations développées par nos agences et bureaux de représentation.

4.

En 2011, une quarantaine d'agences ont organisé au moins un évènement de communication autour des 70 ans de l'AFD.

Par ailleurs, l'AFD, en partenariat avec une ONG, a publié une étude sur « le partenariat avec les sociétés civiles pour le développement » autour d'idées simples mais fondatrices comme la justification de construire une société civile, le dialogue interculturel, le rapport à la paix et à la souveraineté alimentaire⁷.

ONG : l'AFD travaille en permanence avec des ONG, du nord ou des pays en développement. Elles sont, suivant les cas, opérateurs de projets ou laboratoires d'idées. Depuis le 1er janvier 2009, un dispositif particulier permet à l'AFD de soutenir financièrement des ONG françaises (et européennes) dans la mise en œuvre d'opérations élaborées par elles dans la zone d'intervention du Groupe.

Avec les clients et les bénéficiaires de ses concours financiers, le Groupe AFD entretient une relation d'accompagnement qui va bien au-delà de la simple relation financière, grâce à son réseau de représentants sur le terrain et à l'intégration systématique dans ses financements de clauses de rendez-vous réguliers et de prestations techniques d'appui.

Le réseau de partenaires qu'a construit progressivement le Groupe est l'un de ses atouts majeurs. Partage de savoirs avec des acteurs régionaux et locaux, élaboration

Une opportunité de dialogue citoyen

A l'occasion de son 70ème anniversaire, et en prolongement de l'exposition « Un nouveau regard sur les pays du Sud », l'AFD a mis à disposition son expertise et son expérience sous forme de débats publics sur l'aide. Ce dispositif a attiré un large public. L'exposition a accueilli près de 175.000 visiteurs. En France, les conférences citoyennes connexes ont reçu 3200 participants. S'agissant des pays étrangers, 40 d'entre eux ont été concernés par 140 évènements de même type qu'en France. Les débats ont montré leur intérêt, pour les participants et pour l'AFD, en termes de sensibilisation des publics à des enjeux et thèmes souvent méconnus relatifs à l'aide au développement, à l'action de l'AFD et à la politique française d'aide au développement. ■

tion commune de financement de projets et organisation d'évènements conjoints sur les savoir-faire du développement, montage de cofinancements, les effets de levier réciproques contribuent à l'efficacité des opérations et à la diffusion mutuelle des bonnes pratiques sociales et environnementales.

7. cf. Collection « Savoirs communs » n°11 .

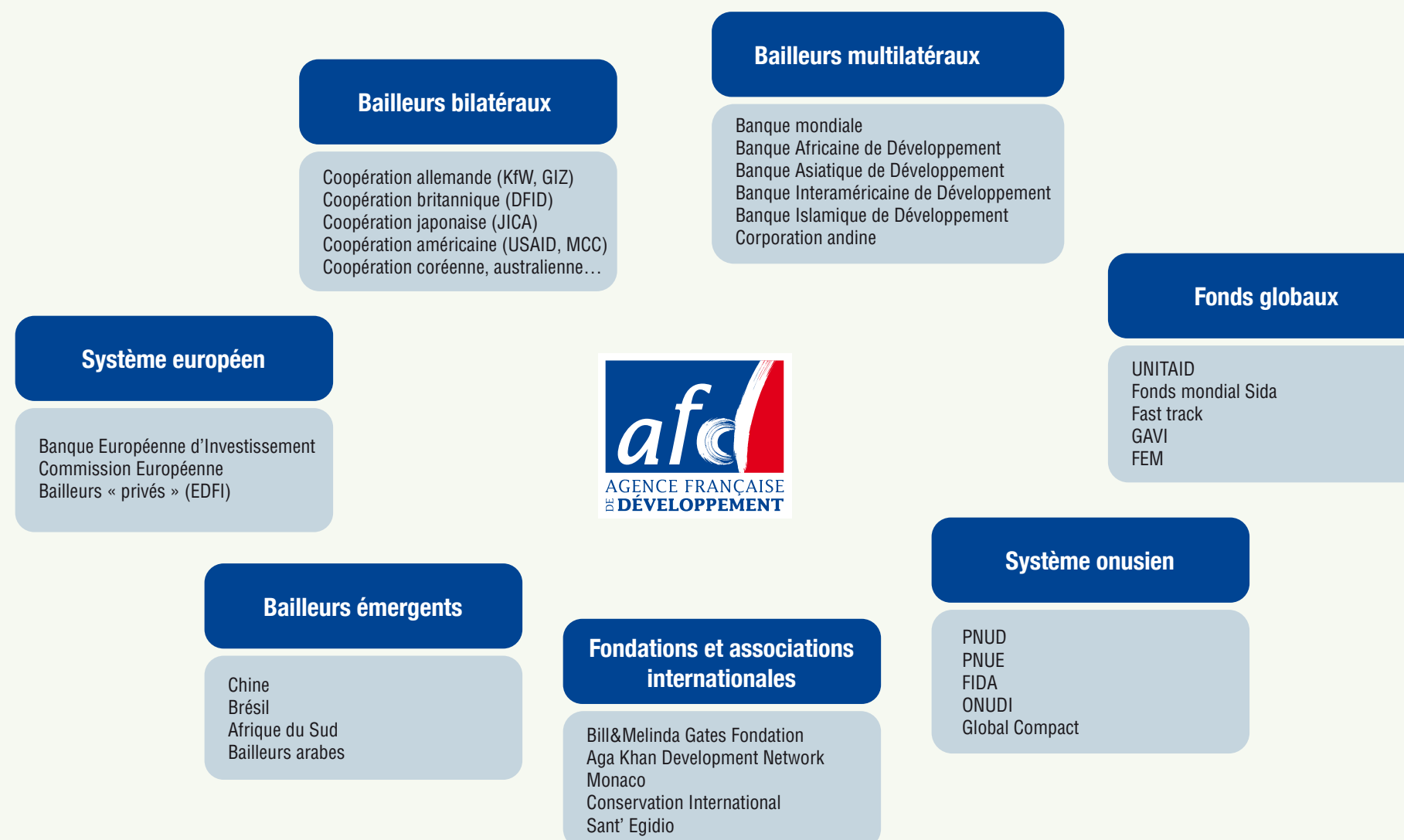
4.

Une mention particulière doit être faite de la coopération de plus en plus étroite entretenue par l'AFD et Proparco avec leurs homologues européens des Etats-membres ainsi qu'avec la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Commission européenne. L'AFD fait partie, avec la KfW Bankengruppe et la BEI, de l'initiative de reconnaissance mutuelle des procédures « MRI » (Mutual Reliance

Initiative) qui a pour but de simplifier les procédures de cofinancement entre ces trois institutions dans l'optique de « l'efficacité de l'aide », thème des conférences d'Accra, de Paris et de Busan.

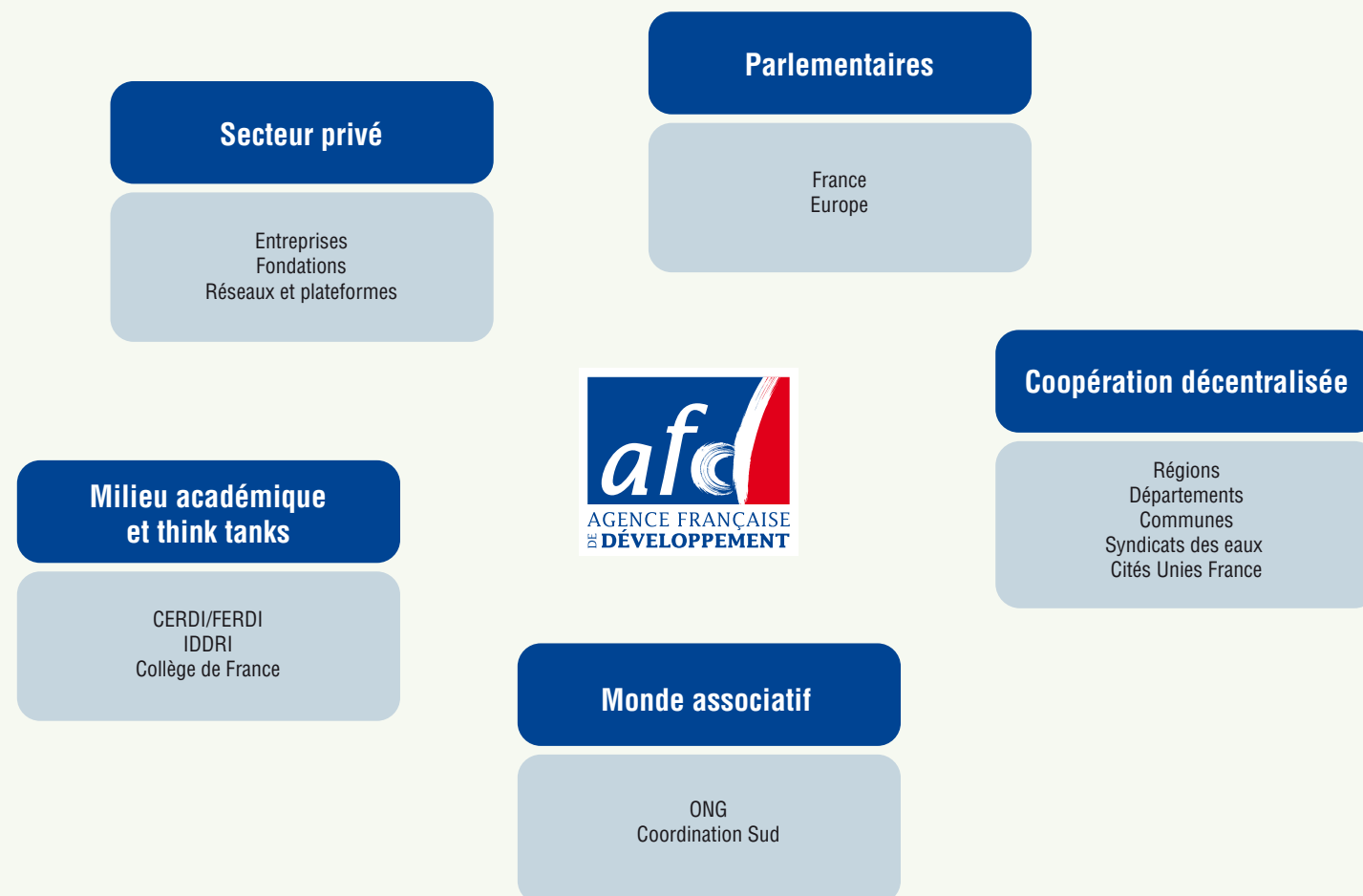
Fin 2011, l'AFD disposait de 55 accords de partenariat avec des établissements financiers, des administrations internationales, des fondations, des associations et des ONG.

L'écosystème international de l'AFD



4.

Les partenaires et interlocuteurs français de l'AFD



Le dialogue entretenu par le Groupe avec ses tutelles est quotidien, l'AFD ayant été désignée en 1998 comme l'« opérateur pivot » de la politique française de coopération. La déclinaison opérationnelle de cette politique financière et stratégique implique une relation permanente.

En 2011, l'Etat français s'est doté d'un « document cadre de coopération et de développement » (DCCD) qui décrit la stratégie française de coopération et les moyens qui y sont consacrés. Le 29 octobre 2011, l'AFD a signé, avec

les six ministres concernés, son « contrat d'objectifs et de moyens » (COM), d'une durée de trois ans.

Vis-à-vis du Parlement français (Assemblée nationale et Sénat), l'AFD a la devoir de rendre compte de sa mission. Le Parlement a un pouvoir de décision (loi de Finances) et un pouvoir d'influence (rôle législatif, rapports d'information avec recommandations...) pouvant directement concerner le Groupe.

La relation Parlement/AFD

La relation traditionnelle de l'AFD avec le Parlement est entretenue annuellement et indirectement par la période des « questions parlementaires » posées au gouvernement. Dans la mesure où il est concerné, le Groupe AFD prépare les réponses.

Ces dernières années, un dialogue direct s'est instauré, dû autant aux nouvelles dispositions constitutionnelles et à la loi, promulguée en juillet 2010, sur l'action extérieure de l'Etat, qu'à l'intérêt marqué des parlementaires pour l'exécution de la politique française de coopération. 2011 a été une année dense en la matière.

Une première illustration en est donnée par les deux rapports parlementaires (publiés en 2009 et en janvier 2011) et une étude AFD sur la problématique de l'aide bilatérale et de l'aide multilatérale. Les travaux ont conduit à simplifier l'architecture institutionnelle, à dégager la complémentarité des deux types d'aide, à allier efficacement l'aide de proximité (bilatérale) et l'aide en faveur de grandes causes (multilatérale) et enfin, à optimiser des partenariats bilatéraux.

Une deuxième illustration en est donnée par le rapport d'information des sénateurs Christian Cambon et André Vantomme (6 mai 2011) sur le contrat d'objectifs et de moyens du Groupe AFD (accessibles sur <http://www.afd.fr/>). ■

Le Fonds français pour l'Environnement mondial (FFEM)

Instrument de la politique française bilatérale de coopération et de développement durable, le Fonds français pour l'Environnement mondial (FFEM) est un fonds public créé en 1994 par le gouvernement français.

Reconstituées tous les quatre ans par le budget de l'Etat, ses ressources s'élèvent à 354,11 M€ pour la période 1994-2014. Elles s'ajoutent à la contribution de la France au Fonds pour l'Environnement Mondial. Le FFEM est un outil additionnel de l'aide extérieure française, comptabilisé en aide publique au développement. Son budget annuel dédié aux projets ou programmes de développement durable est d'environ 20 M€.

Les projets financés par le FFEM, exclusivement sous forme de dons, s'inscrivent dans le cadre d'une programmation stratégique bisannuelle, validée par un comité de pilotage interministériel constitué de cinq ministères - en charge de l'économie, des affaires étrangères, du développement durable, de la recherche, et de l'agriculture – ainsi que de l'AFD.

Pour le compte et aux risques de l'Etat français, l'AFD apporte le support administratif nécessaire au bon fonctionnement du secrétariat du FFEM et gère les fonds mis à la disposition du FFEM. En étant institution membre du FFEM, elle contribue à l'exemplarité et à la diffusion de bonnes pratiques

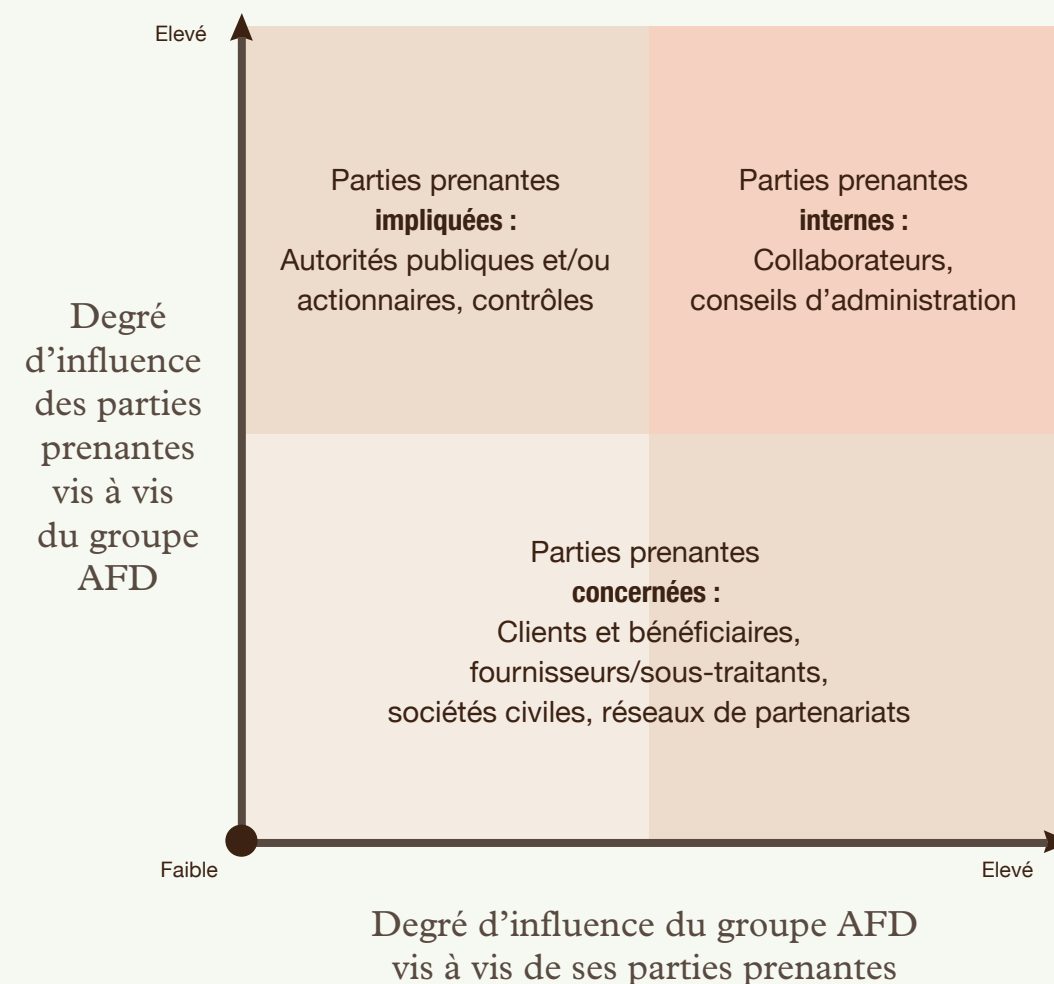
4.

environnementales.

L'exemplarité est portée par le caractère innovant, social et expérimental des interventions du FFEM. Depuis près de 17 ans, le FFEM a permis à plus de 200 projets, conciliant croissance économique et protection de l'environnement, de voir le jour et de servir de modèles pour la mise en œuvre de projets et de politiques environnementales à plus grande échelle.

Grâce à la mise en œuvre de ces opérations, le FFEM confère à la France une plus grande marge de manœuvre pour financer des réalisations concrètes, dans le domaine de l'Environnement mondial, axées sur le développement économique et social. En initiant et en portant des projets financés par le FFEM, l'AFD montre ainsi son implication particulière dans l'Environnement mondial, dans des secteurs où il existe des besoins humains fondamentaux et en contribuant à la préservation des biens publics mondiaux⁸. ■

Les influences entre le Groupe AFD et ses parties prenantes



8. Les biens publics mondiaux se définissent comme des biens, services, ou ressources bénéficiant à tous et se caractérisant par la non-rivalité (la consommation de ce bien par un individu n'empêche pas sa consommation par un autre) et la non-exclusion (personne ne peut être exclu de la consommation de ce bien).

Droits humains

En tant qu'institution de financement du développement, notamment humain, et de la lutte contre la pauvreté, le Groupe AFD intègre depuis sa création les droits humains comme un élément inhérent à ses opérations et à son comportement, conformément au dixième axe de la Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD).

A titre d'illustration, tant l'AFD que Proparco sont investies dans le secteur de la microfinance, en partenariat avec des opérateurs réputés dans le cadre d'une étroite collaboration avec le CGAP (Consultative Group to Assist the Poor), fonds fiduciaire de la Banque mondiale appuyant les politiques publiques et les acteurs du secteur. En 2011, l'AFD a été un intervenant actif au colloque pré-G20 organisé en France.

Par ailleurs, l'AFD conduit et finance des travaux sur la « base of the pyramid » (BoP) pour favoriser la satisfaction des besoins de base des populations pauvres dans sa zone d'intervention.

En 2011, l'AFD a intégré la dimension psychosociale dans ses financements d'opérations : dans leur évaluation, par l'identification des risques liés aux situations traumatiques générées par des crises ou des conflits, ainsi que dans leur montage,

par l'introduction de composantes psychosociales de traitement et de suivi des personnes victimes de traumatismes.

Enfin, en interne, une cellule paritaire permanente pour le bien-être au travail et la prévention des risques psycho-sociaux est à l'écoute des besoins individuels des collaborateurs. ■

Accompagnement des initiatives privées dans le domaine de la RSE

Depuis quelques années, l'AFD cherche à mieux accompagner les démarches RSE des entreprises du Nord en faveur du développement.

Cet accompagnement se traduit par un dialogue et l'incitation par le biais de l'organisation de conférences. L'AFD participe également à des études réalisées en association avec des entreprises afin d'accompagner leur réflexion dans l'identification de nouveaux modèles entrepreneuriaux susceptibles d'avoir un impact socio-économique pour les pays en développement. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la Stratégie Nationale de Développement Durable (SNDD) et des lignes directrices de l'ISO26000 relatives à l'ancrage territorial⁹.

9. La notion d'ancrage territorial qualifie le développement de rapports de coopération non marchands ou non exclusivement marchands entre différents acteurs (entreprises, acteurs publics) d'un même territoire.

4.

Les thèmes promus en 2011 sont les suivants : (i) Les stratégies BoP (« Base de la Pyramide »), démarches engagées par les entreprises pour rendre leurs produits et services accessibles aux plus pauvres, (ii) l'implication des entreprises en matière de commerce équitable, (iii) l'implication des entreprises dans le développement socio-économique local des territoires où elles sont implantées. Afin d'encourager le développement d'initiatives en faveur du développement par le secteur privé, l'AFD noue également des partenariats et un dialogue régulier avec plusieurs organismes impliqués en faveur du développement durable et de la RSE.

Les partenaires pour la promotion de la RSE via le secteur privé

Le Global Compact des Nations Unies : lancée par le secrétaire Général des Nations Unies, Kofi Annan, en 2000, cette initiative mondiale formalise l'engagement des entreprises signataires à promouvoir dans leurs opérations, stratégies et sphère d'influence, dix principes universellement acceptés touchant les droits de l'homme, les normes du travail, l'environnement et la lutte contre la corruption. L'AFD a été la première agence bilatérale à adhérer en 2004 au Global Compact et présente un rapport à ce titre tous les ans sur ses progrès quant à la promotion de ces dix principes et plus généralement la RSE (catégorie « active » : fiche AFD sur le site globalcompact.org).

L'AFD participe également pour la France au financement du Global Compact.

Le Global Compact France : l'association regroupe les entreprises françaises engagées en faveur des 10 principes du Global Compact. L'AFD est membre du comité directeur du Pacte Mondial en France. Les 25 et 26 octobre 2011, l'AFD a organisé conjointement avec le Ministère des Affaires étrangères et européennes et le Pacte Mondial France deux conférences : « Comment les entreprises peuvent-elles contribuer significativement à la réalisation des OMD ? » et « ONG, Entreprises et acteurs publics : quels partenariats ? ».

IMS-Entreprendre pour la Cité : Créé en 1986, IMS-Entreprendre pour la Cité fédère un réseau de 200 entreprises. Sa vocation est d'aider les entreprises à développer des initiatives génératrices d'une plus grande équité sociale et créatrices de valeur pour les territoires où elles sont implantées. L'AFD et IMS ont organisé en 2008 un colloque « Entreprendre pour le développement » visant à rendre compte des évolutions de l'engagement des entreprises en faveur du développement des pays du Sud et à identifier de nouvelles pistes de partenariats entre acteurs publics, privés, ONG et société civile. En 2011, un partenariat a été conclu entre l'AFD et IMS autour de deux axes :

1) Soutien aux travaux de préparation et d'animation de la Collaborative venture « Smart, Sustainable and Inclusive

4.

Growth at the Base of the Pyramid” (plate-forme européenne multi acteurs en faveur du BoP).

2) Participation aux échanges de bonnes pratiques et d’expériences en matière RSE entre entreprises du Nord et du Sud, en mobilisant des entreprises françaises, en particulier des PME.

L’Institut Veolia Environnement: L’AFD et l’institut Veolia Environnement (institut de prospective environnementale) ont organisé les 27 et 28 juin 2011 une conférence internationale sur le thème « concilier lutte contre la pauvreté et qualité de l’environnement ». Une session a été notamment dédiée au rôle du secteur privé.

La Plateforme pour le Commerce Équitable (PFCE): Créée en 1997, la Plateforme pour le Commerce Équitable (PFCE) est un collectif national de concertation et de représentation d’acteurs de commerce équitable français. La PFCE se fixe pour objectifs de parvenir à garantir l’autonomie et la dignité des producteurs du Sud et de plaider en faveur d’un changement dans les règles du commerce international conventionnel. L’AFD est partenaire de la PFCE, notamment afin de favoriser une intégration plus importante du commerce équitable dans les achats responsables des entreprises et plus généralement comme une composante de leur stratégie RSE.

Ashoka France: Ashoka est un réseau mondial d’entrepreneurs sociaux, entrepreneurs engagés dans des projets innovants à fort impact social. Compte tenu de l’essor important de l’entrepreneuriat social et de son impact sur le développement socio-économique dans les pays du sud, l’AFD a apporté, aux côtés de nombreux partenaires, son soutien au sommet des entrepreneurs sociaux organisé par Ashoka France en juin 2011 qui a rassemblé plus de 300 entrepreneurs sociaux du monde entier ainsi que de nombreuses parties prenantes (entreprises, acteurs publics, médias, ONG,...). Une rencontre a également réuni les entrepreneurs sociaux africains présents pour un dialogue avec la Direction Générale de l’AFD.

Care France: Afin d’impliquer les acteurs économiques pour lutter efficacement contre les causes de l’extrême pauvreté, CARE France (une des plus importantes organisations de solidarité internationale dans le monde) développe depuis une quinzaine d’années des partenariats avec les entreprises, alliant bénéfice économique et performance sociale. Par accord conclu en décembre 2011, l’AFD apporte son soutien au développement de nouveaux partenariats stratégiques RSE de Care France avec des entreprises françaises sur des thématiques telles que l’accès des populations pauvres aux services essentiels, l’implication des entreprises dans le

développement socio-économique local des territoires où elles sont implantées, la lutte contre le changement climatique.

RSE & Développement: L'association RSE & Développement a pour mission d'informer et de faire de la recherche sur la Responsabilité Sociale et environnementale des Entreprises dans les pays émergents et en développement, visant ainsi à sensibiliser divers publics sur ce sujet, afin de promouvoir la contribution des entreprises au développement en général et aux Objectifs du Millénaire pour le Développement en particulier. Premier portail d'information francophone sur la RSE dans les pays en développement, le site www.RSE-et-PED.info contribue :

- à améliorer la connaissance de la RSE et des outils de mise en œuvre par les acteurs du Sud
- à améliorer la connaissance de la RSE du Sud par les acteurs du Nord,
- à favoriser les échanges de bonnes pratiques RSE et le dialogue, tout en encourageant la mise en œuvre de démarches et actions RSE par les différentes parties prenantes,
- à favoriser les approches collectives en faveur de la RSE.

L'AFD a conclu en 2011 un partenariat avec RSE & Développement visant à lui apporter son soutien pour la professionnalisation, la modernisation et le développement du site web. Pour plus d'information : <http://www.afd.fr/>

Les parties prenantes, cibles de la production de connaissances

L'un des objectifs du rapport RSE est de mettre en valeur les réalisations de l'Agence, notamment en les faisant connaître et apprécier, tant en interne qu'auprès de l'ensemble de nos parties prenantes, par une démarche appropriée.

Dans cette optique, la direction de la Stratégie (STR), au travers des missions qui lui sont confiées et de la manière dont elle les met en œuvre, contribue directement à l'alimentation de cette valorisation par deux canaux principaux :

STR met en œuvre le « pilotage par la stratégie » du Groupe AFD. A ce titre, STR contribue à préparer la doctrine d'intervention et les axes opérationnels de l'AFD, notamment par des Plans d'Orientation Stratégique présentés en Conseil d'Administration. Ce suivi est effectué, annuellement, à travers l'élaboration d'un DAS (Document d'analyse Stratégique), présenté en 2012 au CA du 19 janvier, donnant une lecture stratégique, par des filtres multiples, des réalisations de l'AFD.

STR est la direction de référence pour l'organisation de la mise en œuvre du métier de « production de connaissances » analytiques et théoriques sur les grandes problématiques de l'aide au développement. L'activité de production de connaissances doit permettre de contribuer à :

4.

- i. rationaliser les choix stratégiques, sectoriels et géographiques de l'AFD,
- ii. améliorer la pertinence et l'efficacité de nos opérations,
- iii. développer la présence et l'influence de l'AFD, au service de nos tutelles, dans les grands débats nationaux et internationaux.

L'activité de production de connaissances (travaux de recherche, études thématiques et sectorielles, évaluations, actions de formation, organisation de conférences, gestion de partenariats ad hoc,...), concentrée autour de thématiques et de géographies prioritaires, est valorisée par l'intermédiaire de publications et d'évènements de restitution et de diffusion.

On observe, bien entendu, que l'activité de production de connaissances de l'AFD n'est pas seule génératrice, au sein du Groupe, de publications contenant des éléments de réflexions et aptes à rendre compte et à valoriser l'activité et les opérations du Groupe ; en témoignent les diverses collections de la division en charge de la communication, ainsi que les publications du FFEM, voire de Proparco.

Au total, les deux activités principales de STR - pilotage par la stratégie et production de connaissances - permettent de valoriser les connaissances et le savoir-faire de l'AFD, en mettant l'expérience de l'AFD en perspective et en la capitalisant.

L'activité de production de connaissances constitue un outil de projection et de valorisation, ainsi qu'un vecteur de rayonnement et d'influence du Groupe.

La liste exhaustive de la production de connaissances 2011 est [disponible](http://www.afd.fr/) sur le site Internet www.afd.fr/.

La démarche de progrès 2012-2016

1. Redevabilité

- Améliorer les deux taux de publication des opérations ONG et hors-ONG et atteindre un taux de publication de 90 % pour les deux ;
- Etendre le prisme de publication des documents de synthèse des évaluations et du suivi au cours du cycle du projet.
- Le programme des évaluations 2012 prévoit une évaluation indépendante de la performance de l'AFD dans ses opérations.

2. Production de connaissances

- Améliorer l'identification et la sélectivité de besoins communs prioritaires de l'AFD et de ses parties prenantes comme sujets de recherche et d'élaboration de savoirs ;
- Mettre en place un comité « études et recherche » (CER) interne responsable de la programmation annuelle et de l'examen des dossiers. ■



Ligne de bus à haut niveau de services à Curitiba, Brésil

5. Nos opérations

Le texte ci-dessous décrit notre approche en matière de responsabilité sociale et environnementale dans nos opérations (RSE-O) ainsi que sa mise en œuvre. Par ailleurs, l'action du groupe de l'AFD dans le domaine de la prise en compte des enjeux environnementaux et sociaux se caractérise par une stratégie ambitieuse de contribution à la lutte contre le changement climatique.

La politique RSE-O

Objectifs de la politique RSE-O

Opérateur principal du dispositif français de coopération, le Groupe AFD agit pour favoriser un développement durable dans les pays étrangers de sa zone d'intervention et dans l'Outre-mer. L'action de l'AFD se traduit par le financement et l'accompagnement des projets et de programmes qui soutiennent la croissance économique (notamment en Afrique sub-saharienne), améliorent les conditions de vie (zone méditerranéenne), protègent l'environnement (pays émergents) et nourrissent la solidarité nationale (départements et collectivités d'Outre-mer). Proparco, filiale dédiée au développement du secteur privé dans nos zones d'intervention, encourage les investissements privés locaux et étrangers en faveur de la croissance, du développement durable et des objectifs du Millénaire pour le développement.

Pour ce faire, une politique en matière de Responsabilité Sociale et Environnementale et une démarche de maîtrise des risques environnementaux et sociaux des opérations financées par le Groupe ont été adoptées en 2007 par le Conseil d'Administration de l'AFD.

L'AFD, qui adhère au Pacte Mondial, confirme son engagement à promouvoir les dix principes de cette initiative.

Proparco a également signé, en mai 2009, les «Principes d'un Financement Responsable», communs aux différentes Institutions Financières Européennes de Développement (Groupe EDFI) et dans l'esprit des principes pour l'investissement responsable de l'ONU (UNPRI).

Ces engagements mettent en avant le rôle actif que joue le Groupe AFD en matière de (i) maîtrise des risques environnementaux et sociaux des opérations financées, (ii) d'amélioration de la qualité des projets et (iii) de la performance environnementale et sociale des sociétés financées.

Cette démarche est portée par des structures dédiées au sein du Groupe AFD :

- la Division d'Appui Environnemental et Social (AES) à l'AFD. Créée en 2007, elle regroupe six experts (quatre environnementalistes et deux sociologues) en 2011.
- l'Unité Environnement Social et Impacts (UESI) à Proparco. Créée en 2010, elle est aujourd'hui composée de trois experts environnement et social.

L'appui Environnemental et Social aux opérations

Les missions des entités E&S

La mission première du Groupe AFD est de financer des opérations qui contribuent aux finalités essentielles du

5.

développement durable. Cependant, toute opération de développement, quels que soient ses objectifs, est susceptible de porter atteinte à l'environnement et/ou aux populations. C'est pourquoi le Groupe AFD a adopté en janvier 2007 une démarche de maîtrise des risques environnementaux et sociaux des projets qu'il finance afin d'améliorer leur qualité environnementale et sociale et de générer des opportunités de financements correspondant à ses engagements en matière de développement durable. Cette démarche conditionne l'octroi des financements à la mise en œuvre, en partenariat avec les maîtres d'ouvrage, d'une démarche systématique et continue d'évaluation environnementale et sociale (E&S) permettant :

- d'évaluer préventivement les impacts environnementaux et sociaux des opérations,
- de proposer des mesures appropriées visant à éviter les impacts négatifs, ou lorsqu'ils sont inévitables, à les réduire ou à les compenser de manière appropriée,
- de suivre la mise en œuvre de ces mesures lors de la phase d'exécution de l'opération.

Les entités E&S sont chargées :

- de contribuer à la maîtrise des risques environnementaux et sociaux des opérations financées,

- d'analyser et de rendre compte de l'efficacité de la démarche et de suivre la mise en œuvre des engagements contractuels des clients,

- d'apporter un appui RSE aux autres métiers du Groupe, en termes de définition et de mise en œuvre des outils spécifiques et des démarches d'évaluation E&S des projets financés, de formation des agents du Groupe, de définition des clauses RSE types pour les conventions de l'AFD et de Proparco, de développement des outils de suivi et d'évaluation ex-post E&S,

- de développer des partenariats afin d'harmoniser les pratiques entre bailleurs, de co-instruire au mieux les projets, d'assurer une veille des évolutions des pratiques et de participer aux débats internationaux au travers, par exemple, de groupes de travail et de plateformes d'échanges. Proparco participe activement à l'harmonisation des pratiques entre bailleurs de fonds bilatéraux européens (EDFI) et avec la SFI. L'AFD est impliquée dans des travaux avec la Banque Mondiale, la KfW, et la BEI,

- de développer une production de connaissances et de savoir-faire en matière de RSE.

La maîtrise des risques environnementaux et sociaux

La démarche de maîtrise des risques environnementaux et sociaux (y compris ceux liés au changement climatique)

5.

des opérations financées porte sur l'ensemble du cycle de vie du projet.

Les unités en charge de la RSE-O favorisent et promeuvent une meilleure qualité environnementale et sociale des projets par un dialogue permanent avec les chefs de projet :

- elles contribuent à améliorer la qualité E&S des projets (conformité aux standards internationaux ; obtention de certifications,...) par de l'assistance technique, du conseil et de l'appui ;

- elles déterminent les leviers financiers pour inciter le maître d'ouvrage à améliorer ses performances en matière de RSE.

Les principales phases de la démarche sont les suivantes :

- à l'identification, détermination du niveau de risques E&S potentiels (voir encart sur le classement) et des diligences E&S à mener ;

- à la suite des évaluations E&S préconisées par les unités compétentes de l'AFD en fonction du risque potentiel, le maître d'ouvrage est chargé de déterminer les mesures d'atténuation nécessaires à la maîtrise de ces risques, voire à l'amélioration des performances E&S du projet ;

- les unités en charge de la RSE-O participent aux

missions d'instruction sur les projets qui présentent des risques E&S élevés (classés A) ou des nécessités d'appui RSE particulier (institutions financières classées A notamment) ;

- les engagements du maître d'ouvrage à mettre en œuvre les mesures nécessaires à la maîtrise de ces risques, voire à l'amélioration des performances du projet, sont formalisés dans la convention de financement liant le Groupe AFD au maître d'ouvrage ;

- un plan d'actions E&S est élaboré avec le maître d'ouvrage, permettant de rendre opérationnelle la mise en œuvre des mesures et de leur suivi.

Les unités en charge de la RSE-O analysent et rendent compte de l'efficacité de la démarche et suivent la mise en œuvre des engagements des maîtres d'ouvrage (figurant dans les conventions de financement).

Pour ce faire, les rapports périodiques de suivi par le maître d'ouvrage, voire les missions de supervision, pour les projets qui présentent des risques E&S élevés, permettent d'analyser :

- l'avancement de la mise en œuvre du plan d'actions et des engagements E&S, ainsi que

- les risques avérés, les risques résiduels et la performance effective E&S des projets financés.

Les Standards du Groupe AFD

Le Groupe AFD dispose d'une liste d'exclusion, validée début 2011 par les conseils d'administration de l'AFD et de Proparco, qui indique les types de projets que le Groupe se refuse de financer du fait de critères d'ordre éthique, réglementaire, environnemental, social¹⁰

Pour toutes les opérations financées par le Groupe AFD, la conformité à la réglementation nationale du pays de mise en œuvre de l'opération est obligatoire, y compris sur les questions environnementales et sociales.

Cependant, la réglementation des pays d'intervention du Groupe AFD étant parfois incomplète ou en évolution, le Groupe AFD utilise comme référence un certain nombre de règles, bonnes pratiques et directives produites par des organisations internationales de référence.

Ce sont en particulier :

- les Politiques de Sauvegarde de la Banque Mondiale, pour les financements du secteur public ;
- les Standards de Performance de la SFI, pour les financements du secteur privé.

Sont également utilisées comme références les grandes conventions internationales ratifiées par les pays d'intervention, et en particulier :

- les conventions fondamentales de l'OIT sur le droit du travail ;
- la convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ;
- la déclaration universelle des Nations Unies sur les Droits de l'Homme ;
- les lignes directrices de l'OCDE. ■

Evaluation ex ante de la dimension Économique et Sociale

Exhaustivité de l'évaluation des projets

Depuis 2008 (première année de la mise en œuvre concrète de la politique RSE de 2007), le Groupe AFD suit l'évolution du processus d'évaluation E&S de ses financements.

10. cf. Guide de passation des marchés financés par l'AFD dans les Etats étrangers – Juillet 2011.

En 2008, le nombre de projets instruits selon le cycle de projet AFD¹¹ qui n'avaient pas été évalués par la cellule E&S, en raison essentiellement de leur niveau de risques peu élevé (classés C) et de leur faible montant, était de 12 % et de 0,6 % en montants.

En 2011, le pourcentage de projets n'ayant pas été évalués par la cellule E&S de l'AFD est de 6 % en nombre de

Le classement environnemental et social des opérations financées par le Groupe AFD

En accord avec les standards internationaux en la matière :

- les opérations financées directement par le Groupe AFD sont classées en trois catégories selon le risque social et environnemental qu'elles présentent : (i) catégorie « A » (risques élevés), catégorie « B » (risques modérés) et catégorie « C » (peu ou pas de risques).
- les opérations financées via un intermédiaire financier sont classées « IF ». En fonction du risque environnemental et social de leur portefeuille d'activités, ces opérations sont ensuite classées en IF-A, IF-B ou IF-C, selon le même principe que pour les financements directs. ■

projets et de seulement 0,3 % en montants.

Pour Proparco, l'intégralité des projets fait l'objet d'une évaluation depuis 2009.

Les risques E&S potentiels

Le suivi de la répartition du risque environnemental et social des opérations financées par le Groupe AFD concerne toutes les opérations de l'AFD ou de Proparco, finançant des activités de type « projets »¹², qu'ils soient financés directement, ou par le biais d'intermédiaires financiers (établissements bancaires en particulier).

Ce classement reflète le niveau de risque E&S potentiel des projets, déterminé ex-ante, à savoir au début de leur instruction. Il n'est donc pas un indicateur de la performance ou de la qualité environnementale et sociale du portefeuille de projets.

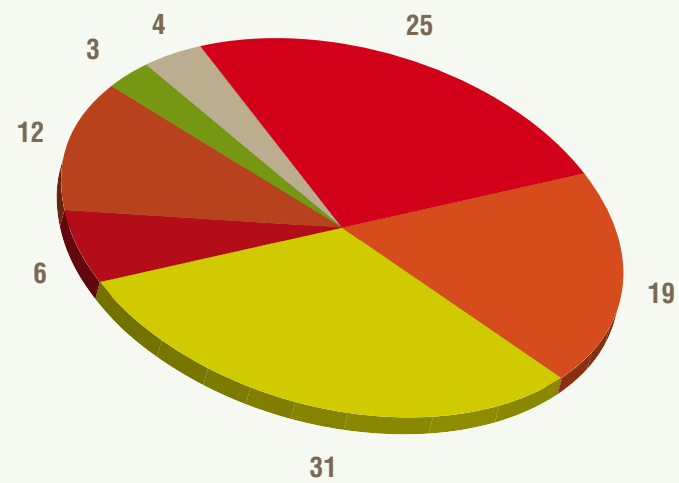
La répartition du risque environnemental et social des projets autorisés en 2011 pour l'ensemble du Groupe AFD s'établit de la façon suivante :

11. Ce qui exclut les subventions et financements sur délégations MAEE, le refinancement des prêts pour les pays pauvres très endettés, les fonds d'étude, les délégations de fonds de l'UE, etc.

12. Ne concerne pas les aides « globales », qui ne donnent pas lieu à une instruction de projet ou en raison de leur multi-affectation.

5.

Risques E&S du portefeuille
du Groupe AFD en 2011
(% nb projets)

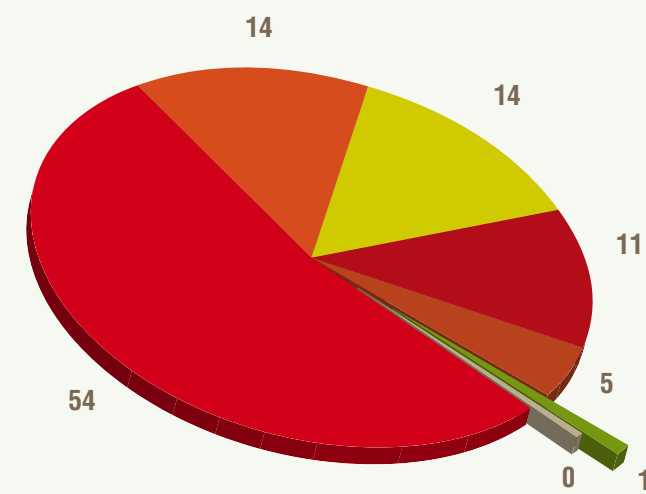


Niveau de risque des projets
financés directement par l'AFD

■ A : Risques élevés
■ B : Risques modérés
■ C : Peu ou pas de risques

■ Risques indéfinis

Risques E&S du portefeuille
du Groupe AFD en 2011
(% montant octroyé)



Niveau de risque du portefeuille d'activités
de l'intermédiaire financier financé par l'AFD

■ IF-A : Risques élevés
■ IF-B : Risques modérés
■ IF-C : Peu ou pas de risques

Exemples d'appui E&S aux projets et mesures d'impact

Bujagali

L'Ouganda souffre d'une sévère crise énergétique ; avec une offre bien moins importante que la demande, les délestages sont importants et réguliers, limitant la croissance et pesant fortement sur les 10 % de la population qui a accès à l'électricité.

Le projet de barrage hydroélectrique au fil de l'eau de Bujagali doit permettre de porter la capacité de production totale à un minimum de 520 MW, ce qui devrait permettre de répondre largement à la demande durant 2 à 3 années.

Ainsi, l'AFD a participé au financement de ce barrage d'une capacité de 250 MW, situé sur le Nil en aval du Lac Victoria, en Ouganda. La station de production d'énergie comprend 5 turbines de 50 MW.

Le projet est d'un coût total de 906 MUS\$, dont 612 MUS\$ de travaux, et 8,5 MUS\$ de mesures de compensations environnementales et sociales.

Le bilan CO₂ du projet montre que, sur une période de 50 ans, le barrage de Bujagali produirait seulement 266.000 tonnes équivalent CO₂, soit 112 à 220 fois moins de gaz à effet de serre que si la même énergie était produite par des centrales thermiques.

Le projet vient d'être certifié par le Mécanisme de Développement Propre (MDP), et devrait pouvoir

vendre des crédits-carbone sur le marché, à hauteur de 904.000 téqCO₂ par an.

Au total, 634 personnes représentant 85 familles ont dû être déplacées physiquement dans un nouveau village (Naminya). Si l'on ajoute à ces 634 personnes déplacées les personnes non déplacées mais impactées par le barrage (expropriation partielle ou totale de terres cultivées), le total de personnes touchées par le projet est de 5.158 personnes, soit 1.288 familles. Toutes ces personnes ont bénéficié de mesures de compensation financées par le maître d'ouvrage.

Lors d'une mission d'évaluation des aspects environnementaux et sociaux en 2003, l'AFD s'est rendu compte que pour les villages impactés par le projet, deux enjeux importants avaient été identifiés par les villageois : l'accès à l'eau potable et l'électrification. Par ailleurs, une érosion importante des berges du fleuve, très escarpées, pouvait être traitée par un programme de reforestation des bords du Nil.

C'est pourquoi un programme de mesures environnementales et sociales complémentaires à hauteur de 2,8 MUS\$ (sous la forme de « l'élément-don » d'un prêt bonifié à l'opérateur) a été financé par l'AFD en 2004, et a été réalisé par le maître d'ouvrage du projet.

5.

A ce jour, les objectifs initialement prévus de plus de 400 ha reboisés sur les berges ont été dépassés, du fait d'une remarquable mobilisation des populations riveraines, intéressées par l'utilité des essences choisies pour la replantation.

La forte demande locale en connexion au réseau d'eau potable a été confirmée et les travaux de construction du réseau de distribution ont été achevés en 2011.

La société du projet a engagé le paiement de la part due par les particuliers pour la connexion au réseau d'électricité rurale, les 70 % restant étant apportés par l'Agence d'Electrification Rurale de l'Ouganda. La composante électrification rurale est en cours de mise en œuvre et devrait être achevée avant l'installation complète des 5 turbines du projet.

Ce programme, complémentaire au Plan de Gestion Environnemental et Social du projet existant, a permis de faire participer les populations directement affectées par le projet, aux bénéfices apportés par la construction d'une infrastructure clé pour le développement du pays. ■

Central Credit Fund et la RSE au Vietnam

Le Vietnam compte 85 millions d'habitants, dont 75 % de ruraux, et concentre dans les campagnes une large part des populations pauvres du pays. Dans ce contexte, le service de prêt aux populations rurales du pays revêt une importance toute particulière ; c'est pourquoi a été créé en 1993 le petit réseau mutualiste des Fonds de Crédit Populaires (People's Credit Funds – PCFs) qui se développe dans les communes qui ne sont pas couvertes par les banques nationales, pour assurer un service bancaire de qualité au profit des entrepreneurs du monde rural vietnamien.

L'AFD a octroyé un prêt au réseau de PCFs.

Le réseau des PCFs compte plus de 1 000 établissements détenus par leurs clients-sociétaires.

Ce réseau bénéficie d'une fidélité des clients liée à leur statut coopératif, d'une grande proximité locale, d'une excellente connaissance des entrepreneurs, et d'une solide implantation locale. Forte de ce constat, l'AFD a octroyé une subvention au réseau des PCF afin de mettre à profit les avantages du réseau mutualiste en lui permettant de jouer un nouveau rôle, en diffusant de bonnes pratiques et normes environnementales et sociales à ses clients sociétaires. Les PCFs ont donc décidé de mettre en place un système de maîtrise des risques environnementaux et sociaux innovant qui vise à tenir

5.

compte tant des enjeux sociaux et environnementaux que des aspects financiers pour l'octroi de prêts.

La mise en place de ce système s'est déclinée en plusieurs étapes :

- la rédaction d'une politique environnementale et sociale ;
- l'élaboration d'un guide de terrain à l'attention des chargés de crédit pour les aider à aborder les sujets environnementaux et sociaux pertinents avec les entrepreneurs ;
- sur la base de ce guide, la formation de formateurs responsables de la formation des chargés de crédit ;
- enfin, la formation des chargés de crédit au sein des PCFs.

Cette politique environnementale et sociale a permis d'atteindre deux objectifs complémentaires :

- provoquer une prise de conscience des clients sur les impacts sociaux et environnementaux de leur activité ;
- transmettre des bonnes pratiques aux clients pour une meilleure prise en compte de l'environnement et du cadre social.

Aussi, aujourd'hui lorsqu'une PCF accorde un prêt à un client, par exemple à un agriculteur, le chargé de crédit discute avec l'entrepreneur et lui fait des suggestions simples sur l'amélioration de ses pratiques environnementales, sanitaires, sécuritaires

et de droit du travail. Les sujets abordés portent par exemple sur :

- l'utilisation raisonnée d'engrais ;
- le stockage adéquat des produits dangereux dans un endroit clos, loin des enfants, de la nourriture,...
- l'utilisation de protection (masque, lunettes, gants, salopette) lors de l'utilisation de produits toxiques comme les engrais ;
- le travail des enfants.

Sur le financement d'activités connexes à

l'agriculture, comme par exemple les entreprises de réparation auto/moto/machines, les sujets abordés portent sur :

- la gestion des déchets dangereux (l'acide des batteries, ou les résidus provenant de la vidange des machines peuvent polluer l'eau s'ils ne sont pas correctement évacués) ;
- le stockage des produits dangereux (un stockage sûr permet d'éviter les réactions chimiques, les explosions, le feu, les fuites et l'intoxication,...) ;
- les conditions de travail.

Cette approche pragmatique et systématique permet au réseau de PCFs d'offrir un nouveau service à ses clients et de les fidéliser, tout en diffusant de bonnes pratiques environnementales et sociales bénéfiques aux entrepreneurs locaux. ■

Le Groupe AFD et la RSE dans le secteur bancaire : la mise en place d'une ligne de crédit RSE en Turquie (Halk Bank)

La RSE dans les banques

Les banques sont en général de grandes entreprises qui ont un fort impact sur le tissu économique. Les concours qui leur sont octroyés par le Groupe AFD bénéficient in fine aux entreprises et notamment aux PME qui constituent une part prépondérante des emplois et de l'économie des pays d'intervention de l'Agence. Elles sont donc au cœur des conséquences sociales et environnementales des activités des entreprises qu'elles financent.

La promotion de la RSE auprès des banques vise ainsi à renforcer leur politique en la matière et la maîtrise des risques E&S de leur portefeuille, mais aussi à sensibiliser leurs clients à la mise en œuvre de bonnes pratiques environnementales et sociales.

Le partenariat AFD/HALKBANK

Créée par l'Etat en 1938, Halkbank dispose d'un réseau d'agences bien réparti sur le territoire national, y compris dans les zones défavorisées. L'AFD a conclu un partenariat avec Halkbank afin d'en faire un relais de la RSE auprès des PME locales.

Une première ligne de crédit en 2007 a permis de sensibiliser 400 membres du personnel de la banque et une trentaine de PME à la RSE. Avec une deuxième ligne de crédit, la banque a financé un ambitieux programme RSE pendant trois ans (2008 – 2011). Ce programme comportait deux volets principaux :

Le premier portait sur la banque elle-même et visait :

- à maîtriser les risques environnementaux et sociaux de son portefeuille, via l'établissement de diligences spécifiques dans le circuit d'évaluation des risques des projets financés,
- le déploiement d'un programme de formation RSE pour tous les employés de la banque.

Le second volet portait sur l'appui d'Halkbank aux PME par différents moyens :

- l'octroi de prêts à 160 PME dans les régions défavorisées et excentrées,
- l'animation dans tout le pays de campagnes de sensibilisation et de formation à la RSE, à l'intention des PME, notamment sur les questions de sécurité au travail, de respect des normes environnementales, d'économies d'eau et d'énergie,...
- la réalisation d'audits gratuits des PME, des accompagnements vers l'obtention des certifications ISO 14001 (environnement) et OHSAS 18001 (santé et sécurité au travail, évaluation des risques).

Proparco – Financement de la société Fajar en Indonésie

Le projet

PT Fajar Surya Wisesa Tbk (FSW) est le second producteur indonésien de papier industriel utilisé pour la production de cartons et sacs en kraft. FSW utilise à 100% du papier recyclé acheté principalement en Indonésie.

La capacité de production totale de la société devrait atteindre 1.000.000 tonnes par an en 2012. FSW se distingue de ses concurrents par ses efforts pour réduire son empreinte environnementale :

- utilisation de papier usagé,
- réduction de sa consommation énergétique par cogénération et par utilisation de l'électricité et de la vapeur produite à partir d'un incinérateur brûlant les déchets du site,
- traitement de ses eaux usées par deux usines de traitement de l'eau et réduction de sa consommation d'eau par réutilisation des eaux usées traitées.

De plus, Fajar a obtenu la certification ISO 14001 en juin 2010.

Fajar Paper a sollicité Proparco pour financer l'achat et l'installation d'un nouvel incinérateur destiné à brûler la totalité des déchets de papier

produits par Fajar et à produire de la vapeur utilisée dans le processus de production du carton.

Le partenariat Proparco/Fajar

Dans le cadre du financement, un audit E&S de l'entreprise a été diligenté par Proparco afin d'évaluer sa conformité aux standards internationaux (Performance Standards de la SFI) et, le cas échéant, de déterminer les actions à mener pour y être conforme.

Les principales actions concernent les émissions atmosphériques des incinérateurs. En effet, la société ne contrôlait pas la performance de l'incinérateur en place en termes de limitation des rejets des dioxines et furanes. Les risques sur la santé liés à ces produits sont importants et avérés. Or, la législation indonésienne ne requiert aucune mesure de ces produits rejetés.

Il a donc été convenu avec la société que celle-ci s'engageait à mesurer régulièrement les émissions de dioxine et furane des deux incinérateurs et à s'assurer qu'elles sont conformes aux standards internationaux.

La société s'est également engagée, dans un délai d'un an, à améliorer son management E&S et à s'assurer notamment que :

- ses sous-traitants seront conformes au système

5.

de management environnemental (environnement, hygiène et sécurité) mis en place dans la société. Ceci répond notamment à la volonté des rédacteurs de l'ISO26000 de prendre en compte la sous-traitance dans la sphère d'influence, voire dans le périmètre du reporting.

- les conditions de stockage des produits dangereux seront sécurisées,
- l'accès à la décharge du site sera également sécurisé et l'accessibilité des populations avoisinantes empêchée, pour des raisons de sécurité,
- la protection incendie sera améliorée. ■

Des opérations aux finalités sociales et environnementales

Le Groupe AFD promeut les opérations qui contribuent aux finalités essentielles du développement durable.

L'AFD finance notamment un projet de mise à disposition des données satellitaires pour le suivi du couvert forestier en Afrique Centrale. Le suivi satellitaire de l'évolution du couvert forestier est

reconnu comme un outil indispensable pour la mise en œuvre du mécanisme de réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation de la forêt. Face au constat de manque de données disponibles, l'AFD a initié une démarche pilote de mise à disposition des pays d'Afrique Centrale de données satellitaires. Le coût total du projet est évalué à 11,5 M€ sur 5 ans (2011-2015).

En septembre 2011, l'AFD a accordé une subvention de 0,3 M€ au Collectif « Ethique sur l'étiquette ».

L'objectif du projet est de faire progresser le respect des droits humains dans les filières de production de biens achetés en France, en accord avec les grandes conventions (OIT) et la Déclaration des droits de l'Homme. Ces actions visent à sensibiliser et à mobiliser un grand nombre de citoyens (200.000 personnes environ de manière directe), partenaires sociaux, particuliers et pouvoirs publics, dans les pays productifs du Sud et de l'Est, en France et en Europe. Proparco affirme également la vocation sociale et environnementale de ses opérations. En 2011, elle finance un projet d'hôpital, pour un montant de 14,1M€ et 9 projets d'énergie renouvelable ou de lignes de crédit Energie renouvelables, pour un montant de 193,6 M€. ■

La démarche de progrès 2012-2016

- le développement des outils d'évaluations E&S des projets : ces outils doivent permettre une meilleure appropriation par les chefs de projet et les maîtres d'ouvrage des enjeux E&S des projets ;
- l'amélioration de la compétence E&S en interne au Groupe AFD mais également des maîtres d'ouvrage : par la poursuite des actions de formation aux différentes entités du Groupe, et notamment à destination des chefs de projets ;
- l'amélioration du suivi de la mise en œuvre des engagements E&S des maîtres d'ouvrage ;
- une évaluation de la prise en compte des avis E&S internes dans le cycle du projet (décision de financement et suivi d'exécution) ;
- l'amélioration de la prise en compte de la dimension E&S dans l'évaluation à l'achèvement des projets.
- L'amélioration du classement des services conçus en vue de générer des bénéfices environnemental et social pour différents secteurs d'activité et différents objets.

Stratégie Climat : une démarche exemplaire

Si elle ne relève pas uniquement de la maîtrise des risques environnementaux et sociaux des projets, la lutte contre

le réchauffement climatique constitue un volet majeur de l'action de l'AFD en matière de son engagement pour la préservation de l'environnement mondial à travers ses opérations dans ses pays d'intervention. Cet engagement a fait l'objet d'une stratégie ambitieuse présentée au Conseil d'Administration de l'AFD le 30 novembre 2011 et au Conseil d'Administration de Proparco le 23 mars 2012.

La lutte contre le changement climatique est intrinsèquement liée au développement économique et social. En effet, l'accélération du réchauffement climatique entraverait durablement le développement. Réciproquement, le développement conduit à une augmentation rapide de la consommation de ressources naturelles et d'énergies fossiles.

L'AFD a donc inscrit le changement climatique au cœur de ses stratégies et accompagne les pays émergents et en développement dans les nouvelles priorités que ce défi impose, notamment par sa prise en compte dans leurs stratégies de développement et l'amélioration de leur résilience aux conséquences du changement climatique. Dans le cadre du POS3, l'AFD adopte un positionnement ambitieux en tant que financeur majeur de la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement. Il s'appuie sur trois grands objectifs :

- positionner le Groupe AFD comme l'acteur pivot de la mise en œuvre des engagements français vis-à-vis des pays en développement en matière de lutte contre le changement climatique,

5.

- positionner le Groupe AFD comme un acteur à part entière de l'architecture financière internationale « climat » au travers en particulier de la possibilité de mettre en œuvre des ressources ou mandats internationaux et européens,
- positionner le Groupe AFD pour accéder directement à la mise en œuvre des fonds thématiques internationaux et européens et en particulier au « Fonds vert climat » mis en place par les Nations Unies.

Le Groupe AFD inscrit cette stratégie et son identité « climat » au travers de trois piliers structurants :

- un objectif d'engagement financier pérenne en faveur du climat : 50 % des octrois annuels de l'AFD dans les Etats étrangers et 30 % des octrois annuels de Proparco.
- une mesure systématique de l'empreinte carbone des projets financés selon une méthodologie interne robuste et conservatrice. Cette disposition est inscrite dans le manuel de procédures opérationnelles du Groupe et prévoit l'estimation de l'empreinte carbone des projets dès le démarrage du cycle d'instruction du financement.
- une politique de sélectivité des projets au regard de leur impact sur le climat, tenant compte des mandats géographiques du Groupe du niveau de développement des pays concernés et de la question climatique dans les politiques de développement de ces pays.

La déclinaison opérationnelle de ces trois piliers est différenciée selon les géographies d'intervention. Cette stra-

tégie est publique et disponible sur le portail « climat » de l'AFD : www.afd.fr/.

Mesure d'impact et méthodes de comptabilisation

Dans un contexte de demande accrue de transparence de la part de la société civile comme de la communauté internationale, le Groupe AFD a établi une classification claire et publique des projets Climat qu'elle finance.

Le Groupe AFD qualifie de projet « climat » un projet de développement ayant des co-bénéfices positifs pour le climat, c'est-à-dire contribuant à l'atténuation du changement climatique (réduction des émissions de gaz à effet de serre) ou à l'adaptation des populations aux impacts du changement climatique.

Concernant l'atténuation, l'AFD a adopté une méthodologie pour la mesure systématique de l'empreinte carbone de l'ensemble des projets qu'elle contribue à financer. Ce calcul, outre son utilisation intrinsèque dans l'instruction du projet et de son financement par l'AFD, sert à classer le projet comme contributif « climat » ou non (neutre ou contribuant à générer des émissions de GES).

La méthodologie adoptée par l'AFD est publique et transparente (disponible sur le portail « climat » de son site internet : <http://climat.afd.fr>, rubrique Mesure des impacts) et conservatrice (elle mesure les émissions générées et/ou réduites en comparaison d'une base sans projet).

5.

L'AFD est un des rares bailleurs de fonds à avoir franchi cette étape et pratiqué cette méthodologie « Bilan Carbone », inspirée de celle de l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie), qui est en cours de discussion au sein d'un groupe international de bailleurs de fonds.

L'AFD s'est dotée également d'une classification de ses financements contribuant à l'adaptation des économies aux effets du changement climatique en croisant au sein d'une matrice (i) le type d'action permettant de réduire la vulnérabilité et (ii) les vulnérabilités existantes sur la géographie concernée. L'AFD expérimente par ailleurs une méthode d'analyse de la vulnérabilité aux effets du changement climatique des projets qu'elle finance afin d'y apporter une réponse adéquate dans l'instruction et au cours de la vie du projet.

Organisation interne relative à la prise en compte de la question changement climatique au sein de l'AFD

L'AFD a mis en place une Division « Changement Climatique » qui a vocation à développer des outils et à appuyer les métiers opérationnels pour mettre en œuvre la stratégie Climat du Groupe. Le parti pris a été d'intégrer les diligences et objectifs au titre de la lutte contre le changement climatique au sein des procédures usuelles de l'AFD. Dans ce cadre, la Division « Changement Climatique » exerce à la fois une fonction de support aux opérationnels, de contrôle et d'avis sur certains aspects de la stratégie Climat du Groupe (notamment la classification des projets et la mesure d'impact).

Par ailleurs, afin de renforcer le pilotage transversal de cette question stratégique, un comité « Changement Climatique » interne au Groupe AFD a été mis en place, représentant l'ensemble des départements de l'AFD concernés ainsi que le secrétariat du FFEM et Proparco. Ce comité à haut niveau a pour vocation de se saisir des sujets opérationnels et stratégiques relatifs à la question climat afin d'assurer la mobilisation et la coordination nécessaire des différentes entités.

Résultats de l'année

Financements

Les autorisations d'engagements (AE) du Groupe AFD contribuant à la lutte contre le changement climatique (CC) se sont élevées en 2011 à 2 milliards d'euros, dont 1,6 milliards d'euros pour des actions visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre (atténuation) et 0,4 milliard d'euros pour des actions d'adaptation.

Afin d'améliorer la transparence de sa communication sur son action en matière de climat, l'AFD s'est dotée d'une méthode de comptabilisation précise. Les financements apportés à des projets d'atténuation sont comptabilisés dès lors que la mesure de leur empreinte carbone, directe et induite, démontre que ces projets contribuent à réduire ou éviter (pour les projets d'énergies renouvelables) un volume d'émissions de gaz à effet de serre (GES) supérieur à 10 000 tonnes équivalent CO₂ (teqCO₂) par rapport à la situation « avant projet » ; ou s'il s'agit

5.

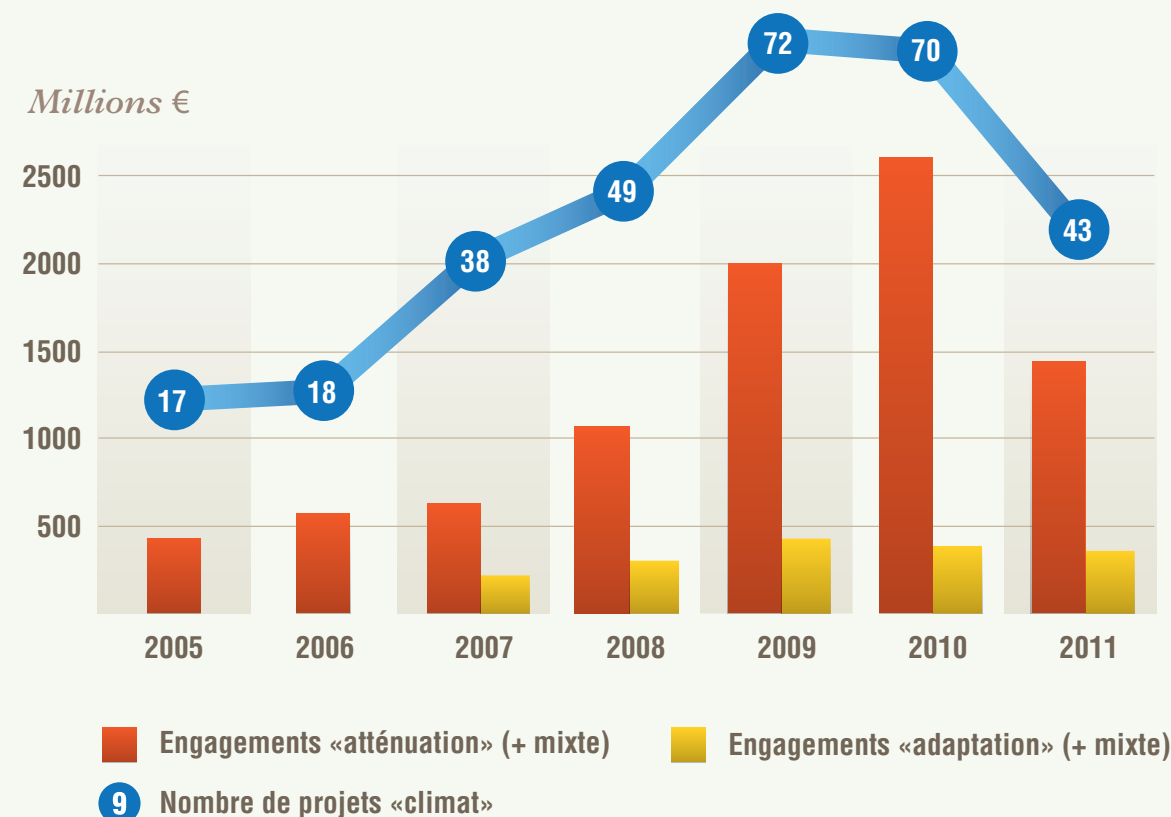
de projets dont l'empreinte carbone n'est pas mesurable mais qui sont dédiés à des actions « climat » (aides budgétaires « climat » à une politique nationale, lignes de financement bancaires dédiées aux énergies renouvelables ou à l'efficacité énergétique, renforcement de capacités sur les questions de changement climatique). Les financements apportés à des projets d'adaptation sont comptabilisés sur base d'une grille d'analyse croisant (i) potentiel « d'adaptation » du projet ou de l'action et (ii) niveau de vulnérabilité de la géographie concernée. Cela a concerné 45 projets/programmes engagés. L'AFD a financé 48 Millions d'euros de projets « mixtes » contribuant à la fois à l'atténuation et à l'adaptation, ce qui explique que les montants indiqués (1,6 Md€ en atténuation et 0,4 Md€ en adaptation) ne puissent pas être additionnés directement.

Le montant total engagé et le nombre de projets/programmes en faveur de la lutte contre le changement climatique restent donc à un niveau élevé même si l'on peut constater une baisse par rapport à l'année 2010. Cette baisse doit cependant s'analyser avec prudence, les données sur une année étant fortement dépendantes du calendrier d'approbation par les instances de quelques gros projets.

Les AE « climat » représentent en 2011 41 % des AE dans les Etats Etrangers pour l'AFD, (contre 55 % en 2010), et 19 % pour Proparco (contre 27 % en 2010)¹³.

Évolution des autorisations d'engagements « climat » du Groupe AFD

Millions €



13. Pour l'AFD, les octrois Etats Etrangers sont considérés comme les octrois de l'année (approbation par les CA de l'année) des projets dans les Etats étrangers hors mise en œuvre de ressource pour compte Etat et ABG, Contrats de désendettement (C2D), sous-participations AFD et participation à des mécanismes ou fonds internationaux (type ICCF, CTF...). Pour Proparco, les octrois annuels incluent les sous-participations AFD (participation de l'AFD dans une opération de prêt, pour laquelle Proparco ne désire pas couvrir la totalité du risque et de l'implication en trésorerie).

5.

Évolution des engagements climat et totaux du Groupe de l’AFD de 2005 à 2011

Parmi les engagements totaux du Groupe en faveur du climat, les engagements réalisés par Proparco ont atteint 179 millions d’euros en 2011 avec 6 projets.

ANNÉE OCTROI	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	TOTAL
Nb projets atténuation (mixtes incl.)	16	18	28	34	51	53	35	235
AE atténuation (M€)	422	568	626	1074	1996	2534	1607	8827
Montant moyen (M€)	25	32	21	33	40	48	46	38
Nb projets adaptation (mixtes incl.)	NA	NA	29	24	27	22	15	117
AE adaptation (M€)	NA	NA	216	309	430	422	436	1813
Nb projets «climats»	17	18	38	49	72	68	45	307
total AE «climat»	422	568	779	1236	2388	2707	1994	10094

Répartition sectorielle et géographique des montants engagés dans l'adaptation en 2011

Les engagements concourant à l'adaptation aux conséquences du Changement Climatique ont été classés en trois catégories :

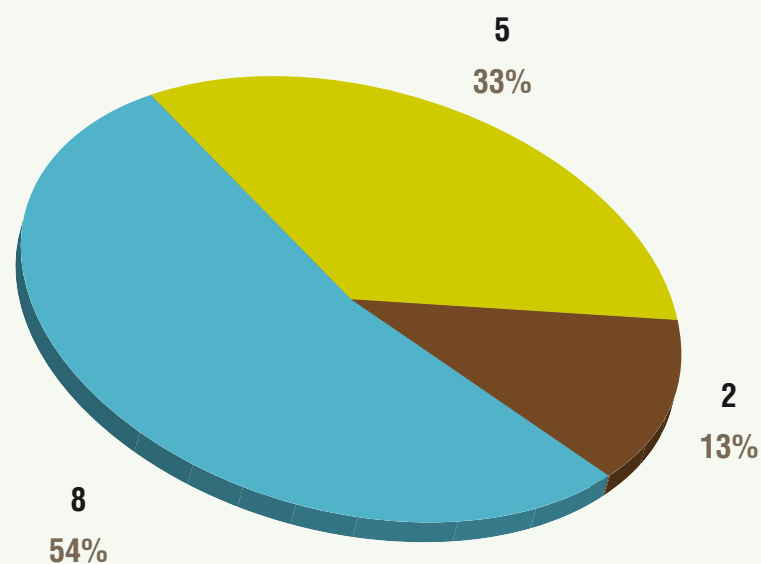
- les actions permettant de préserver la ressource en

eau, et ainsi d'assurer une préservation à long terme de cette ressource ;

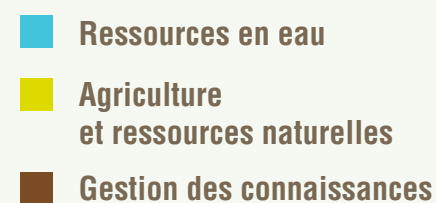
- les projets permettant une meilleure gestion et préservation des ressources naturelles (forêts, sols agricoles, etc) ;
- les projets permettant d'améliorer les connaissances sur les impacts du changement climatique.

5.

Projets « adaptation » 2011 en M€



Projets « adaptation » 2011 en nombre

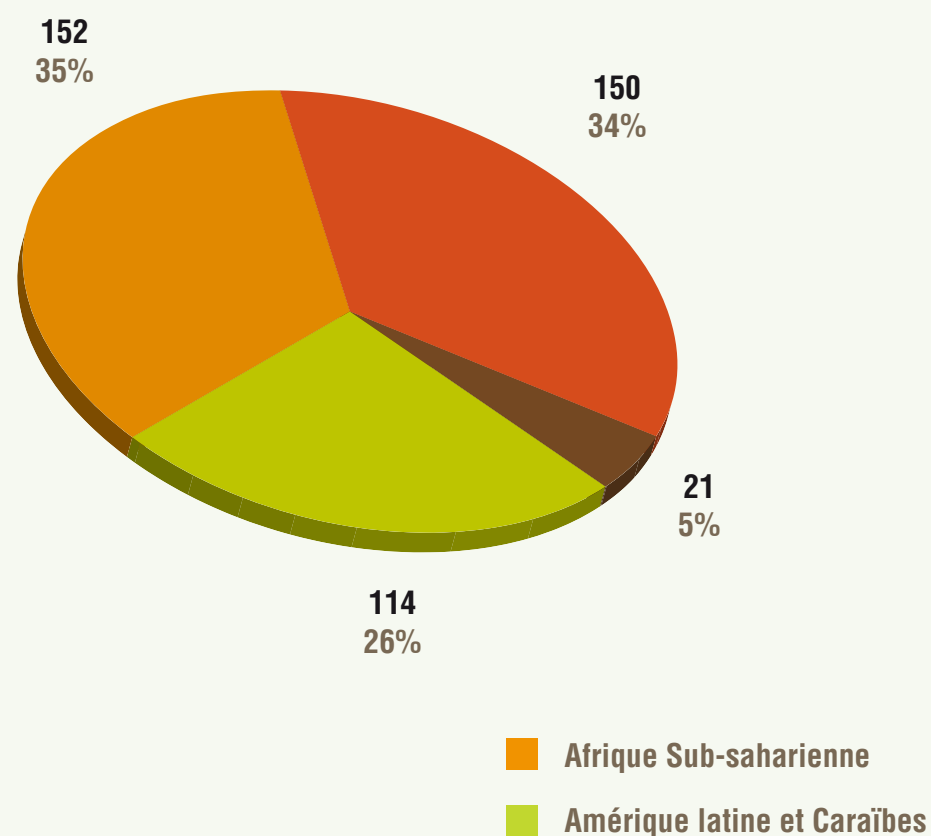


5.

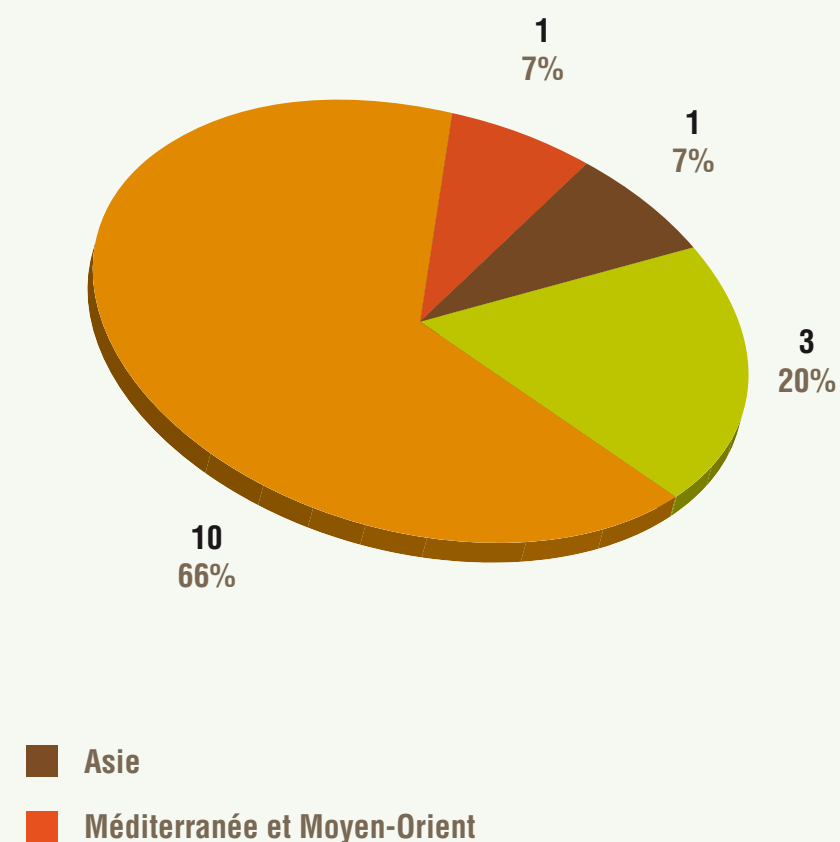
En 2011, la grande majorité (87 % des montants, 54 % des projets) des engagements de l'AFD pour l'adaptation sont réalisés via des projets participant à la préservation de la ressource en eau. Un nombre important de projets (33 % du total) est réalisé dans les secteurs agricoles et des ressources naturelles, mais pour des montants unitaires plus limités. Ces résultats sont semblables à ceux obtenus en 2010.

Les AE en faveur de l'adaptation sont réalisées à parts égales entre la zone Afrique sub-saharienne (35 % des montants engagés) et la zone Méditerranée/Moyen Orient (34 % du total), soit une majorité des projets sur le continent africain, le plus vulnérable au changement climatique. Contrairement aux années précédentes, les AE en Amérique latine sont significatives, liées au financement d'un important projet de gestion intégrée des ressources en eau en Colombie. En revanche, les AE ont fortement diminué en Asie, passant de 46 % en 2010 à 5 % en 2011.

Répartition géographique
des projets «adaptation» 2011 en M€



Répartition géographique
des projets «adaptation» 2011 en nombre



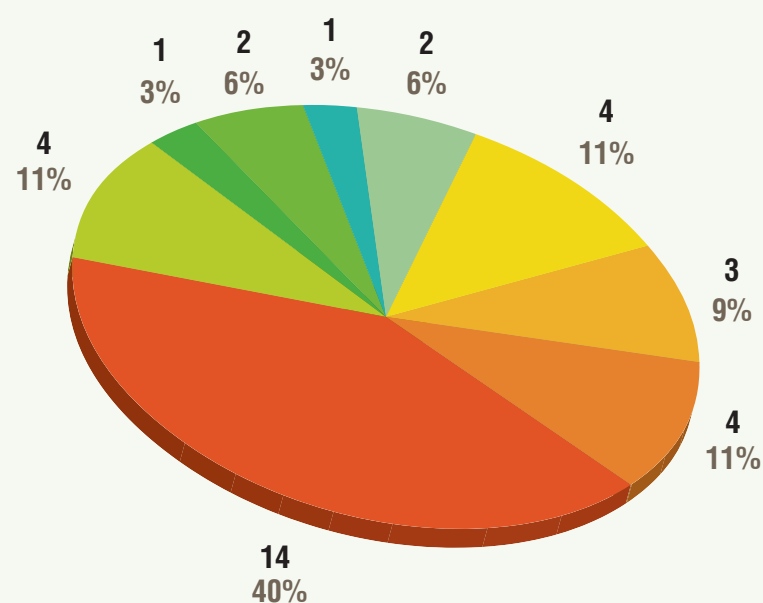
5.

Répartition sectorielle et géographique des montants engagés dans l'atténuation en 2011

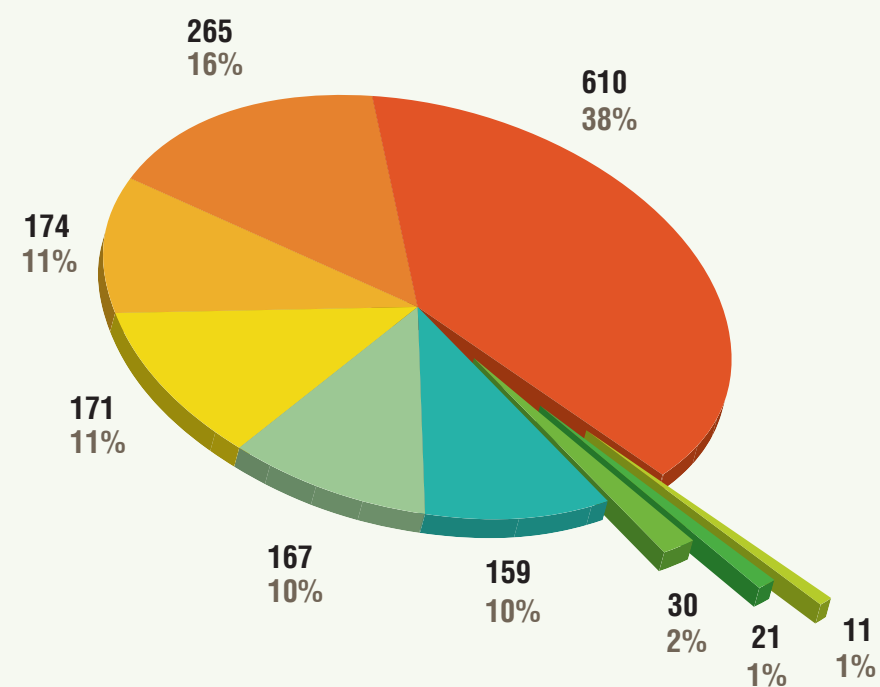
La répartition sectorielle des engagements est toujours dominée par le secteur de l'énergie, à la fois au travers de projets directs (56 % des engagements) et en intermédiation financière principalement via des lignes de crédit bancaires dédiées aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (17 % des engagements). La part des financements dédiés en faveur des transports urbains

sobres en carbone (11 % des montants, 3 % des projets) a diminué du fait du décalage d'octroi de plusieurs projets en instruction sur 2012. Les montants engagés dans les domaines de l'agriculture et de la forêt sont en baisse par rapport à 2010 (11 millions d'euros, au travers de 4 projets, contre respectivement 120 millions d'euros et 6 projets). Les engagements 2011 au travers d'appuis budgétaires climat ont baissé par rapport à 2010: 174 millions d'euros contre 545 Millions d'Euros en 2010.

Projets « atténuation » 2011 en M€



Projets « atténuation » 2011 en nombre



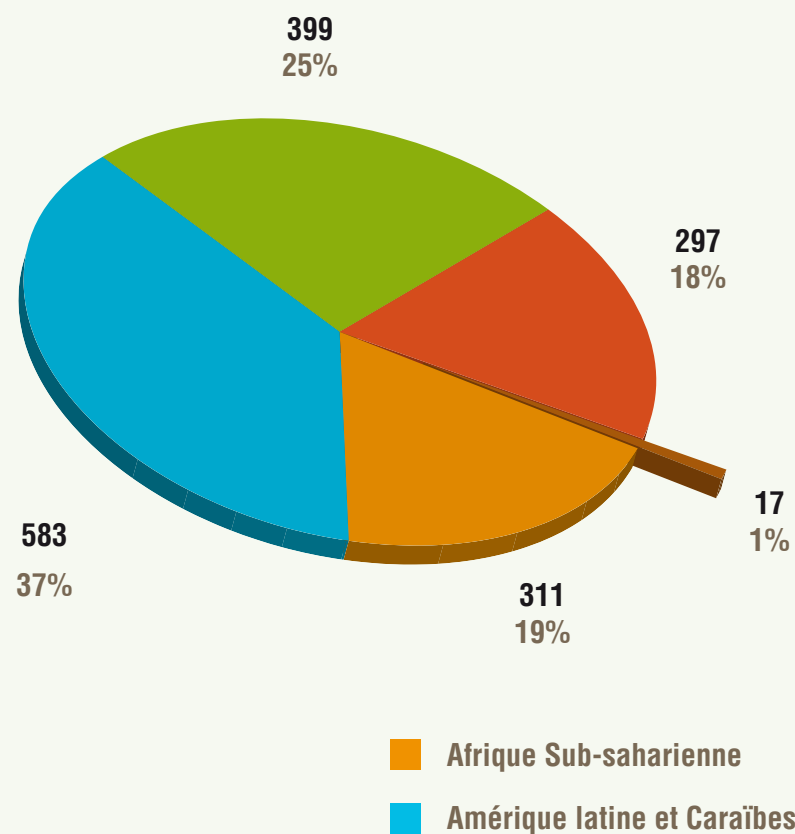
Énergies renouvelables	Aide budgétaire	Fuel switch	Fonds carbone	Séquestration biologique
Intermédiation financière	Efficacité énergétique	Transport urbain	Gestion des déchets	

5.

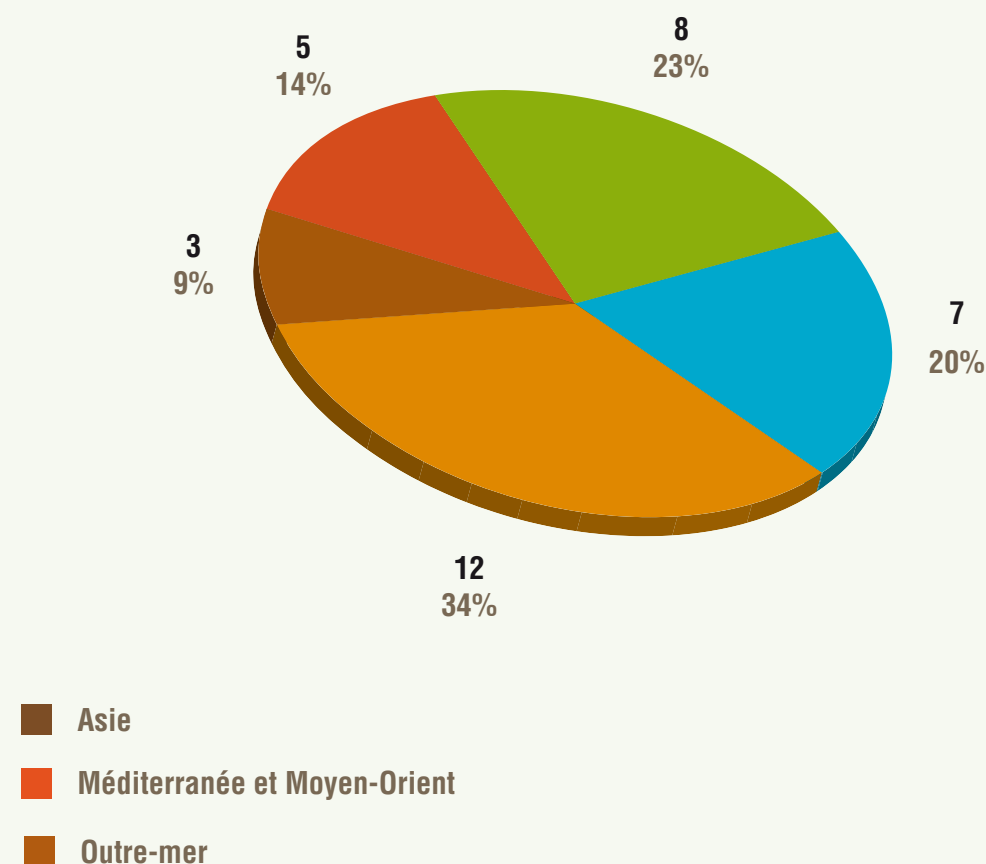
La répartition géographique des engagements d'atténuation a évolué de manière plus sensible que pour l'adaptation en 2011. Les contributions de la région Afrique sub-saharienne et Asie ont diminué par rapport à l'année 2010. Toutefois, cette diminution semble à ce stade plus due à des causes conjoncturelles (décalage d'instruction de certains projets, renégociations générales de conditions d'intervention en Asie,...). A l'inverse, et malgré un contexte particulier en zone Méditerranée, le niveau d'oc-

troi n'a que très légèrement fléchi et est resté quasiment constant. En zone Amérique Latine et Caraïbes, les AE ont peu évolué. Enfin, les AE comptabilisées Outre-mer, d'un niveau encore modeste à 17 M€ en 2011, ne témoignent pas de la dynamique engagée sur certaines géographies et par certaines collectivités sur la mise en œuvre de nouvelles politiques publiques Energie-Climat - adaptation dans le sillage du Grenelle de l'Environnement.

Répartition géographique
des projets « atténuation » 2011 en M€



Répartition géographique
des projets « atténuation » 2011 en nombre



Réductions d'émissions annuelles réalisées par les projets climat de l'AFD (en MtCO_2/an)

Sur la base des bilans carbone réalisés ex ante, on estime que les projets d'atténuation octroyés en 2011 permettront de réduire ou d'éviter l'émission de 4 MtCO_2eq par an sur leur durée de vie.

En cumulé depuis 2005, l'ensemble des projets d'atténuation octroyé par l'AFD contribue à éviter ou réduire les émissions de plus de 25 millions de tonnes équivalent CO_2 chaque année sur l'ensemble de leur durée de vie.

Exemples de projets « Climat »

Le Groupe AFD a financé en 2011 45 projets de développement ayant des co-bénéfices « climat », contribuant à l'atténuation et/ou à l'adaptation.

Concernant l'atténuation, a été autorisé cette année le financement de projets d'énergie propre en direct ou via des lignes de crédit (centrale thermosolaire au Maroc, barrage au Panama, efficacité énergétique dans les bâtiments en Chine), de transports urbains durables (construction de la ligne 2 du métro de Saint-Domingue) et de séquestration biologique (agroforestrie paysanne à Madagascar).

Empreinte carbone des lignes de crédit

Pour les intermédiations financières, il convient de distinguer deux analyses d'impact :

- l'estimation de l'impact carbone des autorisations d'engagement 2011, réalisée sur la base d'une analyse de portefeuille de référence ou prévisionnel des 2 lignes de crédit Efficacité Énergétique (EE) et Energies Renouvelables (ER) engagées par l'AFD dans l'année 2011 : -230 ktCO_2 / an pour un volume d'engagement de 150 M€ ;
- l'estimation de l'impact carbone des décaissements 2011, sur la base des projets financés dans l'année par les lignes de crédit octroyées les années précédentes. En 2011, 7 lignes de crédit EE et ER de l'AFD dans 5 pays (Chine, Inde, Maurice, Tunisie, Turquie) ont décaissé 176 M€ pour le cofinancement de projets d'efficacité énergétique ou d'énergie renouvelable (représentant un investissement total de 545 M€) qui permettront de réduire ou d'éviter plus de 1,8 MtCO_2eq / an. ■

5.

Concernant l'adaptation, les projets se concentrent principalement sur la meilleure gestion de l'eau et des ressources naturelles (réhabilitation de réseaux d'eau potable au Mozambique, infrastructures hydrauliques au Vietnam, aménagement de plaines de mangrove en Guinée maritime) et l'amélioration des connaissances des impacts du changement climatique (développement d'une base de données sur le changement climatique en Ethiopie).

Par ailleurs, l'AFD a autorisé en 2011 deux programmes d'appui budgétaire aux politiques « climat », l'un en Turquie et l'autre au Vietnam.

La démarche de progrès 2012-2016

1. Un objectif d'octroi annuel d'autorisations ayant des co-bénéfices pour le climat :

- 50 % des autorisations annuelles de l'AFD dans les Etats étrangers
- 30 % des autorisations annuelles de Proparco.

Pour cela, un pilotage de l'activité « climat » du Groupe sera réalisé, en amont et en cours de réalisation du programme d'activités.

2. Un objectif de mesure systématique de l'empreinte carbone des projets,

Une procédure de mesure systématique de l'empreinte carbone des projets de l'AFD a été mise en place mi 2011. L'objectif est de monter progressivement en puissance pour passer d'un taux de réalisation des bilans carbone de 70 % en 2012 à 100 % en 2016.

3. L'application d'une grille de sélectivité aux opérations du groupe reposant sur leur empreinte climat.

L'empreinte carbone des projets sera désormais prise en compte de manière systématique dans l'instruction et les projets fortement émissifs pourront être écartés dans certains cas, en fonction notamment du pays considéré, de son niveau de développement et de sa politique menée en matière de lutte contre le changement climatique. ■



Participants à la réunion « Monde » 2011 au siège

6. Nos collaborateurs

Il n'y a pas de convention collective à l'AFD. Les contrats de travail des agents de droit français de l'AFD sont régis par un statut du personnel propre à chaque établissement (1 Siège, 4 DOM). Les personnels recrutés dans les agences à l'étranger ont un contrat de travail régi par un statut du personnel (60%), un règlement intérieur (45%). Il n'y a pas d'accords interprofessionnels, sauf dans les DOM (accords dans le cadre de la profession bancaire).

Objectifs poursuivis et périmètre de la politique de Responsabilité Sociale Interne (RS-I)

Les valeurs de l'Agence Française de Développement (engagement, intégrité, ouverture et mobilité) sont au cœur de la mise en œuvre de la stratégie du Groupe. Notre responsabilité sociale d'employeur est articulée autour des axes suivants :

- Offrir les conditions de travail permettant d'attirer et de fidéliser les talents ;
- Garantir la cohérence et la transparence dans l'accompagnement et la construction des parcours professionnels, en encourageant un dialogue social continu et de qualité ;
- Promouvoir la diversité, notamment en recrutant des profils reflétant la mixité sociale et en développant des actions spécifiques en faveur du recrutement et du maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap ;
- Promouvoir l'équité en interne, notamment au travers du renforcement de la présence des femmes en position de management et de l'amélioration des conditions d'emploi, de formation et de représentation des personnels locaux.

Des accords d'entreprise matérialisent ces engagements. Ces accords et autres engagements sont également décrits dans le rapport annuel et le document de référence.

Fin 2011, les effectifs gérés par le Groupe s'élevaient à 2.048 agents à travers le monde, soit une augmentation de 55 agents par rapport à 2010 (+ 3 %). L'augmentation des effectifs a été de 23 % ces dix dernières années. Cette évolution présente les caractéristiques suivantes : un rajeunissement des effectifs, un niveau moyen de qualification plus élevé, une féminisation plus forte ainsi que le recrutement renforcé de cadres locaux dans nos pays d'intervention. Dans ce contexte, la stratégie de ressources humaines vise la consolidation de son capital humain au travers notamment, d'une politique de responsabilité d'employeur exigeante.

L'AFD met à disposition une partie de ses salariés aux Instituts d'Emission (IEDOM et IEOM). Ces derniers ont une mission de banque centrale sous l'autorité de la Banque de France dans les collectivités d'outre-mer (TOM et DOM). Toutefois ses effectifs font partie de l'Unité Economique et Sociale AFD/Instituts.

6.

Effectif Groupe entre 2009 et 2011

EFFECTIFS	Fin 2009	Fin 2010	Fin 2011
France métropolitaine*	851	914	955
Agences et représentations dans les pays d'intervention	152	159	151
Assistance technique	7	7	6
Détachements et mises à disposition	28	23	22
GROUPE CADRE GENERAL *	1038	1103	1134
Collectivité d'Outre-mer	102	106	108
Pays étrangers**	393	416	439
GROUPE PERSONNEL RECRUTE LOCALEMENT**	495	522	547
TOTAL GROUPE AFD	1533	1625	1681
Instituts Cadre général*	103	104	105
Instituts Personnel recruté localement	263	264	262
TOTAL INSTITUTS	366	368	367
TOTAL PERSONNEL GÉRÉ PAR LE GROUPE	1899	1993	2048
GROUPE AFD VI / VCAT	84	90	75
INSTITUTS VI / VCAT	6	6	3
TOTAL VOLONTAIRES INTERNATIONAUX (VI/VCAT)	90	96	78

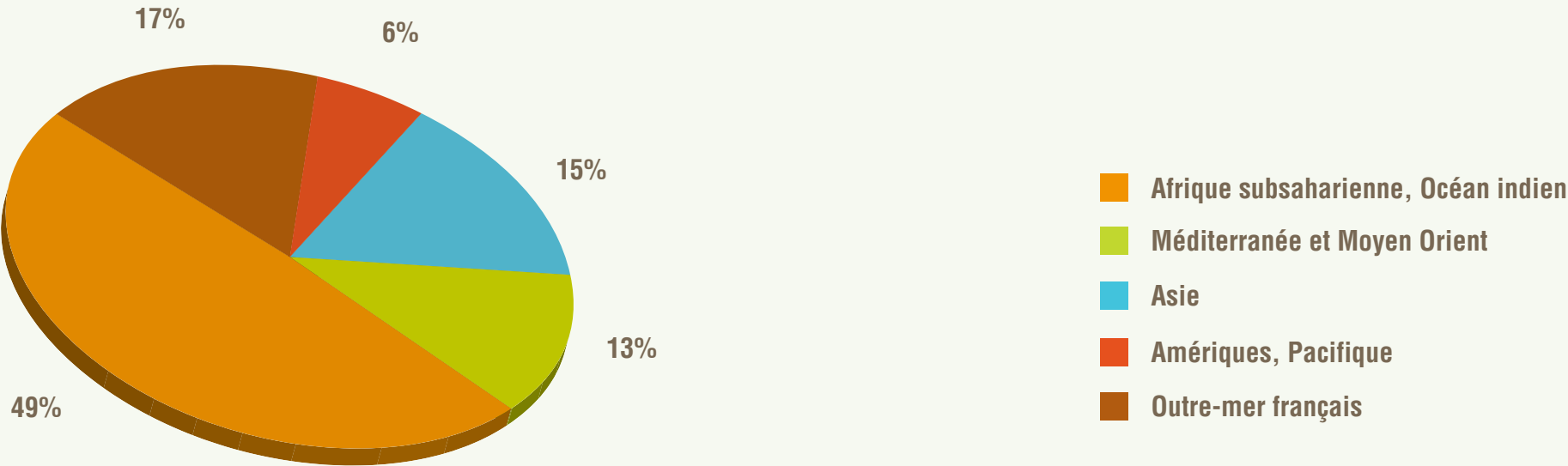
* Salariés sous contrat de droit français, recrutés en France Métropolitaine, hors contrat d'apprentissage et de professionnalisation

** Ces chiffres comprennent les agents recrutés localement en fonction des dispositions de la législation du travail propre à chaque pays ainsi que les «assimilés», prestataires dans différents pays étrangers.

*** Volontariat international / Volontariat civil à l'aide technique

6.

Répartition géographique des effectifs «Réseau» du Groupe AFD, au 31 décembre 2011



	EXPATRIÉS CADRE GÉNÉRAL	RECRUTÉS LOCALEMENT	VI / VCAT	TOTAL DISPOSITIF HUMAIN RÉSEAU GROUPE AFD	
Afrique subsaharienne, Océan indien	69	267	44	380	49 %
Méditerranée et Moyen Orient	23	67	7	97	13 %
Asie	28	77	14	119	15 %
Amériques, Pacifique	10	28	8	46	6 %
Outre mer français	21	108	1	130	17 %
TOTAL	151	547	74	772	100 %

Les vecteurs d'amélioration

Les conditions d'emploi

Le niveau de qualification de ses collaborateurs constitue la première richesse de l'Agence. Pour attirer, fidéliser et motiver son personnel grâce auquel elle peut réaliser sa stratégie ambitieuse, l'Agence s'efforce de proposer des conditions de travail les plus favorables possibles à chacun de ses collaborateurs.

Valorisation des collaborateurs

Au sein de l'AFD, l'ensemble des salariés est évalué annuellement depuis de nombreuses années. Cette évaluation annuelle prend la forme de documents écrits complétés à l'issue d'un entretien annuel entre l'agent et sa hiérarchie et se fonde sur des critères explicites pour apprécier les réalisations de l'agent au cours de l'année.

L'évaluation permet d'une part la reconnaissance des performances individuelles sur la base de responsabilités et objectifs définis conjointement et, d'autre part, de définir les priorités de formation et d'analyser les perspectives de développement professionnel de l'agent.

Rémunération

L'AFD veille à ce que le niveau de rémunération de ses agents soit cohérent et motivant tant au Siège que dans

les différentes agences réparties dans le monde entier. Les pratiques salariales en vigueur sont régulièrement analysées pour chaque marché en se basant sur des principes communs mais également en adaptant cette analyse aux différents contextes pays.

Par ailleurs, tous les agents bénéficient d'un Intéressement redistribuant les fruits de la performance économique de l'AFD.

Protection sociale

La rétribution globale des agents de L'AFD comprend également une composante de protection sociale (les frais de santé, la prévoyance et la retraite).

Le régime de prévoyance de l'AFD est souscrit sous forme d'une assurance Groupe, dont la cotisation est prise en charge par l'employeur AFD. Il couvre non seulement les actifs et leurs ayants droit, mais également les retraités et leurs ayants droit.

La protection sociale complète de l'AFD (frais de santé, prévoyance, retraite) couvre également les agents recrutés localement dans les pays étrangers.

Ainsi en 2011, l'ensemble des agents recrutés en France et localement à l'étranger est couvert par des dispositifs de protection sociale, soit en complément des régimes de base obligatoire, soit en substitution de ceux-ci.

Temps de travail

Afin de contribuer à l'équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle, l'AFD propose un éventail d'opportunités pour aménager au mieux leur temps de travail en mettant à disposition des moyens adaptés. A titre d'exemple, les collaborateurs, à leur initiative, peuvent bénéficier d'une formule de temps de travail à temps partiel, de modalités d'utilisation du Compte Epargne Temps et de l'application de l'Accord sur la Réduction du Temps de Travail. Par ailleurs, il existe des possibilités de travail à domicile occasionnelles lorsqu'un collaborateur et son manager en conviennent.

Dans les Agences AFD pays étrangers, les statuts du personnel recruté localement permettent une amélioration du temps de travail hebdomadaire au regard de la durée du travail prévue par la législation du pays d'intervention (en moyenne 37h30 par semaine).

Les dispositions prises en matière de temps de travail sont conformes aux lignes directrices de l'OIT.

Santé, hygiène et sécurité

Le Groupe AFD attache une grande importance aux questions d'hygiène, de sécurité et de risques psycho-sociaux dans toutes ses implantations géographiques. Au siège, le CHSCT, comité compétent sur ces questions, se réunit au moins 4 fois par année. Tant au siège qu'en agence,

un suivi médical et social annuel des agents est prévu. Par exemple, les vaccins au profit du personnel recruté localement à l'étranger sont pris en charge à 100% par l'AFD.

Par ailleurs, une cellule pour le bien-être au travail et la prévention des risques psycho-sociaux composée de membres du CHSCT, du service médico-social et de membres de la direction des Ressources humaines, se réunit régulièrement afin de prévenir et remédier aux situations individuelles délicates. Ces dernières peuvent faire l'objet d'une alerte par les Délégués du Personnel dans le cadre des réunions mensuelles Délégués du Personnel-DRH. Les managers sont également impliqués dans cette démarche.

De plus, le médecin du travail établit un rapport annuel (inclus dans le rapport CHSCT) qui rend compte entre autres points des situations soulevées durant l'année.

Pour l'ensemble des entités, des normes et des procédures de veille sont actives sur les sujets liés à la sécurité des agents (terrorisme, risques sismiques, grippe aviaire...). En cas d'événement externe pouvant mettre en péril la sécurité des agents, un dispositif prévoit la mobilisation d'une cellule de crise et la mise en œuvre d'une procédure de rapatriement si besoin. Des mesures adaptées sont prévues au cas par cas pour le personnel local.

Le dispositif général de sécurité

Au sein d'un groupe comme l'AFD, dont beaucoup de collaborateurs voyagent dans le monde et où l'information est stockée et circule sous une forme de plus en plus immatérielle, la sécurité des personnes, des systèmes d'information, des biens et du patrimoine est une priorité pour préserver la continuité de la mission d'intérêt général dont il est dépositaire.

Le Directeur général insiste régulièrement sur la priorité que constitue la sécurité des personnes. En signant en 2010 la Charte de la Sécurité, le Directeur général a confirmé son engagement dans ce domaine sous toutes ses formes, notamment vis-à-vis des agents, locaux et expatriés, stationnés dans plus de soixante pays étrangers.

La sécurité sous ses diverses formes est décrite et encadrée dans des procédures et des guides à la disposition permanente de tous les agents du Groupe, en métropole, dans les départements et collectivités d'Outre-mer et dans les Etats étrangers. Le Directeur général, en étroite liaison avec les services concernés (Ressources humaines, secrétariat général, agences sur site...), évalue puis,

le cas échéant, reconnaît explicitement un risque comme inacceptable, ce qui déclenche la mise en œuvre immédiate des procédures et des moyens adaptés pour le réduire.

Il existe quatre niveaux de risque allant de « faible » à « majeur ». Une équipe, au siège parisien du Groupe, veille en permanence et fait des propositions pour adapter le dispositif et les actions aux divers contextes, surtout en situation de crise majeure. Le secrétariat général, la direction des ressources humaines et les directeurs d'agence ont, chacun en ce qui le concerne, un rôle clé dans la mise en œuvre des moyens et des procédures à activer. Des guides, différenciés suivant les situations de risque, sont à la disposition du personnel dans le système d'information interne. ■

Equité et diversité

L'AFD réalise un effort permanent pour donner à tous les mêmes chances d'accès à l'emploi, à compétences et profils comparables. Elle porte une attention particulière au regard de ses engagements en faveur de l'équité et de la diversité.

Une politique volontariste de recrutement et de maintien dans l'emploi de personnes en situation de handicap a été mise en œuvre au travers d'un accord signé avec les partenaires sociaux en 2007. Cet accord sera renégocié en 2012 et visera en particulier un taux de recrutement plus élevé et un recours plus fort aux emplois indirects (recours à des ESATS : Etablissements et services d'aide par le travail).

Le renforcement du réseau AFD dans les pays étrangers ces dernières années s'est traduit par le recrutement croissant de collaborateurs locaux.

L'emploi des jeunes actifs est valorisé dans l'entreprise au travers de l'accueil de jeunes recrutés en contrat en alternance (programme alternant une formation scolaire avec un apprentissage en entreprise). En 2011, cinq jeunes en contrats de professionnalisation ainsi qu'un agent en contrat d'apprentissage comptent parmi les effectifs de l'Agence.

Toute discrimination est interdite en France. L'AFD n'a fait l'objet d'aucun recours judiciaire en la matière.

Egalité Femmes / Hommes (Agents du cadre général)

En 2007, un premier accord a été signé afin de promouvoir l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. En juin 2011, un nouvel accord a été conclu pour confirmer et actualiser cet engagement.

Celui-ci est applicable aux agents titulaires d'un contrat de travail de droit français, soit les agents du Cadre Général gérés par le Groupe. Il contient un ensemble d'objectifs chiffrés visant à favoriser le développement professionnel des femmes tout au long de leur carrière.

Des objectifs ambitieux ont été fixés pour le 31 décembre 2013 en vue d'une représentation équilibrée des femmes et des hommes à tous les niveaux de l'entreprise :

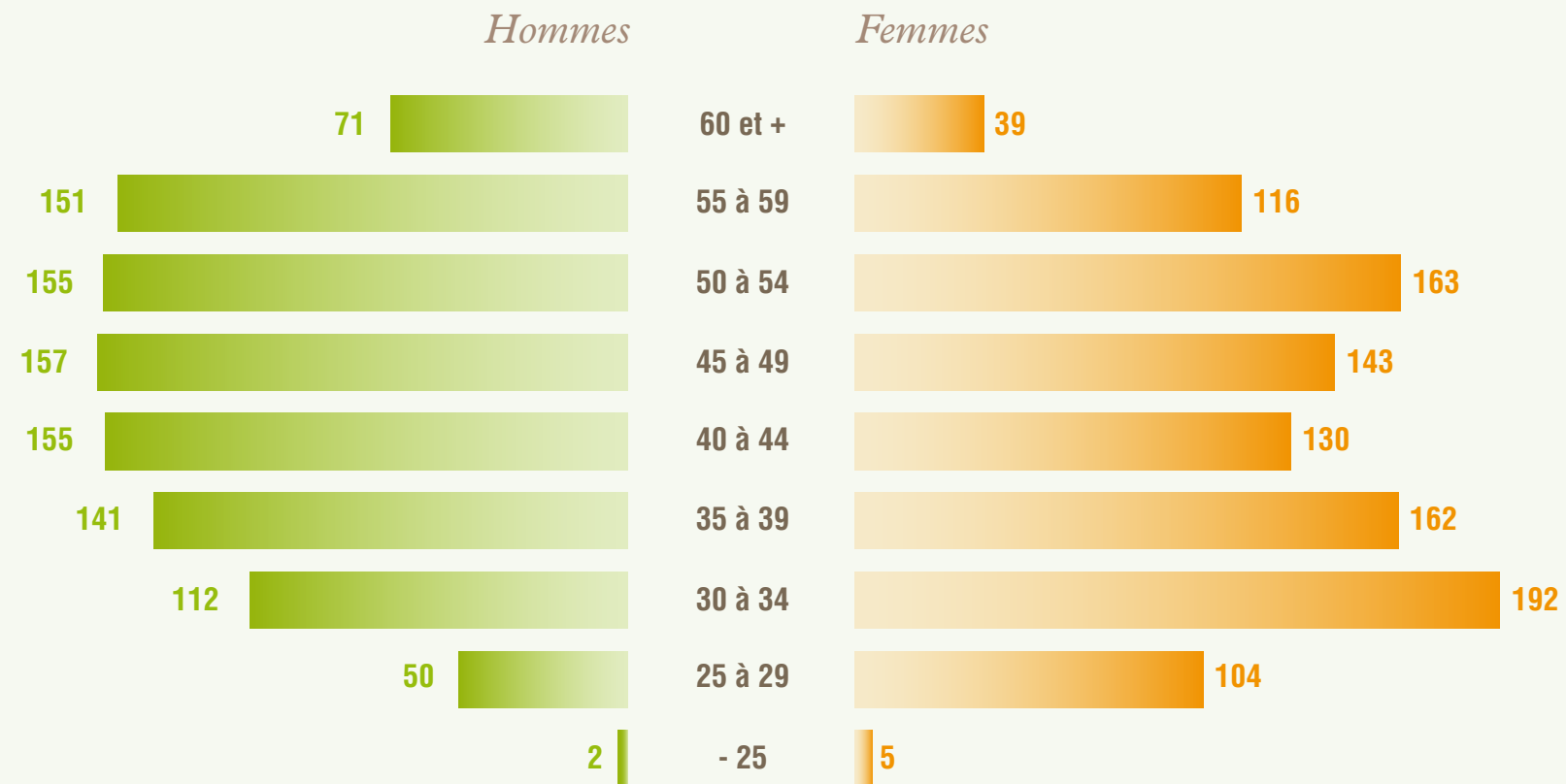
- Taux de femmes cadres : 50 % (en 2011 : 43,4 %)
- Taux d'encadrement féminin (hors responsable de « pôle ») : 33 % (en 2011 : 25,4 %)
- Taux de femmes présentes dans le réseau : 28 % (en 2011 : 22,4 %)
- Taux d'avancements et de promotion des femmes et des hommes proportionnels au taux de composition pour chaque niveau d'emploi.

En 2012, la DRH poursuivra ses actions visant à supprimer les éventuels écarts de rémunération pour des situations analogues. Par ailleurs, elle cherchera à définir une politique facilitant le travail

du conjoint pour les agents affectés dans le réseau afin de lutter contre ce qui est aujourd'hui le principal frein à la mobilité géographique à l'étranger.

Répartition de l'effectif total géré du groupe, par genre et par âge en 2011 (au 31 décembre 2011)

6.



Effectif : 2 048 / Hommes = 994 soit 48,5% / Femmes : 1054 soit 51,5%
Age Moyen : 44 ans / Hommes : 45,5 ans / Femmes : 42,5 ans

6.

Turn-over du personnel

La proportion de démissions des salariés en CDI demeure faible. Ces taux reflètent la politique de fidélisation du personnel. 190 recrutements ont eu lieu en 2011.

Les départs de l'ensemble du personnel gérés par le Groupe

Motifs des départs 2011	Total des Départs	Tx de Turn Over
Retraite	45	2,2 %
Démission	38	1,9 %
Fin dét. Fonctionnaire	7	0,3 %
Fin CDD / Prest	17	0,8 %
Départ période d'essai	7	0,3 %
Licenciement	4	0,2 %
Décès	3	0,1 %
TOTAL	121	5,9 %
dont Instituts	17	

Un dialogue social de qualité

La continuité et la qualité du dialogue social sont considérées comme étant l'un des axes stratégiques de la politique de responsabilité sociale interne. Les quatre principes qui le sous-tendent sont :

Un dialogue constructif : la Direction et les représentants du personnel travaillent conjointement à accompagner l'évolution de l'AFD. C'est la recherche de l'intérêt collectif qui caractérise leur action commune.

Un respect des prérogatives de chacun : les rôles de la Direction et des représentants sont complémentaires, sans se confondre.

Le professionnalisme des négociations : l'AFD veille à donner aux représentants du personnel les moyens d'exercer pleinement leur mandat (transparence de l'information fournie, formations ou appuis externes dans le cas de négociations pointues...).

L'anticipation : au travers du dialogue social, l'AFD cherche à apporter des réponses aux problématiques sociales de moyen terme, notamment en lien avec les évolutions sociétales.

La représentation du personnel est organisée comme suit :

Un Comité d'établissement Siège et quatre Comités d'établissements locaux pour les DOM (qui ont

6.

plus de 50 salariés) assurent l'expression collective des salariés pour toutes les questions relatives à la gestion et l'évolution économique et financière de l'entreprise, l'organisation et les conditions de travail, la formation professionnelle et la protection sociale. Ils gèrent également les activités sociales et culturelles instituées dans l'entreprise.

Un Comité Central d'Entreprise réunit les représentants des cinq Comités d'Etablissements et traite les projets économiques et financiers concernant l'ensemble des salariés couverts par le droit français.

Un Comité de Groupe rassemble l'ensemble des représentants du personnel de l'AFD et de ses filiales.

Les Comités Hygiène, Sécurité et Conditions de Travail au Siège et en agence travaillent à la protection, à la sécurité du personnel et à l'amélioration des conditions de travail.

Les Délégués du personnel (Siège et Agences) collectent et présentent à l'employeur toutes les réclamations individuelles et collectives des salariés sur l'application du Droit, des statuts et des paritaires.

L'AFD ne relève pas d'une convention collective. Les contrats de travail des agents AFD de droit français sont régis par un statut du personnel propre à chaque établissement (1 Siège, 4 DOM). Les personnels recrutés dans

les agences à l'étranger ont un contrat de travail régi par un statut du personnel et un éventuel rattachement à une convention collective du pays (conventions collectives des banques et Etablissements financiers).

Les changements majeurs prévus au sein de l'AFD font l'objet de procédures de négociation auprès des organisations syndicales et de procédures d'information et/ou de consultation auprès des instances représentatives des salariés.

La mise en place d'une modification de l'organisation emportant des conséquences importantes sur les conditions d'emploi, de formation, de travail ou sur la marche générale de l'entreprise ne peut intervenir qu'après un délai minimum d'un mois dédié à l'information et(ou) la consultation des IRP (instances représentatives du Personnel).

Accompagnement et construction des parcours professionnels dans la durée.

La mobilité

Afin de proposer des parcours de carrières motivants et de construire ou faire évoluer les compétences nécessaires à la réussite du projet stratégique de l'Agence, la politique de gestion des carrières privilégie la mobilité géographique et professionnelle interne. Les parcours ne sont pas construits selon des modèles prédéfinis mais de

manière individualisée en fonction du profil du collaborateur et des besoins en compétences de l'Agence. Ainsi en 2011, 181 agents recrutés au siège ont bénéficié d'une mobilité.

La politique de mobilité des agents recrutés localement est également un axe de progression pour l'AFD dans les prochaines années. En 2011, ont eu lieu 3 mobilités d'agents recrutés à l'étranger et 2 mobilités d'agents recrutés dans les DOM.

La formation continue

L'AFD se donne les moyens de développer les compétences de ses agents en consentant un effort de formation continue qui va au-delà des obligations légales : en 2011, un budget correspondant à plus de 4 % de la masse salariale (obligation légale : 1,6 %).

L'intégration des nouveaux embauchés a été mise au cœur de la politique de formation qui propose désormais un programme complet composé de plusieurs actions et séminaires. Ceux-ci permettent, au-delà de la simple prise de connaissance avec l'environnement de travail, de bien appréhender les axes stratégiques, les missions et les enjeux qui font l'actualité et l'avenir de l'Agence.

Chaque agent appelé à une fonction managériale reçoit un accompagnement adéquat.

La politique de formation consacre toujours d'importants moyens à l'apprentissage ou au renforcement des compétences linguistiques mais également au développement des compétences « métiers ». Ainsi, de nombreux stages techniques ont été mis en place dans les domaines bancaire, financier et économique, et dans l'accompagnement des chefs de projet pour leur maîtrise du cadre technique d'intervention.

Le cycle « Métiers du Développement », destiné à fournir à tous les collaborateurs un socle de compétences commun sur l'aide au développement et la place de l'AFD dans le dispositif français, a évolué dans ses modalités pour être encore plus proche des projets financés. Pour la troisième année, il est proposé dans le cadre de ce séminaire, un module « terrain » permettant une approche réelle de la pratique du développement. En 2011, trois groupes de collaborateurs ont pu avoir une illustration opérationnelle des différentes formes de l'aide en réalisant des visites de projets au Bénin, au Gabon et à la Réunion.

6.

La réunion Monde

Enfin, l'AFD a mis en place depuis 2009 « La réunion Monde », permettant de renforcer les liens entre les agents du siège et ceux des agences à l'étranger. Cette nouvelle forme de communication et d'échange entre les différents agents gérés par le Groupe AFD a permis entre 2009 et 2011 à toutes les agences de voir un de leurs salariés recrutés localement être impliqué dans la présentation des activités du groupe durant un séminaire de quatre jours au siège parisien de l'AFD. ■

Le bilan de l'année 2011

Des conditions d'emplois favorables : amélioration de la rétribution du personnel qualifié recruté Hors-France (tous les agents locaux recrutés dans les pays d'intervention bénéficient désormais d'un 13^{ème} mois).

Un dialogue social élargi à tous les personnels : la Réunion Monde 2011.

Sur le plan de l'équité : Signature du 2ème accord égalité Femmes / Hommes en juin 2011.

La démarche de progrès 2012-2016

1. Continuer à développer la richesse et la diversité du capital humain du Groupe au travers d'une politique de recrutement (2012-2016) qui :

- anticipe les besoins en ressources pour suivre l'évolution des stratégies d'intervention
- veille à la diversité des recrutements pour assurer une mixité et une complémentarité au sein des équipes.

2. Poursuivre la politique d'accompagnement des parcours dans la durée (2012-2016), notamment :

- le dispositif d'aide à la mobilité
- les passerelles entre les différentes entités du Groupe
- le transfert du savoir-faire des seniors
- la Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences

3. Renforcer la politique d'accompagnement de la fonction de manager (2012-2016)

4. Finaliser la révision des statuts et de l'actualisation des grilles salariales du personnel recruté localement (2012). ■



Visioconférence au siège avec les agences

7. La responsabilité environnementale interne (RE-I)

Objectifs de la politique RE-I

Au niveau politique/stratégique : élaboration de la stratégie d'intervention, déclinaison de la politique RSE du Groupe. Au niveau du plan d'actions REI : enjeu de maîtrise des impacts environnementaux des activités de fonctionnement interne.

7.

Trois axes majeurs :

1. Réaliser des diagnostics environnementaux et Bilans Carbone pour le suivi des impacts environnementaux du Groupe AFD et fiabiliser les indicateurs ;
2. Définir et appliquer un plan d'actions prioritaires pour réduire l'empreinte écologique de l'AFD dans toutes ses composantes ;
3. Communiquer et sensibiliser les agents de l'AFD au développement durable, en tant que professionnels et citoyens.

Les diagnostics environnementaux et Bilans Carbone[®] sont des indicateurs synthétiques de cet objectif.

Depuis 2006, le Groupe AFD établit des diagnostics environnementaux et Bilans Carbone[®] pour son siège et son réseau d'agences et bureaux locaux dans plus de 70 implantations. L'Agence s'est outillée afin de mesurer annuellement son impact sur l'environnement pour conduire un programme de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre en visant l'objectif du Grenelle I « facteur 4 » : diviser d'ici 2050 ses émissions par 4.

Créé par l'ADEME, le Bilan Carbone[®] est un outil « tableau de bord » qui relève d'une méthode d'inventaire des émissions de gaz à effet de serre (GES) générées par une activité ou un site et prend en compte tous les flux nécessaires au fonctionnement de cette activité. Il permet de

comptabiliser, en ordre de grandeur, les émissions de GES générées par une activité et d'identifier les leviers d'actions possibles pour réduire l'empreinte carbone des structures.

Au fil des années, d'une part, la collecte et le traitement des données pour l'établissement ont été affinés et fiabilisés et, d'autre part, le périmètre d'analyse a été élargi à l'ensemble du réseau depuis 2009. En outre, les compétences pour l'établissement du Bilan Carbone[®] ont été internalisées ; le Responsable de l'« environnement interne » en assure la réalisation.

En parallèle du Bilan Carbone[®], des audits sectoriels sont menés à l'instar de l'audit énergétique du siège effectué en 2009.

Les vecteurs d'amélioration

La réduction de l'empreinte écologique du Groupe, la lutte contre le changement climatique et la limitation des gaz à effet de serre sont l'objet de projets :

Les déplacements professionnels : un enjeu-clé pour l'AFD

Les déplacements professionnels représentent un enjeu majeur pour l'AFD, en tant que premier poste d'émission de gaz à effet de serre. Le suivi opérationnel de projets

7.

dans les pays du Sud est le cœur de métier de l’agence et les missions sur le terrain un outil fondamental de gestion des projets.

Cependant, la mise en place d’un système de visioconférence en octobre 2010, a permis d’éviter un nombre certain de déplacements professionnels (avion, train, voiture), en favorisant la participation des agents à des réunions en direct par écran depuis leur bureau (préparations et comptes-rendus de missions, comités de pilotage, formations, tables rondes, retransmissions de conférences, ...). Facteur de réduction d’émissions de gaz à effet de serre, le recours à cet outil est devenu une référence au sein de l’Agence grâce notamment au gain de temps qu’il représente : son utilisation quotidienne a presque triplé depuis 2010, en passant de 233 à 705 visioconférences au 31 décembre 2011.

Le tableau ci-dessous rend compte du nombre de visioconférences organisées au niveau du siège et du réseau d’agences et bureaux locaux du Groupe AFD sur l’année 2011 :

Les initiatives des agences locales sont également des vecteurs de changements des comportements et participent à une gestion plus respectueuse de l’environnement. Après étude de son Bilan Carbone, l’agence de Nouméa en Nouvelle-Calédonie a souhaité mettre en œuvre un système de covoiturage, action concrète de réduction des émissions de gaz à effet de serre de ses déplacements professionnels. Jusqu’alors, les agents du Groupe étaient transportés en véhicules individuels entre l’aéroport de Tontouta et la capitale. A présent, leurs déplacements s’effectuent de manière privilégiée en navettes : ces minibus privés assurent le transport de groupes de voyageurs ayant réservé leur place à l’avance entre l’aéroport et le centre ville, proposant ainsi une alternative collective de déplacements plus économique et douce pour l’environnement.

2011	JANV.	FÉV.	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPT.	OCT.	NOV.	DÉC.	TOTAL
Siège (AFD + Proparco)	49	64	75	56	75	59	60	22	72	58	59	43	692
Réseau	1	2	2	0	3	3	0	0	0	2	0	0	13
TOTAL	50	66	77	56	78	62	60	22	72	60	59	43	705

Une intégration croissante de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables

La consommation d'énergie représente le cinquième poste le plus émissif du siège de l'Agence (cf. diagramme infra). Partant de ce diagnostic, un vaste programme de réduction des consommations énergétiques a été lancé depuis 2009 à l'échelle du Groupe AFD (siège et réseaux des agences et bureaux locaux). Les actions menées ont ciblé (i) la mise en place au siège d'une GTB, gestion technique du bâtiment assurant notamment une régulation thermique optimisée (climatisation, ventilation, chauffage), (ii) le recours aux énergies renouvelables en substitution aux énergies fossiles, et (iii) les opérations de construction de bâtiments HQE (Haute Qualité Environnementale) dans le cadre du renouvellement des bureaux et des logements des agents. Ainsi, grâce aux projets d'efficacité énergétique conduits au sein du groupe, les consommations énergétiques ont été sensiblement réduites entre 2010 et 2011, passant de 590 teqCO₂ de gaz à effet de serre rejetés dans l'atmosphère en 2010 (soit 26% des rejets du siège) à 457 teqCO₂ de gaz à effet de serre rejeté en 2011 (soit 20 % des émissions totales du siège).

Virtualisation des serveurs

A la suite des recommandations de son Plan d'Orientation Stratégique Informatique, le Groupe AFD a mis en place entre 2009 et 2010 un vaste projet de rationalisation et

de consolidation de ses infrastructures informatiques. L'objectif était d'augmenter la puissance des serveurs physiques Windows et Unix et la capacité de gestion des systèmes d'information : un serveur unique permet désormais de faire fonctionner un grand nombre d'applications, qui nécessitaient auparavant un serveur spécifique pour chacune d'entre elles. Le projet a ainsi permis une réduction importante des consommations énergétiques par serveur en moins d'un an : au second trimestre 2010, les serveurs ont consommé 114.075 kw/H puis seulement 89.109 kwh au 1er trimestre 2011. Au total, les consommations énergétiques des serveurs sont passées de 406.822 kw/H en 2010 à 306.415 kw/H en 2011. Outre les gains économiques générés, la virtualisation des serveurs de l'Agence a représenté une action concrète de réduction de l'empreinte écologique du Groupe en réduisant sa dépendance énergétique.

Régulation thermique et mise aux normes des bâtiments

Les interventions de régulation thermique du parc actuel des propriétés de l'Agence ont été déclinées en une série de chantiers au siège et dans le réseau. Premièrement, au siège, les équipes techniques ont procédé à l'installation de détecteurs de présence et de diodes électroluminescentes (LED) au niveau des sanitaires, bureaux et salles de réunion, ainsi que des stores extérieurs filtrants au niveau de la façade sud du siège afin de limiter les

recours à la climatisation en saison estivale. Dans le réseau, plusieurs missions de la division « Gestion immobilière et logistique » ont permis d'identifier les gisements d'économies d'énergie possibles et d'entamer une série de travaux de rénovation du bâti: isolation thermique, installations d'écrans types stores ou auvents, ventilation naturelle, substitution des ampoules classiques par des ampoules basse consommation de type LED, ...

De même, les équipes en charge de la gestion technique des immobilisations ont conduit une campagne de mise aux normes des 1.305 climatiseurs présents dans les bâtiments: l'objectif était de remplacer les fluides frigorigènes pollués interdits à partir de 2014, tel que le CFC et le HCFC - hydrochlorofluorocarbures notamment - par des fluides verts comme le R407C et le R410. Le renouvellement de ce matériel s'accompagne de mesures de sensibilisation à la bonne gestion des climatiseurs à l'endroit des agents: les recommandations de l'ADEME préconisent de maintenir un différentiel de 5 à 7°C entre les températures intérieures et extérieures et de ne pas mettre en marche les appareils lorsque la température ambiante est en dessous de 26°C.

Développement des énergies renouvelables

Le développement des énergies renouvelables est également l'une des orientations-clés de la démarche environnementale interne du Groupe AFD dans la droite ligne des recommandations des Grenelle de l'Environnement I et II.

Chauffe-eau solaires

Le Groupe a lancé un programme d'installation de chauffe-eau solaires en remplacement des 215 chauffe-eau électriques présents dans le réseau. L'opération consiste à substituer les systèmes vétustes et énergivores par des chauffe-eau solaires monoblocs, par thermosiphon ou à pompe électrique, au fur et à mesure de l'amortissement des équipements. Quasiment 100 % des besoins en eau chaude du Groupe AFD peuvent être couverts grâce à l'énergie solaire, ce qui permettrait de fait une réduction sensible des consommations énergétiques de 80 à 100 %.

Photovoltaïque

Dans la même optique de promotion des énergies renouvelables, l'AFD a initié en 2005 un projet d'installation de générateurs photovoltaïques au niveau de son siège. Le lancement de l'opération a démarré au dernier trimestre 2011. La première phase s'est déroulée de novembre à décembre 2011: une première série de modules photovoltaïques a été positionnée sur les 4 pignons du bâtiment en superposition du bardage actuel sur près de 170 m². La seconde phase se déroulera à l'été 2012: celle-ci permettra l'intégration de cellules photovoltaïques semi-transparentes dans le double vitrage des futurs verres de l'une des façades vitrées des locaux. En parallèle à ces installations, l'Agence assurera des travaux de consolidation de l'isolation thermique du bâtiment au niveau de l'emplacement des nouveaux panneaux solaires.

Cette opération s'inscrit dans la logique des directives du Grenelle de l'Environnement qui s'imposent aux établissements publics. En effet, les modules photovoltaïques devraient permettre d'éviter de rejeter 1.685 kg de CO₂ par an, tout en produisant plus de 16.850 kw/H par an.

Etude « Energies renouvelables » dans le réseau du Groupe AFD

Une étude sur les potentialités d'investissements dans les énergies renouvelables pour le réseau des agences est prévue en 2012. Le but est de définir la pertinence d'installer des équipements « verts » type petit éolien, panneaux photovoltaïques, hydraulique, biogaz, géothermie, etc. L'Agence analysera les propositions technologiques des soumissionnaires au regard des critères d'impact carbone comme d'avantage/coût. Les recommandations de l'étude viseront à définir la programmation 2013 par des investissements « verts » dans plusieurs agences pilotes.

Dès à présent, des luminaires et lampadaires solaires ont été installés dans certaines cours et jardins d'établissements du Groupe à titre expérimental.

Opérations HQE siège et réseau

Au-delà des équipements écologiques, le Groupe AFD a entrepris deux types d'opérations de construction de bâtiments visant la labellisation basse consommation (BBC) respectant un cahier des charges de Haute Qualité

Environnementale (HQE). La dynamique HQE, développée par l'AFD, vise à optimiser la conception et l'utilisation des habitats de service pour en réduire les impacts sur l'environnement. L'ensemble du cycle de vie du chantier et des intrants nécessaires aux travaux est pris en compte dans le montage du projet. Les opérations doivent répondre aux exigences d'une série de cibles portant sur l'éco-construction, l'éco-gestion, le confort et la santé, elles-mêmes déclinées en indicateurs. Les performances environnementales des projets seront évaluées et notées.

Dans ce contexte, l'AFD a acquis un édifice supplémentaire, le « Mistral » pour ses bureaux parisiens dont la livraison est prévue pour février 2012. Il s'agit d'un bâtiment acheté en VEFA, vente en l'état futur d'achèvement, dont les travaux de rénovation devraient s'achever fin 2012 et faire l'objet d'un audit pour une labellisation HQE. Des groupes de résonance ont été créés afin de suivre les aménagements du Mistral et faire notamment part de recommandations en matière d'éco-responsabilité.

En parallèle des travaux effectués au siège, il est prévu, sur la période 2012-2013, la construction de 2 villas bioclimatiques certifiées HQE pour l'agence de Fort-de-France en Martinique, en remplacement des logements actuels. L'enjeu de la conception de ces deux résidences est la sobriété carbone voire « l'empreinte zéro » de son fonctionnement. Les études en cours analysent la meilleure

7.

adéquation possible entre les habitats et leur écosystème direct afin de bénéficier notamment de systèmes de ventilation et de rafraîchissement les plus naturels possibles. L'AFD a souhaité faire certifier les deux villas. Pour ce faire, un processus de validation des équivalences des critères HQE est en cours depuis le quatrième trimestre 2011, avec l'appui de CERQUAL du Groupe QUALITEL, afin d'adapter les exigences techniques requises au contexte local domien.

Une démarche volontaire de compensation carbone des émissions de gaz à effet de serre

Institution éco-responsable, le Groupe AFD s'est inscrit dans un processus volontariste de neutralité carbone. Au-delà des projets de réduction de son empreinte écologique, l'Agence compense volontairement depuis 2007 la totalité des émissions de gaz à effet de serre de ses implantations en France métropolitaine (AFD et Proparco).

Sur la période 2007-2009, le Groupe AFD a ainsi compensé les émissions de gaz à effet de serre de ses bureaux parisiens et marseillais à hauteur de 20.000 teqCO₂ annuels, soit 60.000 teqCO₂ pour les 3 ans, à travers le financement d'un projet d'efficacité énergétique. Le projet de diffusion de foyers économes en charbon au Cambodge, soutenu par le GERES ou Groupe Energies renouvelables, Environnement et Solidarités, vise à disséminer en masse un système de foyers améliorés en milieu urbain. Entre

2003 et 2007 plus de 364.000 unités ont été vendues et 1,2 million de personnes en bénéficient chaque jour. L'AFD, à travers son soutien au développement économique et commercial de ce projet à fort impact social, aura permis de lutter contre la déforestation au Cambodge en évitant l'émission de 60.000 teqCO₂ en 3 ans.

Selon la même démarche, l'Agence a souhaité fin 2011 appuyer un nouveau projet, labellisé VCS (Verified Carbon Standard), pour compenser les émissions de gaz à effet de serre de son siège sur la période 2010-2012. Les émissions triennales des bâtiments métropolitains sont estimées à 24.000 teqCO₂ par an, soit 72.000 teqCO₂ pour les 3 ans. Porté par EcoAct, société spécialisée dans la finance carbone et les mécanismes de compensation, le projet SD Biosupply vise à produire du biogaz à partir de l'installation d'unités de traitement anaérobique - par méthanisation - des eaux usées d'une entreprise de production d'amidon transformé en Thaïlande (tapioca). Le biogaz ainsi généré à partir des boues de rejet est utilisé comme combustible dans le processus de fabrication de l'entreprise et permet, de fait, d'éviter de ponctionner les ressources fossiles et de réduire l'empreinte carbone de l'entreprise thaïlandaise. Ce projet, en cohérence avec le mandat et la zone d'intervention du Groupe, se caractérise ainsi par sa forte valeur ajoutée environnementale et ses perspectives intéressantes de développement socio-économique.

Une restauration d'entreprise plus vertueuse

L'AFD mène un effort spécifique en faveur d'une restauration d'entreprise respectueuse de l'environnement. Fondé sur le même mode de fonctionnement que la société précédente SODEXO dont les prestations se sont achevées au premier semestre 2011, un contrat triennal avec la société EUREST est entré en vigueur en juillet 2011. Des clauses environnementales spécifiques ont été inscrites au cahier des charges de la mission de restauration. Le prestataire doit adopter un fonctionnement sobre en émissions de gaz à effet de serre ; sa gestion doit ainsi privilégier des approvisionnements en circuits courts, réduisant au maximum les distances et intermédiaires entre le producteur et le consommateur, contrôler sa consommation d'énergie et veiller à une traçabilité fine de ses produits et équipements. Une offre de produits labellisés et bio est également proposée aux agents ; de même, une attention particulière est portée à la biodiversité avec la suppression de l'huile de palme pour les huiles de friture et à la préservation des ressources halieuthiques naturelles et espèces protégées telles que le thon rouge, la lingue bleue ou la perche du Nil.

Une gestion des déchets en refonte

Activités menées en 2011

Le Groupe AFD mène depuis plusieurs années une série d'action en matière de valorisation et recyclage de ses déchets. Dans le respect des orientations des lois Grenelle I et II, le Groupe souhaite réduire la production globale de ses déchets et faciliter le traitement des déchets valorisables afin de limiter le gaspillage des ressources.

Déchets banals

Sachant qu'un français produit entre son travail et son domicile plus de 390 kg de déchets chaque année et qu'un agent du Groupe AFD en a généré 201 kg au travail en 2011, l'Agence tend au sein de ses établissements à limiter le nombre de déchets produits et d'en retraiter la majeure partie à l'exemple des initiatives suivantes :

- tri sélectif à la source : l'Agence met à disposition de son personnel des poubelles de bureau à double entrée pour une collecte sélective par les agents d'entretien qui déposent in fine les déchets dans des conteneurs adaptés et vidés régulièrement par les agents de la Mairie de Paris.

- contrôle des consommations de papier : la consommation annuelle de papier a une incidence directe sur la prime d'intéressement de chaque collaborateur. Un indicateur relatif au nombre de tirages recto-verso (impressions

7.

et photocopies) est évalué au regard des consommations annuelles et détermine avec 9 autres indicateurs le montant de la prime versée en fin d'année aux agents du Groupe. En France, un employé de bureau consomme entre 70 et 85 kg de papier par an tandis qu'un agent AFD en a utilisé 62 kg en 2011 (papier blanc, fournitures papier et papier d'imprimerie).

- recyclage du papier : la gestion du papier fait l'objet d'une collecte sélective chez Proparco avec l'appui de Shred-It, société experte en recyclage des papiers publics et confidentiels des entreprises. Ainsi, 2120 kg de papier ont été recyclés en 2011 à Proparco, cette opération ayant permis de préserver 53 arbres.

- recyclage des déchets verts : dans le réseau du Groupe, plusieurs agences locales installent des unités de compostage des déchets verts à l'exemple de l'agence d'Accra au Ghana dans le cadre d'une démarche éco responsable des agents. Un compost a ainsi été aménagé dans la villa du directeur favorisant le recyclage des déchets verts issus de l'alimentation et du jardinage.

- opération « grand nettoyage » : en 2011, une mobilisation en interne a permis de conduire une action « coup de balai » de grand nettoyage des sous-sols de l'AFD. Un vaste empilement de 32.000 kg de mobilier usé, archives et autres matériels usagés DEEE (déchets d'équipement électriques et électroniques) était stocké dans les sous-

sols de l'AFD depuis une dizaine d'années. L'opération de nettoyage menée en interne s'est appuyée sur la société APR2, spécialiste du traitement des déchets électriques et électroniques obsolètes. L'Agence a ainsi assuré la valorisation et le retraitement du matériel afin d'offrir, dans certains cas, une seconde vie aux objets en l'état ou démantelés, et d'acheminer dans des centres de tri spécialisés les autres produits stockés.

**DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques) -
Déchets dangereux - Green IT**

- équipements informatiques : Le département Informatique a mis en place une politique sociale de dons de matériel informatique au siège et dans plusieurs agences et bureaux locaux : le matériel amorti et encore en bon état fait régulièrement l'objet de dons à des associations caritatives ou à des écoles après appel à candidatures.

Certains équipements électriques et électroniques du siège sont stockés puis traités par une entreprise spécialisée dans le reconditionnement et le désassemblage des déchets DEEE, ce qui contribue à l'insertion sociale par le travail des personnes en situation de handicap (en métropole).

- collecte et traitement des piles et CD des agents du siège : deux bornes de collecte sont installées en face de l'entrée du restaurant d'entreprise. Les agents de l'AFD sont invités à déposer dans ces points de collecte les piles

et CD usagés, matières premières secondaires qui sont ensuite acheminées dans un centre de traitements des DEEE. La collecte, le tri et la valorisation de ces matériaux sont assurés par l'Entreprise Adaptée¹⁴ ATF Gaia, et la société - éco-organisme¹⁵ SCRELEC, spécialisée dans le ramassage et traitement des piles et des accumulateurs.»

- recyclage des cartouches d'encre et toners du siège : à l'image du recyclage des piles et CD, l'Agence a instauré un système de récupération et recyclage des cartouches d'encre en lien avec le fournisseur des copieurs multifonctions grâce au consortium CONIBI. Les grandes marques du secteur informatique et bureautique se sont regroupées dans cette structure afin de proposer à leurs clients un retraitement direct de leurs produits par récupération des consommables usagés sur site dans des Ecobox, conteneurs adaptés, puis un recyclage final.

Au total, à travers les actions de gestion des déchets mises en œuvre et malgré la croissance des activités, le Groupe a réussi à réduire de 6,7 % la production de ses déchets entre 2009 et 2011.

Refonte de la gestion des déchets du Groupe

La gestion des déchets a occupé, en 2011, une place centrale dans les réflexions et actions du Groupe AFD. En effet, de nombreuses initiatives de recyclage et valo-

risation des déchets ont cours en interne mais celles-ci sont pilotées par divers services de façon autonome sans grande visibilité dans certains cas. L'enjeu au cours du deuxième semestre 2011 a alors été d'échanger avec lesdites équipes pour pouvoir centraliser l'information de manière exhaustive afin d'avoir une vue d'ensemble des activités.

Ce panorama global constitue une première étape à la conduite d'un diagnostic de la gestion des déchets de l'Agence. L'objectif de ce travail est d'assurer une traçabilité de l'ensemble des intrants utilisés par l'AFD, de la source à la valorisation et recyclage, en intégrant la totalité du cycle de vie des produits. Cet audit servira en 2012 de base à la refonte des systèmes existants et à la mise en place d'une filière de gestion des déchets multi-tri au niveau des sièges de l'AFD et de Proparco. Dans un second temps, le projet s'étendra au réseau des agences et bureaux locaux selon une démarche adaptée aux contextes nationaux.

Une politique d'achats responsables et d'éco-conception

Le meilleur déchet étant celui qu'on ne produit pas, l'AFD s'est engagée à traiter la gestion des déchets à la source. En effet, l'enjeu est de limiter le nombre d'emballages

14. Entreprise employant au moins 80 % de travailleurs handicapés.

15. structure qui assume la responsabilité financière et organisationnelle des producteurs pour la gestion des produits en fin de vie.

7.

générés par les achats de fournitures. Conformément aux prescriptions des cahiers des charges, les prestataires doivent ainsi limiter les quantités de papiers, plastiques et cartons et remporter l'ensemble des emballages pour ne livrer que les produits bruts à l'Agence.

Selon la même logique, le siège s'approvisionne en papier garanti recyclable, éco-labellisé et FSC (Forest Stewardship Council), issu de forêts gérées durablement et qui ne contient aucune trace de chlore, à hauteur de 59 % pour l'année 2011 (papier blanc pour impressions et photocopies). Ce gage de gestion durable et raisonné des exploitations forestières est un élément central de la politique d'achats durables de l'Agence. En outre, le Groupe exige le label Energy Star pour l'ensemble de son matériel électrique et électronique.

Dans le cadre de la modernisation de la Cellule « Achats » de l'AFD initiée en 2011, un travail spécifique sur les achats durables sera conduit dès le premier trimestre 2012. Il s'agira, avec l'appui du Responsable « Environnement interne », (i) d'étendre le périmètre et (ii) systématiser le recours aux achats responsables au sein des procédures du Groupe selon les recommandations de la Circulaire « Etat exemplaire » de décembre 2008. Cela se traduira premièrement, par une formation des acheteurs

aux dernières normes et obligations réglementaires en matière d'achats responsables, deuxièmement, par une actualisation du manuel de procédures administratives internes, troisièmement, par une intégration harmonisée des clauses environnementales et sociales les plus récentes dans les cahiers des charges et grilles d'évaluation des appels d'offres, et enfin, par un suivi adapté du bon respect de ces engagements par les prestataires.

Un établissement public éco-responsable qui sensibilise et participe au débat sur la RSE

Sensibilisation des agents aux « gestes verts »

La sensibilisation aux enjeux théoriques et opérationnels du développement durable est au centre de la démarche environnementale de l'AFD et de Proparco. Ciblant les comportements des agents pour limiter leur impact sur l'environnement, cette action de communication s'inscrit dans la ligne directe de la Stratégie nationale de Développement Durable (SNDD) et du plan d'action « Etat exemplaire » pour les administrations éco-responsables issus du Grenelle II.

A ce titre, des initiatives multiformes sont réalisées chaque année : (i) diffusion des bonnes pratiques éco-responsables en matière de gestion des déchets et de tri sélectif

dans les bureaux, par exemple rappels de vigilance sur les usages de papier à travers la communication sur les consommations d'impression sur copieurs multifonctions et leur incidence sur la prime d'intéressement annuelle ; (ii) sensibilisation sur des sujets de fond tels que l'agriculture biologique, la protection des forêts ou des dossiers d'actualité environnementale ; (iii) opérations organisées lors d'événements sectoriels annuels comme la Semaine du Développement durable (en avril) ou la Semaine européenne de Réduction des Déchets (en novembre).

7.

Semaine européenne de réduction des déchets 2011 (SERD 2011)

L'AFD et Proparco se sont mobilisées pour monter une opération de sensibilisation interne du 21 novembre au 2 décembre 2011 à l'occasion de la Semaine Européenne de Réduction des Déchets 2011. L'ADEME, l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, a lancé une campagne nationale de sensibilisation à la problématique des déchets. Cette manifestation est soutenue à l'échelle européenne par le programme « LIFE + », instrument financier promouvant les projets en faveur de l'environnement

et de la préservation du patrimoine naturel. L'objectif de cet événement était de sensibiliser les agents du Groupe, et les citoyens qu'ils représentent, à la prévention des déchets puisque la réglementation française s'est renforcée : le Grenelle 2 (loi n° 2010-788 du 12/07/10) insiste sur la responsabilité élargie des producteurs de déchets. Le principe du pollueur-payeur induit une implication croissante de l'émetteur de déchets dans la gestion du risque environnemental et sanitaire des produits en fin de vie.

Cette opération-test, première du genre dans ce format, avait ainsi un double objectif : replacer la problématique « déchets » au cœur des préoccupations quotidiennes de l'AFD et de Proparco, et mesurer l'implication du personnel pour les thématiques environnementales afin de mener de nouvelles actions en la matière (Semaine du Développement Durable en avril 2012 notamment). ■

Participation aux réflexions sur le développement durable et la responsabilité environnementale

Aux côtés des opérations de sensibilisation interne, le Groupe participe et anime des débats sur la RSE et, plus largement, sur le développement durable. Cela s’est traduit en 2011 par le développement de partenariats thématiques :

- (i) poursuite de l’implication de l’Agence au sein du Club des établissements publics pour le développement durable ;
- (ii) échanges avec les sociétés immobilières d’Outre-mer, dont l’AFD est actionnaire, sur leurs stratégies de responsabilité environnementale interne.

Indicateurs

Les données environnementales concernent l’ensemble des bâtiments de France métropolitaine (Siège AFD, Proparco, université d’entreprise CEFEB) et/ou ceux occupés dans les pays d’intervention (agences du réseau et bureaux de représentation). Le périmètre présenté est précisé pour chaque indicateur. Les données non disponibles à l’heure de la publication de ce rapport ou non calculées pour l’année 2009 sont signifiées par « nc ».

Consommations

Consommation d’eau du siège AFD (totale, /ETP)

La faible baisse des consommations d’eau entre 2010 et 2011 est essentiellement due à une utilisation réduite du système de refroidissement par fluides du siège de l’AFD.

Eau	Indicateur	2009	2010	2011	Variation 2010-2011 (en %)
Consommation d’eau/agent	m³/agent/an	13	12	11	-8 %
	Litre/agent/jour	63	58	53	-8 %
CONSOMMATION TOTALE D’EAU	M³/AN	11.458	11.317	10.787	-5 %

7.

Papier du siège AFD (totale, /agent, ramettes/agent, papier blanc/agent, papier d'imprimerie)

- Le siège dispose de copieurs qui positionnent l'impression recto-verso par défaut.
- L'effort 2011 a été porté sur l'équipement en écrans

d'ordinateur plus grands (19" mini) pour faciliter la lecture des documents.

- Le papier choisi est éco labellisé, certifié FSC, à 75 g/m².

Papier	Indicateur	2010	2011	Variation 2010-2011 (en%)
Consommation totale ¹	Tonne/an	65	68	5 %
Consommation totale par agent ¹	Kg/agent/an	62	62	0 %
Consommation de papier/agent ²	Kg/agent/an	45	44	-1 %
Papier blanc	Tonne/an	37	40	8 %
Ramette de papier blanc/agent	Ramettes/agent/an	16	16	0 %
Consommation de papier blanc/agent	Kg/agent/an	39	41	5 %
Papier d'imprimerie	Tonne/an	22	24	9 %

1. Consommation de papier blanc, fournitures papier et papier d'imprimerie (publications)
2. Consommation de papier blanc et fournitures papier (hors papier d'imprimerie)

7.

Energie du siège AFD (totale/m2, /agent, totale électricité, totale de vapeur)

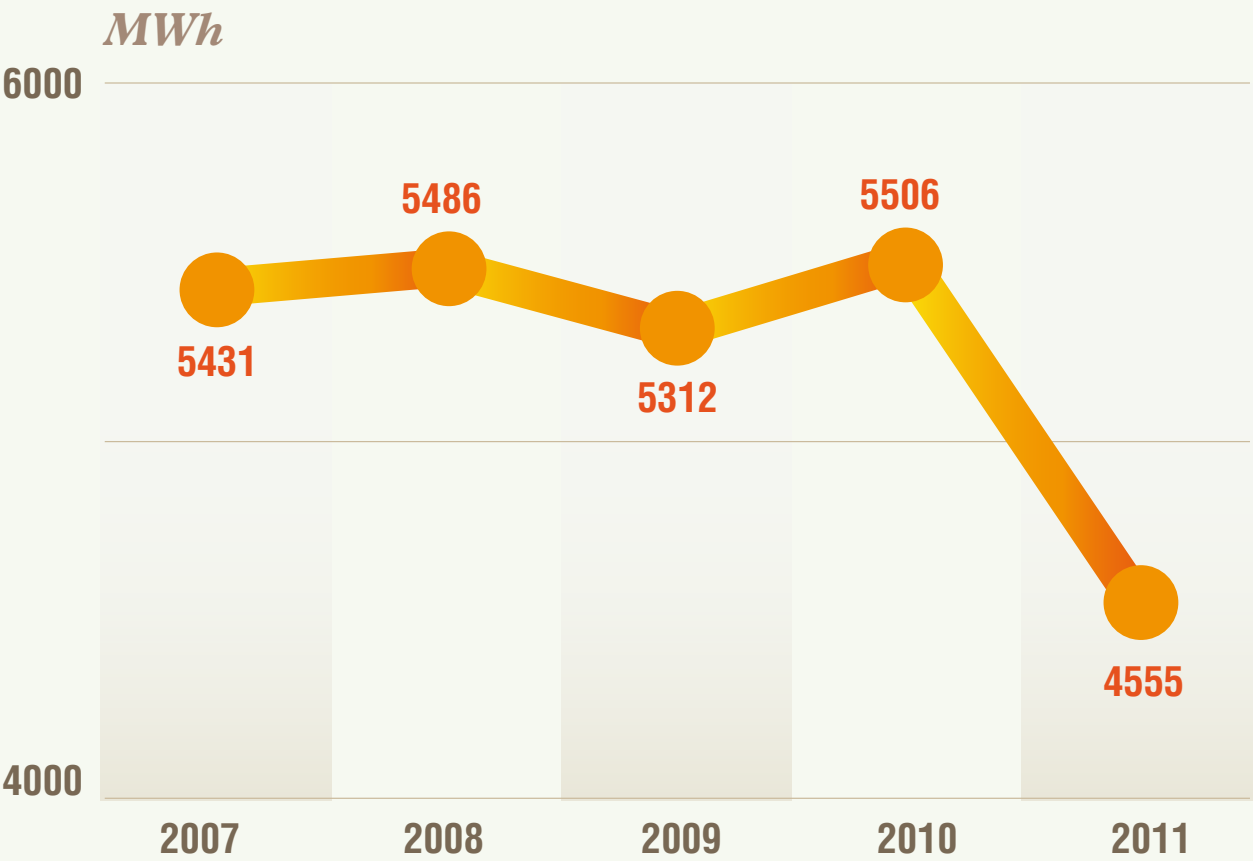
- Le contrat souscrit prévoit la fourniture d’électricité issue des énergies renouvelables et la participation d’EDF à des programmes de recherche sur le photovoltaïque.

- La chute sensible des consommations énergétiques est le résultat d’une optimisation générale de la gestion de l’énergie du siège grâce à la mise en place d’une Gestion Technique du Bâtiment (GTB) et de différents projets d’efficacité énergétique. Des conditions climatiques plus douces en 2011 qu’en 2010 expliquent également la baisse de la consommation de chauffage (vapeur).

ÉNERGIE	INDICATEUR	2009	2010	2011	VARIATION 2010-2011 (EN%)
Consommation totale d’énergie/m²	kw/H/m²/an (Shon) ¹	201	208	172	-17 %
	kw/H/m²/an (Surface utile)	236	245	202	-17 %
Consommation totale d’énergie	MWh/an	5.312	5.506	4.555	-17 %
Consommation totale d’énergie/ agent	Kw/H/agent/an	5.896	5.811	4.595	-21 %
Consommation totale d’électricité	MWh/an	3.570	3.629	3.443	-5 %
Consommation totale de vapeur	MWh/an	1.743	1.876	1.112	-41 %
1. Surface hors œuvre nette (hors locaux techniques)					

7.

Evolution de la consommation énergétique annuelle sur 5 ans (2007-2011)



Rejets dans l'air, l'eau et le sol affectant gravement l'environnement

Le Bilan Carbone

Le graphique de la figure 1 rend compte des émissions de gaz à effet de serre ventilées par source, avec une prédominance des déplacements (14.489 teqCO₂) et du fret (4.266 teqCO₂) suivis par les intrants (3.031 teqCO₂), en raison du champ géographique des interventions de l'AFD.

La courbe de la figure 2 illustre les variations annuelles d'émissions de gaz à effet de serre en 5 ans entre 2006 et 2011. L'augmentation des volumes totaux entre 2006 et 2009 s'explique en raison de la forte croissance des activités et des effectifs du Groupe ainsi qu'une collecte des données affinée. La baisse constatée entre 2009 et 2011 tient, en majeure partie, à la réduction sensible des consommations énergétiques grâce aux différents projets mise en œuvre (optimisation à travers une Gestion Technique du Bâtiment (GTB), projets d'efficacité énergétique, développement des énergies renouvelables).

Figure 1 : Emissions de gaz à effet de serre des sièges (AFD et Proparco) par source en 2010 et 2011 (en teqCO₂)

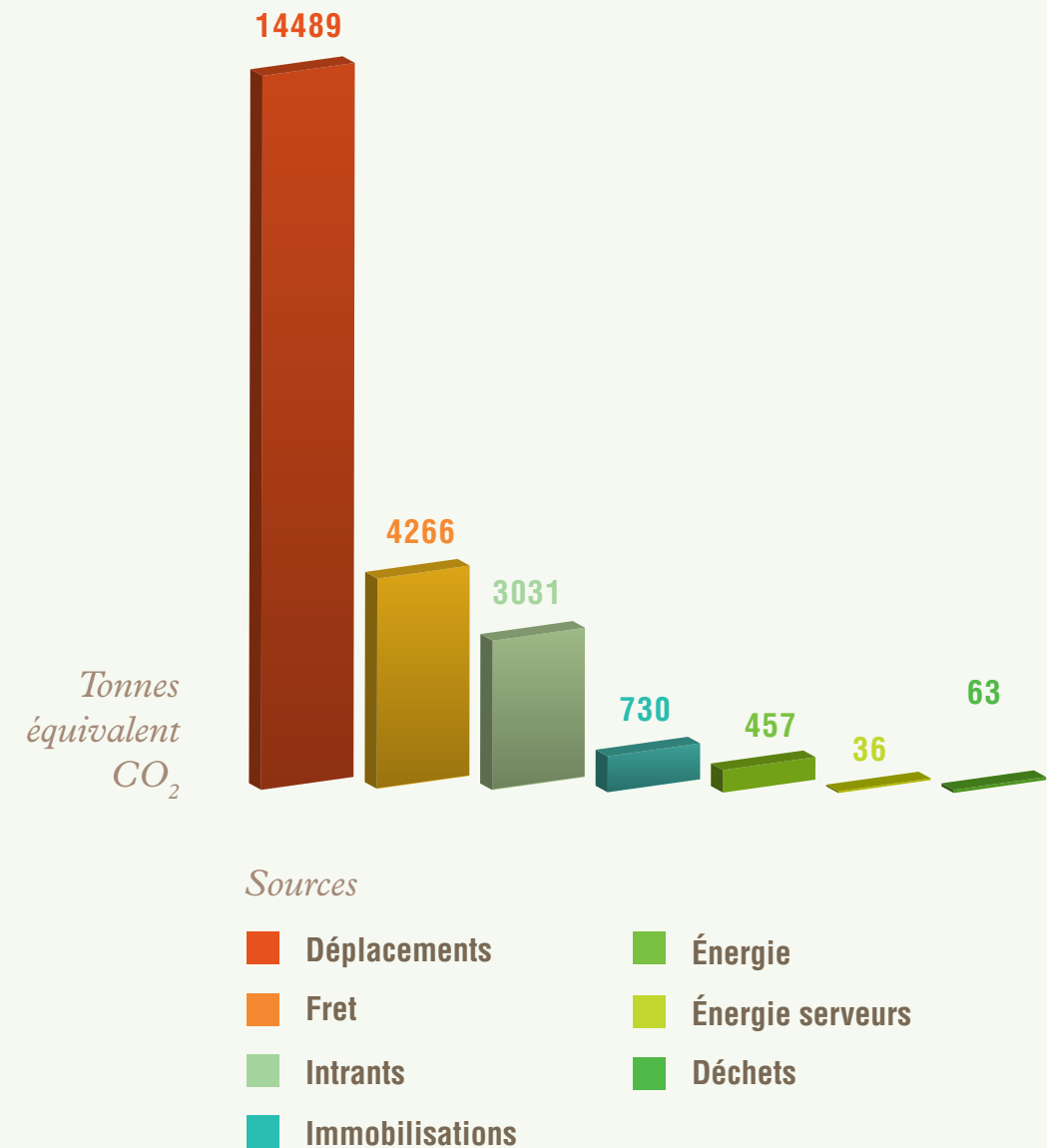
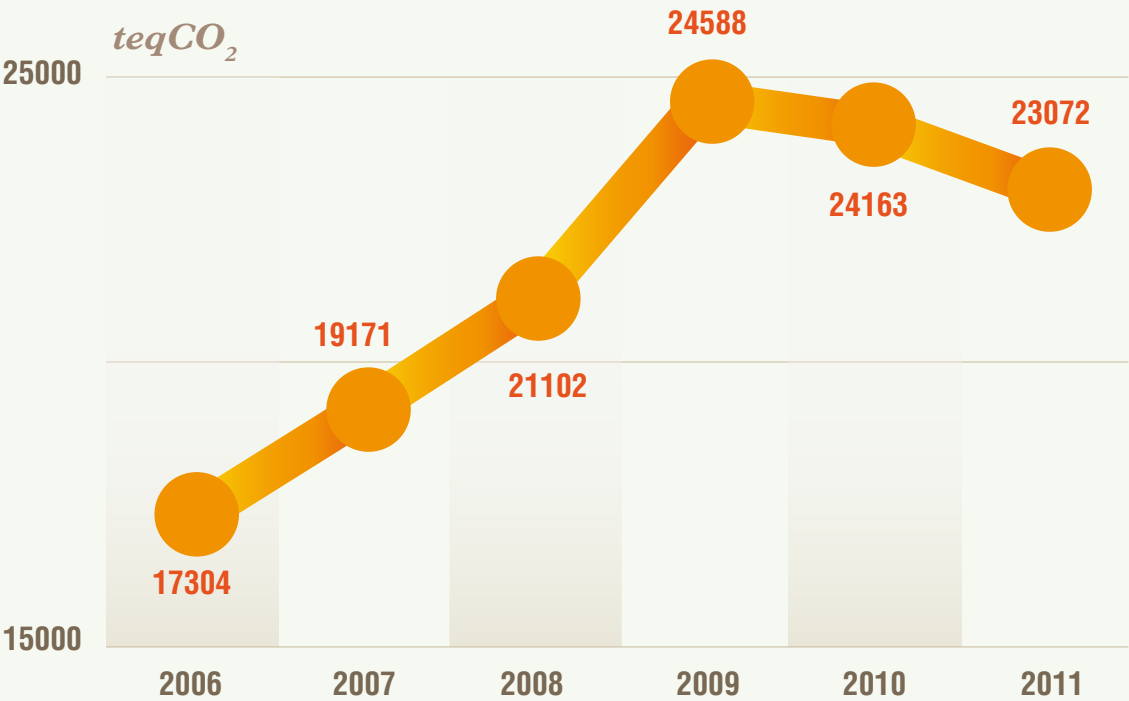


Figure 2. Variation des émissions de gaz à effet de serre des sièges (AFD et Proparco) Globale entre 2006 et 2011 (en $teqCO_2$)



7.

Déplacements du Groupe (émissions totales et par agent, Milliers de kms passager)

CARBONE ET DÉPLACEMENTS	INDICATEUR	2010	2011	VARIATION 2010-2011 (EN %)
Émissions totales	TEqCO ₂ /an	13.312	14.489	9 %
Distance parcourue totale	Milliers de km	51.062	55.160	8 %
Émission/agent	TEqCO ₂ /an/agent	12,72	13,12	3 %
Distance parcourue/agent	Km	48.802	49.946	2 %

Volume total de déchets, d'ordures ménagères, production de déchet par agent des sièges (AFD et Proparco)¹⁶

DÉCHETS	INDICATEUR	2009	2010	2011	VARIATION 2010-2011 (%)
Volume total	Tonne/an	201	197	199	1 %
Assimilables Ordures Ménagères	Tonne/an	Nc.	169	171	1 %
Production de déchet/agent	Kg déchets/agent	208	201	201	0 %

7.

La démarche de progrès 2012-2016**1. Efficacité énergétique et énergies renouvelables**

- Développer le photovoltaïque au siège (2012)
- Consolider l'isolation thermique du bâtiment du siège (2012)
- Réaliser une étude des potentialités d'investissements dans les énergies renouvelables pour le réseau des agences (2012)

- Labelliser « basse consommation » (BBC) et respecter un cahier des charges de Haute Qualité Environnementale (HQE) dans la construction et/ou rénovation des bâtiments qu'acquiert le Groupe (2012-2013)

2. Gestion des déchets (2012-2013)

- Réaliser un diagnostic de la gestion des déchets au siège du Groupe avec une cartographie de l'ensemble des produits utilisés de la source à la valorisation.

.....

16. Les déchets alimentaires n'ont pas été comptabilisés séparément et sont inclus dans les « Assimilables OM ».

- Etablir des recommandations pour le montage d'une filière multi-tri de gestion des déchets pour le siège du Groupe.

3. Politique d'Achats responsables (2012-2013)

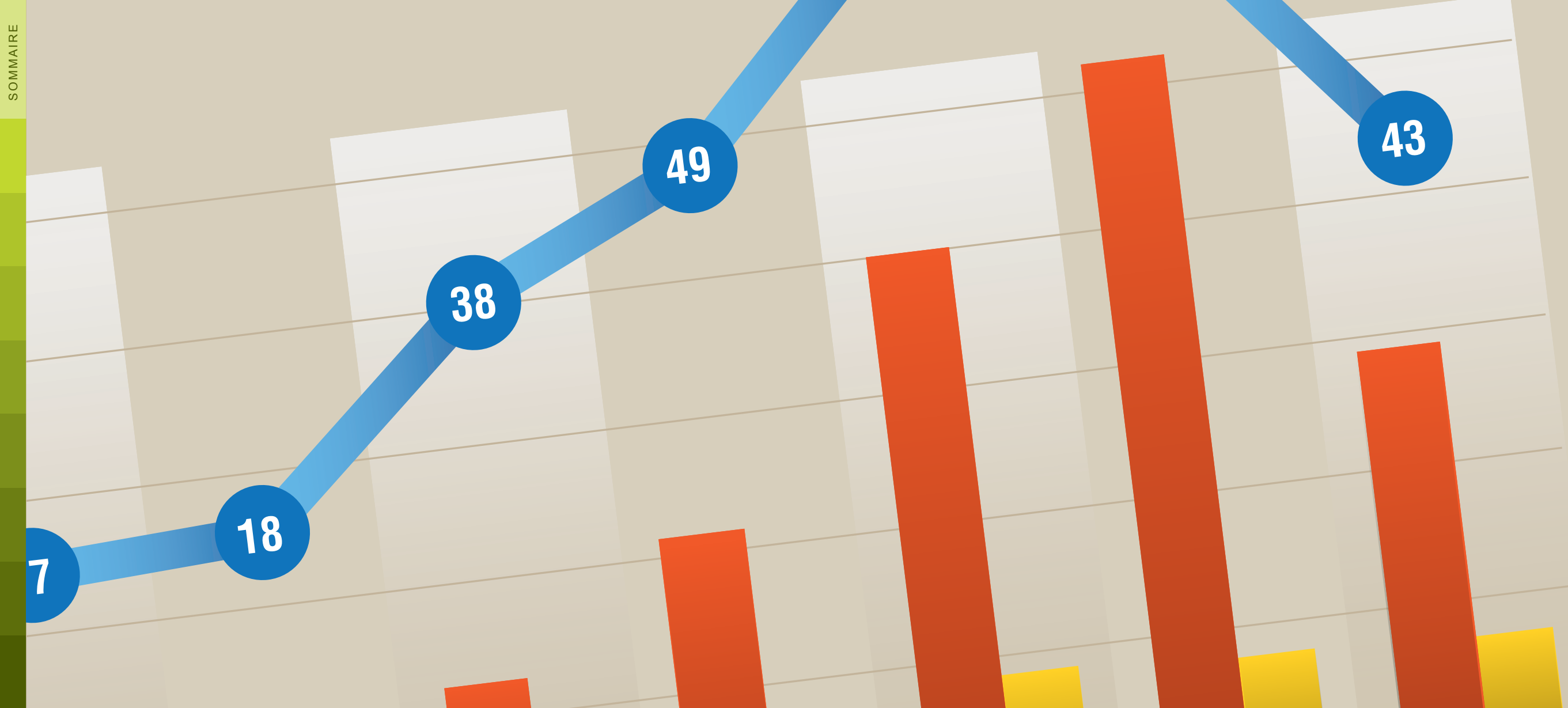
- Sensibiliser la Cellule Achats sur les « achats responsables »
- Actualiser les procédures « achats responsables » et les clauses RSE dans les modèles types de dossiers de consultation.
- Suivre les contrats à fort impact environnemental.
- Définir une approche permettant aux TPE (Très Petites Entreprises) de répondre aux appels d'offres.

4. Communication sur la « Responsabilité environnementale interne » (2012-2013)

- Actions de sensibilisation au sein de l'AFD à l'occasion de la Semaine du Développement Durable et de la Semaine européenne de Réduction des Déchets

5. Développer les projets éco-responsables dans le réseau des agences du Groupe (2012-2013)

- Favoriser l'appropriation de la « Responsabilité environnementale interne » par les agences, pour améliorer leur performance environnementale, en fonction des contextes locaux : achats responsables, recyclage, efficacité énergétique, énergies renouvelables, covoiturage. ■



8. Note méthodologique

Le présent rapport vise à présenter la politique de responsabilité sociale et environnementale (RSE) du Groupe AFD initiée en 2007, les dispositifs de mise en œuvre ainsi que la performance du Groupe pour l'année civile 2011. Cette première édition s'efforce de tenir compte et de répondre aux attentes d'information exprimées par nos parties prenantes, qu'elles soient internes ou externes.

Méthodologie

Pour ce premier rapport RSE, le processus de détermination du contenu du rapport s'est fondé sur le respect des lignes directrices du référentiel Global Reporting Initiative (GRI) 3.1 et a permis au Groupe d'élaborer un premier référentiel d'indicateurs de reporting propre au Groupe AFD. L'ensemble des informations publiées traduit une volonté d'amélioration continue de la transparence et de la lisibilité des pratiques RSE du groupe. Ce rapport répond aux attentes de nos parties prenantes. La démarche RSE a été présentée au Comité Exécutif¹⁷, au Comité de Direction¹⁸, au Comité d'Etablissement, et à l'ensemble des agents, lors de la semaine du réseau (réunion annuelle des équipes du siège et des directions d'agences en début d'année).

Les données qualitatives et quantitatives contenues dans ce rapport ont été collectées et consolidées en conformité avec les procédures de gestion administrative en vigueur au sein du Groupe.

D'après la méthodologie d'évaluation préconisée dans le guide d'application de la GRI, l'auto-évaluation du reporting 2011 du Groupe mène au niveau d'application B.

Les informations contenues dans ce rapport sont en cohérence avec la réglementation française, notamment avec les dispositions relatives à la loi sur les Nouvelles Régulations Economiques (NRE), qui figurent dans le document de référence du Groupe.

Pour plus d'informations sur la méthodologie de détermination du contenu du présent rapport, vous pouvez contacter Jean-Louis LECOUFFE, (lecouffejl@afd.fr), tél : +33.(0)1.53.44.30.46, 5 Rue Roland Barthes, 75598 PARIS CEDEX 12.

Périmètre du reporting

Le périmètre du reporting pour les données économiques couvre :

- l'Etat ;
- les bénéficiaires directs et indirects des activités de l'AFD et de Proparco (subventions, prêts, garanties, participations en fonds propres, activités de Production de connaissances, de formation et de perfectionnement de cadres de sa zone d'intervention par l'intermédiaire du CEFEB et autres activités et prestations de service se rattachant à la mission de l'AFD, à l'étranger et dans les départements et collectivités d'Outre-mer) ;

17. Direction générale, secrétariat général et directions exécutives.

18. Comité exécutif, directions de département et conseiller du Directeur général.

8.

- les entreprises qui répondent aux appels d'offres ;
- les services du Groupe.

Le périmètre du reporting pour les données sociales couvre :

- les agents dit du cadre général : les agents du Groupe recrutés et travaillant en France métropolitaine (Siège AFD, Proparco, université d'entreprise CEFEB), dans les agences ou dans les représentations localisées dans les pays d'intervention, les agents détachés, mis à disposition ou fournissant une assistance technique dans le cadre d'accords avec les partenaires ou auprès des ministères de tutelle. Ne sont pas comptabilisés les agents en contrat d'apprentissage et de professionnalisation ;
- les agents recrutés localement dans les départements et collectivités d'Outre-mer et les pays étrangers ;
- les agents travaillant dans les Instituts d'Emission IEDOM et IEOM qui sont gérés par le Groupe ;
- ainsi que les volontaires internationaux ;
- les prestataires.

Dans le cas où un indicateur ne couvre pas l'ensemble du périmètre de reporting pour les données sociales, le périmètre présenté est précisé et la raison pour laquelle la publication est partielle est expliquée.

Le périmètre du reporting pour les données environnementales couvre l'ensemble des bâtiments de France métropolitaine (Siège AFD, Proparco, université d'entreprise

CEFEB) ainsi que ceux occupés dans les pays d'intervention (agences du réseau et bureaux de représentation). Dans le cas où un indicateur ne couvre pas l'ensemble du périmètre de reporting pour les données environnementales, le périmètre présenté est précisé et la raison pour laquelle la publication est partielle est expliquée.

Période couverte

Ce rapport couvre la période du 1er janvier au 31 décembre 2011. Dans tous les cas où les données quantitatives pour l'année 2011 sont disponibles à la date de publication, elles sont intégrées à ce rapport ; dans les cas où ces données ne sont pas encore calculées (exemple : bilan carbone des agences), les données quantitatives pour l'année 2010 sont présentées.

Ce rapport intègre également quelques réalisations marquantes (données qualitatives) du début d'année 2012.

Vérification par un tiers indépendant

D'après la méthodologie d'évaluation préconisée dans le guide d'application de la GRI, l'auto-évaluation du reporting 2011 du Groupe mène au niveau d'application B.

La démarche de vérification par un tiers indépendant a été engagée au cours de l'année 2012.

Mesure des indicateurs

Données opérationnelles

Répartition du risque environnemental et social des projets autorisés en 2011

Le classement du risque environnemental et social est validé systématiquement pour tous les projets en Comités d'Identification, sur la base d'un outil de classement mentionné au Manuel des Procédures Opérationnelles (outil U002). Les unités en charge de la RSE-O (AES à l'AFD et UESI à Proparco) tiennent à jour un tableau des classements du risque environnemental et social des projets ainsi identifiés. Ce tableau est comparé aux tableaux d'autorisations d'engagements octroyées dans l'année par les instances de décision du Groupe AFD, issus du système d'information du Groupe AFD (SIOP) afin de produire les statistiques indiquées dans le rapport RSE.

Empreinte carbone des projets

Selon les procédures adoptées par l'AFD, un calcul de l'empreinte carbone est systématiquement réalisé pour l'ensemble des projets du Groupe. Le calcul de l'empreinte carbone ayant pour but de donner un ordre de grandeur des émissions engendrées, réduites ou évitées par un projet (voir mesure d'impact et méthodes de comptabilisation p. 60-61), seuls les postes d'émissions principaux d'un projet sont pris en compte dans le calcul. Ils incluent les

émissions directes et indirectes, en amont (extraction et production des intrants) et en aval (utilisation des produits) des projets. Dans une optique d'agrégation et de comparaison entre projets, les résultats du calcul sont agrégés sous la forme d'émissions moyennes annuelles sur la durée de vie des projets, incluant celles de la phase de construction des infrastructures (le cas échéant). Les émissions annuelles ne sont pas actualisées. Toutes les émissions ou réductions d'émission liées aux projets financés sont retenues (sans prorata des financements engagés).

Données sociales

Le reporting social de l'AFD a été élaboré à partir du Système d'Information Ressources Humaines, constitué : d'une part, d'un progiciel du marché (Pléiades), qui sert à gérer l'ensemble du personnel Siège et expatrié (gestion administrative, gestion des carrières...) et qui est à la source de l'ensemble des données sociales du Groupe concernant ce personnel (Bilan social, Document de référence) ; d'autre part, d'un logiciel de gestion budgétaire (GAB) couplé avec des bases de données nominatives, qui permettent de consolider annuellement, dans le cadre de l'élaboration budgétaire, les données relatives au personnel de recrutement local de nos agences.

Données Environnementales

L'ensemble des données environnementales est centralisé par le Responsable « environnement interne » (REI) de la Cellule Efficacité Métiers (CEM) de l'AFD qui en assure le reporting.

Une part conséquente des informations transmises provient des résultats du Bilan Carbone® permettant de quantifier les émissions de CO2 de l'activité de l'Agence. Ce Bilan Carbone® est effectué annuellement par le responsable « environnement interne » de l'AFD selon la méthodologie développée par l'ADEME (Cf. détails dans le volet du rapport consacré au Bilan Carbone®).

En outre, en fonction de leurs secteurs et projets, les services du siège et les agences locales du réseau international font remonter leurs informations au REI. Les données fournies sont établies à partir d'échanges avec les personnes ressources des services et agences locales concernées, et à partir de documents divers – contrats, fiches-projets, comptes rendus, rapports, relevés des factures ou encore systèmes de gestion informatisés à l'exemple de la GTB (Gestion Technique du Bâtiment). Des tableaux de bord de suivi des indicateurs environnementaux, validés en comités, sont également des outils de reporting permettant de fiabiliser et tracer les données transmises. Chaque année, un rapport HQE (Haute Qualité Environnementale) est ainsi remis à l'AFD par son opérateur de maintenance.

Tableau de concordance GRI

GLOBAL COMPACT	ISO 26000	GRI			
		N°	LIBELLÉ INDICATEUR	RÉFÉRENCE	PÉRIMÈTRE
PROFIL					
STRATÉGIE ET ANALYSE					
N°8	6.2	1.1.	Déclaration du décideur le plus haut placé de l'organisation sur la pertinence du développement durable pour l'organisation et sa stratégie.	RSE ¹⁹ : Avant-propos du Directeur Général, p. 4.	Groupe
	6.2	1.2.	Description des impacts, risques et opportunités majeurs	RSE : Notre RSE p. 8 à 16. DDR ²⁰ : p. 6	Groupe
PROFIL DE L'ORGANISATION					
		2.1.	Nom	RSE : Présentation du « reporting » RSE p. 5. DDR : p. 6	Groupe
		2.2.	Principaux produits et/ou services et marques correspondantes	RSE : p. 6. DDR : Activités de l'AFD P. 8-32	Groupe
	6.2	2.3.	Structure opérationnelle de l'organisation, avec description des principales divisions, entités opérationnelles, filiales et coentreprises.	RSE : p. 6 ; p. 17. DDR : Périmètre de consolidation p.9 et activités des filiales p. 27-32 <u>Recueil d'organisation</u> <u>Organigramme</u>	Groupe

8.

.....

19. RSE : Rapport RSE 2011.

20. DDR : Document de référence 2011 – document déposé auprès de l'AMF le 26 avril 2012.

Tableau de concordance GRI

GLOBAL COMPACT	ISO 26000	GRI			
		N°	LIBELLÉ INDICATEUR	RÉFÉRENCE	PÉRIMÈTRE
		2.4.	Lieu où se trouve le siège de l'organisation.	RSE : p. 7. DDR : p. 6	Groupe
		2.5.	Nombre de pays où l'organisation est implantée et nom des pays où soit l'exploitation est majeure, soit les questions relatives au développement durable traitées dans le rapport s'avèrent particulièrement pertinentes	RSE : p. 7; p. 47 ; p. 65 ; p. 67. DDR : Zones d'intervention de l'AFD P. 13-14 ; Répartition géographique des autorisations de l'AFD P. 19-21 et p. 22 ; activités de Proparco p. 27-29	Groupe
		2.6.	Nature du capital et forme juridique.	RSE : p. 6 DDR : p. 6-7	Groupe
		2.7.	Marchés où l'organisation opère avec répartition géographique, secteurs desservis et types de clients ou de bénéficiaires.	DDR : Activités de l'AFD P. 8-32 RA ²¹ : Répartition géographique et sectorielle p. 16-17	Groupe
		2.8.	Taille de l'organisation et plus particulièrement :		Groupe
			• le nombre de salariés	RSE : Partie « Nos collaborateurs » p. 72-73 DDR : p. 46	
			• le nombre des opérations	DDR : Emprunts de marché p. 23 RA : p. 7 ; p. 30.	
			• les recettes nettes	DDR : Compte de résultat consolidé p. 35	
			• et la quantité de produits ou de services fournis	DDR : Montant des opérations p. 8.	

21. RA: Rapport annuel 2011.

Tableau de concordance GRI

GLOBAL COMPACT	ISO 26000	GRI			
		N°	LIBELLÉ INDICATEUR	RÉFÉRENCE	PÉRIMÈTRE
		2.9.	Changements significatifs de la taille, de la structure de l'organisation ou de son capital au cours de la période de reporting comprenant :		Groupe
			• le lieu d'exercice des activités ou son évolution, avec l'ouverture, la fermeture ou l'extension de sites.	DDR : Zones d'intervention de l'AFD P. 13-14 ; activités de Proparco p. 27-29 RA : Réseau AFD P. 52-53 Faits marquants p.12-13.	
		2.10	Récompenses reçues au cours de la période de reporting.	Prix Deal of the year – projets cofinancés par Proparco	Groupe

8.

PARAMETRES DU RAPPORT					
PROFIL DU RAPPORT					
		3.1.	Période considérée	RSE : Note méthodologique p. 105	Groupe
		3.2.	Date du dernier rapport publié, le cas échéant.	Le rapport RSE 2011 est le premier du genre pour le Groupe AFD	Groupe
		3.3.	Cycle considéré (annuel, biennal, etc.).	RSE : p. 7 ; p. 105.	Groupe
		3.4.	Personne à contacter pour toute question sur le rapport ou son contenu.	RSE : Note méthodologique p. 104	Groupe

Tableau de concordance GRI

GLOBAL COMPACT	ISO 26000	GRI			
		N°	LIBELLÉ INDICATEUR	RÉFÉRENCE	PÉRIMÈTRE
CHAMP ET PARAMÈTRES DU RAPPORT					
		3.5.	Processus de détermination du contenu du rapport et notamment :	RSE : <u>Note méthodologique</u> p. 104	Groupe
			• détermination du principe de pertinence	RSE : p. 5-7	
			• définition des priorités à l'intérieur du rapport	RSE : p. 5-7	
			• identification des parties prenantes susceptibles d'utiliser le rapport.	RSE : Présentation du reporting RSE p. 5 et <u>Nos. parties prenantes</u> p. 27	
		3.6.	Périmètre du rapport (pays, divisions, etc.)	RSE : Présentation du « reporting » RSE p. 5-7. et <u>Note méthodologique</u> p. 104-105	Groupe
		3.7.	Indication des éventuelles limites spécifiques du champ ou du périmètre du rapport.	RSE : Présentation du « reporting » RSE p. 5-7. et <u>Note méthodologique</u> p. 104-105	Groupe
		3.8.	Principes adoptés pour la communication des données concernant les coentreprises, filiales, installations en crédit-bail, activités sous-traitées et autres situations susceptibles d'avoir une incidence majeure sur les possibilités de comparaison d'une période à l'autre et/ou d'une organisation à l'autre.	RSE : Présentation du « reporting » RSE p. 5-7. et <u>Note méthodologique</u> p. 104-105. DDR : périmètre p. 5.	Groupe
		3.9.	Techniques de mesure des données et bases de calcul, y compris les hypothèses et techniques à l'origine des estimations appliquées au renseignement des indicateurs et autres informations figurant dans le rapport	RSE : <u>Mesure des données</u> p. 106.	Groupe

8.

Tableau de concordance GRI

GLOBAL COMPACT	ISO 26000	GRI			
		N°	LIBELLÉ INDICATEUR	RÉFÉRENCE	PÉRIMÈTRE
		3.10.	Explication des conséquences de toute reformulation d'informations communiquées dans des rapports antérieurs et des raisons de cette reformulation	Le rapport RSE 2011 est le premier du genre pour le Groupe AFD	Groupe
		3.11.	Changements significatifs, par rapport à la période couverte par les rapports antérieurs, du champ, du périmètre ou des méthodes de mesure utilisées dans le rapport.	Le rapport RSE 2011 est le premier du genre pour le Groupe AFD	Groupe
INDEX DU CONTENU GRI					
		3.12.	Tableau identifiant l'emplacement des éléments d'information requis dans le rapport.	RSE : <u>Table de concordance GRI</u> p. 106	Groupe
VALIDATION PAR LES TIERS					
	7.5.3	3.13.	Politique et pratique courante visant la validation du rapport par des personnes externes à l'organisation. Si cela ne figure pas dans le rapport de validation accompagnant celui de développement durable, expliquer l'objet et la base de toute validation externe fournie. Exposer également la relation existant entre l'organisation rédigeant le rapport et le/les expert(s) vérificateur(s).	RSE : <u>Vérification par un tiers indépendant</u> p. 105	Groupe

8.

Tableau de concordance GRI

GLOBAL COMPACT	ISO 26000	GRI			
		N°	LIBELLÉ INDICATEUR	RÉFÉRENCE	PÉRIMÈTRE
GOUVERNANCE					
GOUVERNANCE					
	6.2	4.1.	Structure de gouvernance de l'organisation y compris les comités relevant du plus haut organe de gouvernance (conseil d'administration ou assimilé), responsables de tâches spécifiques telles que la définition de la stratégie ou la supervision de l'organisation.	DDR : Gouvernance d'Entreprise p.74-82 Voir aussi : Légifrance Article R516.13 du Code Monétaire et Financier	Groupe
		4.2.	Indiquer si le président du conseil d'administration (ou assimilé) est aussi un administrateur exécutif (et dans ce cas, indiquer ses fonctions dans l'organigramme de l'organisation et les raisons de cette disposition).	DDR: Gouvernance d'Entreprise p. 74-82 Le Président du CA n'a pas de fonction exécutive.	Groupe
		4.3.	Pour les organisations ayant un système de conseil d'administration (ou assimilé) à organe unique, indiquer le nombre d'administrateurs indépendants et/ou non exécutifs.	DDR: Gouvernance d'Entreprise p. 74-82	Groupe
		4.4.	Mécanismes permettant aux actionnaires et aux salariés de faire des recommandations ou de transmettre des instructions au conseil d'administration (ou assimilé).	DDR: Gouvernance d'Entreprise p. 74-82	Groupe

8.

Tableau de concordance GRI

GLOBAL COMPACT	ISO 26000	GRI			
		N°	LIBELLÉ INDICATEUR	RÉFÉRENCE	PÉRIMÈTRE
		4.5.	Lien entre les rémunérations des membres du conseil d'administration (ou assimilé), des cadres supérieurs et des cadres dirigeants (y compris les indemnités de départ) et la performance de l'organisation (y compris sociale et environnementale).	DDR : - Conseil d'administration p. 74-75 - Rémunération des mandataires sociaux p. 63 Distribution d'un supplément d'intéressement collectif en application de l'article 2 de la loi du 30 décembre 2006 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié et portant diverses dispositions d'ordre économique et social	Groupe
		4.6.	Processus mis en place par le conseil d'administration (ou assimilé) pour éviter les conflits d'intérêt.	DDR: - Intérêts des dirigeants dans le capital de l'AFD p.82 - Rapport sur les conventions réglementées des commissaires aux comptes (CAC) p.117 Voir aussi : - Commission pour la transparence financière de la vie politique - A Proparco, la « Charte de l'administrateur et des membres du comité d'investissement consultatif et du comité d'audit » (Document interne) est signée par les administrateurs dans cette optique.	Groupe

Tableau de concordance GRI

GLOBAL COMPACT	ISO 26000	GRI			
		N°	LIBELLÉ INDICATEUR	RÉFÉRENCE	PÉRIMÈTRE
		4.7.	Processus de détermination des qualifications et de l'expertise exigée des membres du conseil d'administration (ou assimilé) pour décider des orientations stratégiques de l'organisation en matière de questions économiques, environnementales et sociales.	DDR : Conseil d'administration p. 74-82 - Les administrateurs sont nommés par le gouvernement. L'information auprès des Autorités de Contrôle Prudentiel, comprenant l'information sur le cursus des administrateurs, est obligatoire. Le cas échéant, une vérification est opérée par la Cour des Comptes. - un membre du CA est désigné en raison de sa connaissance de l'écologie et du développement durable A Proparco, la loi bancaire relative aux sociétés anonymes est appliquée dans ce processus.	Groupe
		4.8.	Missions ou valeurs, codes de bonne conduite et principes définis en interne par l'organisation sur sa performance économique, environnementale et sociale, et état de leur mise en pratique.	RSE : - Dispositif Ethique p. 23 - Les objectifs de la politique RSE p. 9-11 Voir aussi : - Charte Ethique - Charte Informatique (document interne)	Groupe

Tableau de concordance GRI

GLOBAL COMPACT	ISO 26000	GRI			
		N°	LIBELLÉ INDICATEUR	RÉFÉRENCE	PÉRIMÈTRE
		4.9.	Procédures définies par le conseil d'administration (ou assimilé) pour superviser la manière dont l'organisation identifie et gère sa performance économique, environnementale et sociale, et notamment les risques, opportunités, ainsi que le respect des normes internationales, des codes de bonne conduite et des principes. Indiquer la fréquence à laquelle le conseil d'administration (ou assimilé) évalue la performance de développement durable.	RSE : <u>Les objectifs de la politique RSE</u> p. 9-11 Une communication au Conseil d'Administration est réalisée annuellement. Ce sera le cas pour Proparco dans les années à venir.	Groupe
		4.10.	Processus d'évaluation de la performance propre du conseil d'administration (ou assimilé), notamment du point de vue économique, environnemental et social.	DDR : Conseil d'administration p. 74-82 Un membre du CA est désigné en raison de sa connaissance de l'écologie et du développement durable	Groupe
ENGAGEMENTS EXTERNES					
		4.11.	Explications sur la position de l'organisation quant à la démarche ou au principe de précaution et sur ses actions en la matière.	RSE : <u>Les approches économiques, environnementales et sociales</u> p. 11-16 DDR : Facteurs de risques p. 37-43 L'AFD est certifié IFACI, soumis à des contrôles préalables lors de l'instruction et à des règles spécifiques à la profession bancaire. A Proparco, un comité d'audit spécifique est dédié. Une division de gestion des risques a été créée.	Groupe

8.

Tableau de concordance GRI

GLOBAL COMPACT	ISO 26000	GRI			
		N°	LIBELLÉ INDICATEUR	RÉFÉRENCE	PÉRIMÈTRE
		4.12.	Chartes, principes et autres initiatives, d'origine extérieure en matière économique, environnementale et sociale, auxquelles l'organisation a souscrit ou a donné son aval.	RSE : - Présentation du reporting RSE p. 6. - <u>Parties prenantes externes et Accompagnement des initiatives privées</u> p. 35-45	Groupe
		4.13.	Affiliation à des associations (associations professionnelles) ou adhésion à des organisations nationales ou internationales de défense des intérêts dans lesquelles l'organisation :	RSE : <u>Parties prenantes externes et Accompagnement des initiatives privées</u> p. 35-45	Groupe
			• détient des postes au sein des organes de gouvernance ;		
			• participe à des projets ou à des comités ;		
			• apporte des financements dépassant la simple cotisation ;		
			• ou considère sa participation comme stratégique.		
DIALOGUE AVEC LES PARTIES PRENANTES					
		4.14.	Liste des groupes de parties prenantes inclus par l'organisation.	RSE : <u>Cartographie des parties prenantes</u> p. 27-28	Groupe
		4.15.	Base d'identification et sélection des parties prenantes avec lesquelles dialoguer.	RSE : <u>Nature des dialogues</u> p. 29	Groupe
		4.16.	Démarche de ce dialogue, et notamment fréquence par type et par groupe de parties prenantes.	RSE : - <u>Nos parties prenantes</u> p. 29-45 - <u>Goupe de travail RSE</u> p. 18	Groupe

Tableau de concordance GRI

GLOBAL COMPACT	ISO 26000	GRI			
		N°	LIBELLÉ INDICATEUR	RÉFÉRENCE	PÉRIMÈTRE
		4.17.	Questions et préoccupations clés soulevées via le dialogue avec les parties prenantes et manière dont l'organisation y a répondu, notamment lors de l'établissement de son rapport.	RSE : - Nos parties prenantes p. 29-45 - Goupe de travail RSE p. 18	Groupe

Tableau de concordance GRI | Économie

GLOBAL COMPACT	ISO 26000	N°GRI	LIBELLÉ INDICATEUR	RÉFÉRENCE	PÉRIMÈTRE
	6.2 6.8		Approche managériale	RSE : <u>Approche économique</u> p. 11-13	
PERFORMANCE ÉCONOMIQUE					
	6.5.5	EC2	Implications financières et autres risques et opportunités pour les activités de l'organisation liés aux changements climatiques.	RSE : - <u>Stratégie Climat</u> p. 59-69 - <u>La responsabilité environnementale interne</u> p. 83-102	Groupe
		EC3	Etendue de la couverture des retraites avec des plans de retraite à prestations définies. (de base).	RSE : <u>Protection sociale</u> p. 74	Groupe
			Subventions et aides publiques significatives reçues.	DDR : Financement des activités p. 23 650 millions d'euros ont été reçus de l'Etat en 2011 pour les opérations Ces subventions sont des subventions de nos projets et non du fonctionnement du Groupe AFD. Ils font l'objet d'une évaluation, notamment sur leur objet.	Groupe
IMPACTS ÉCONOMIQUES INDIRECTS					
	6.3.9 6.6.6 6.6.7 6.7.8 6.8 6.8.5 6.8.6 6.8.7 7.8.9	EC9	Compréhension et description des impacts économiques indirects significatifs, y compris l'importance de ces impacts.	RA : impacts potentiels de nos décisions de financement p. 6	Groupe

8.

Tableau de concordance GRI | Environnement

GLOBAL COMPACT	ISO 26000	GRI			
		N°GRI	LIBELLÉ INDICATEUR	RÉFÉRENCE	PÉRIMÈTRE
	6.2 6.5		Approche managériale	RSE : <u>Approche environnementale</u> p. 13-14	
MATIÈRES					
N°8	6.5 6.5.4	EN1	Consommation de matières en poids ou en volume	RSE : <u>Consommation de papier</u> p. 96 Les informations pour le réseau d'agences ne sont pas disponibles à l'heure de la publication.	Sièges AFD et Proparco
ENERGIE					
N°8	6.5 6.5.4	EN3	Consommation d'énergie directe répartie par source d'énergie primaire.	RSE : <u>Énergie du siège AFD</u> p. 97 Les informations pour le réseau d'agences ne sont pas disponibles à l'heure de la publication.	Sièges AFD et Proparco
N°8	6.5 6.5.4	EN5	Energie économisée grâce à l'efficacité énergétique.	RSE : <u>Énergie du siège AFD</u> p. 97 Les informations pour le réseau d'agences ne sont pas disponibles à l'heure de la publication.	Sièges AFD et Proparco
N°8	6.5 6.5.4	EN6	Initiatives pour fournir des produits et des services reposant sur des sources d'énergie renouvelables ou à rendement amélioré, réductions des besoins énergétiques obtenues suite à ces initiatives.	RSE : Nos opérations p. 46-69 ; <u>Une intégration croissante de l'efficacité énergétique</u> p. 86	Groupe

8.

Tableau de concordance GRI | Environnement

GLOBAL COMPACT	ISO 26000	GRI			
		N°GRI	LIBELLÉ INDICATEUR	RÉFÉRENCE	PÉRIMÈTRE
N°8	6.5 6.5.4	EN7	Initiatives pour réduire la consommation d'énergie indirecte et réductions obtenues.	RSE : Nos opérations p.46-69 - Une intégration croissante de l'efficacité énergétique p. 86 - Une politique d'achat responsable p. 92-93	Groupe
EAU					
N°8	6.5 6.5.4	EN8	Volume total d'eau prélevé, par source.	RSE : <u>Consommation d'eau du siège</u> p. 95 Les informations pour le réseau d'agences ne sont pas disponibles à l'heure de la publication.	Sièges AFD et Proparco
BIODIVERSITÉ					
N°8	6.5 6.5.6	EN14	Stratégies, actions en cours et plans futurs de gestion des impacts sur la biodiversité	RSE : Nos opérations p.46-69 - Encadré CEFEB p. 35 - <u>Opération HQE</u> p. 88	Groupe
EMISSIONS, EFFLUENTS, ET DÉCHETS					
N°8	6.5 6.5.5	EN16	Emissions totales, directes ou indirectes, de gaz à effet de serre, en poids (teqCO ₂).	RSE : Stratégie climat p. 61-62. - <u>Bilan carbone</u> p. 99	Groupe

8.

Tableau de concordance GRI | Environnement

GLOBAL COMPACT	ISO 26000	GRI			
		N°GRI	LIBELLÉ INDICATEUR	RÉFÉRENCE	PÉRIMÈTRE
	6.5 6.5.5	EN18	Initiatives pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et réductions obtenues.	RSE : Nos opérations p.46-69 - <u>La responsabilité environnementale interne</u> p. 83-102 - <u>Bilan carbone</u> p. 99	Groupe
PRODUITS ET SERVICES					
	6.5 6.5.4 6.6.6 6.7.5	EN26	Initiatives pour réduire les impacts environnementaux des produits et des services, et portée de celles-ci	RSE : Nos opérations p.46-69 - <u>La responsabilité environnementale interne</u> p. 83-102	Groupe
TRANSPORT					
	6.5 6.5.4 6.6.6	EN29	Impacts environnementaux significatifs du transport des produits, des pièces, et de son personnel	RSE : - <u>Les déplacements professionnels : un enjeu clé</u> p. 84-85 - <u>Bilan carbone</u> p. 99.	Groupe

8.

Tableau de concordance GRI | Emploi, relations sociales et travail

GLOBAL COMPACT	ISO 26000	GRI			
	N°ISO	N°GRI	LIBELLÉ INDICATEUR	RÉFÉRENCE	PÉRIMÈTRE
	6.2 6.4 6.3.10		Approche managériale.	RSE : <u>Emploi, relations sociales et travail décent</u> p. 14	
EMPLOI					
	6.4 6.4.3	LA1	Effectif total par type d'emploi, contrat de travail, zone géographique et par genre.	RSE : <u>Objectifs poursuivis par la RS-I</u> p. 72-73 <u>Répartition femmes / hommes</u> p. 77-78	Groupe
	6.4 6.4.3	LA2	Turnover du personnel en nombre de salariés et en pourcentage par tranche d'âge, sexe et zone géographique.	RSE : <u>Turn-over du personnel</u> p. 79	Groupe
N°3	6.4 6.4.3 6.4.4	LA3	Prestations versées aux salariés à temps plein qui ne sont pas versées aux intérimaires, ni aux salariés en contrat à durée déterminée.	RSE : <u>Rémunération</u> p. 74	Groupe
RELATIONS ENTRE LA DIRECTION ET LES SALARIÉS					
N°4	6.4 6.4.3 6.4.4 6.4.5 6.3.10	LA4	Pourcentage de salariés couverts par une convention collective.	RSE : <u>Un dialogue social de qualité</u> p. 79-80	Groupe

8.

Tableau de concordance GRI | Emploi, relations sociales et travail

GLOBAL COMPACT	ISO 26000	GRI			
	N°ISO	N°GRI	LIBELLÉ INDICATEUR	RÉFÉRENCE	PÉRIMÈTRE
	6.4 6.4.3 6.4.4 6.4.5	LA5	Délai minimal de notification préalable à toute modification d'organisation, en indiquant si ce délai est précisé dans une convention collective.	RSE : <u>Un dialogue social de qualité</u> p. 79-80	Groupe
SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL					
	6.4 6.4.6 6.8 6.8.3 6.8.4 6.8.8	LA8	Programmes d'éducation, de formation, de conseil, de prévention et de maîtrise des risques mis en place pour aider les salariés, leur famille ou les membres des communautés locales en cas de maladie grave.	RSE : <u>Santé, hygiène, sécurité</u> p. 75	Groupe
	6.4 6.4.6	LA9	Questions de santé et de sécurité couvertes par des accords formels avec les syndicats.	RSE : <u>Santé, hygiène, sécurité</u> p. 75-76	Groupe

Tableau de concordance GRI | Emploi, relations sociales et travail

GLOBAL COMPACT	ISO 26000	GRI			
	N°ISO	N°GRI	LIBELLÉ INDICATEUR	RÉFÉRENCE	PÉRIMÈTRE
FORMATION ET ÉDUCATION					
N°6	6.4 6.4.7 6.8.5	LA11	Programmes de développement des compétences et de formation tout au long de la vie destinés à assurer l'employabilité des salariés et à les aider à gérer leur fin de carrière.	RSE : <u>La formation continue</u> p. 81	Groupe
	6.4 6.4.7	LA12	Pourcentage de salariés bénéficiant d'entretiens d'évaluation et d'évolution de carrière périodiques.	RSE : <u>Valorisation des collaborateurs</u> p. 74	Groupe

Tableau de concordance GRI | Droits de l’homme

GLOBAL COMPACT	ISO 26000	GRI			
		N°GRI	LIBELLÉ INDICATEUR	RÉFÉRENCE	PÉRIMÈTRE
	6.2 6.3		Approche managériale.	RSE : <u>Respect des droits de l'homme</u> p. 14-15	
PRATIQUES D'INVESTISSEMENT ET D'ACHAT					
N°1	6.3 6.3.3 6.3.5 6.6.6	HR1	Pourcentage et nombre total d'accords d'investissement significatifs incluant des clauses relatives aux droits de l'Homme ou ayant été soumis à un contrôle sur ce point.	RSE : <u>Les standards du Groupe</u> AFD p. 50	Groupe
NON DISCRIMINATION					
N°1 N°6	6.3 6.3.5	HR4	Nombre total d'incidents de discrimination et mesures prises.	Absence de cas remontés.	Groupe
LIBERTÉ SYNDICALE ET DROIT DE NÉGOCIATION COLLECTIVE					
N°3	6.3 6.3.3 6.3.4 6.3.5 6.3.8 6.3.10 6.4.3 6.4.5	HR5	Activités identifiées au cours desquelles le droit à la liberté syndicale et à la négociation collective risque d'être menacé ; mesures prises pour assurer ce droit.	Absence de cas remontés.	Groupe

8.

Tableau de concordance GRI | Droits de l’homme

GLOBAL COMPACT	ISO 26000	GRI			
		N°GRI	LIBELLÉ INDICATEUR	RÉFÉRENCE	PÉRIMÈTRE
INTERDICTION DU TRAVAIL DES ENFANTS					
N°5	6.3 6.3.3 6.3.4 6.3.5 6.3.7 6.3.10	HR6	Activités identifiées comme présentant un risque significatif d’incidents impliquant le travail d’enfants ; mesures prises pour contribuer à interdire ce type de travail.	RSE : - <u>Les standards du Groupe AFD</u> p. 50 - <u>Une politique d’achats responsables</u> p. 92-93 Voir aussi : <u>Charte Ethique du Groupe</u>	Groupe
ABOLITION DU TRAVAIL FORCÉ OU OBLIGATOIRE					
N°4	6.3 6.3.3 6.3.4 6.3.5 6.3.7 6.3.10	HR7	Activités identifiées comme présentant un risque significatif d’incidents relatifs au travail forcé ou obligatoire ; mesures prises pour contribuer à abolir ce type de travail.	RSE : - <u>Les standards du Groupe AFD</u> p. 50 - <u>Une politique d’achats responsables</u> p. 92-93 Voir aussi : <u>Charte Ethique du Groupe</u>	Groupe

8.

Tableau de concordance GRI | Droits de l’homme

GLOBAL COMPACT	ISO 26000	GRI			
		N°GRI	LIBELLÉ INDICATEUR	RÉFÉRENCE	PÉRIMÈTRE
PRATIQUES DE SÉCURITÉ					
	6.3 6.3.5 6.4.3 6.6.6	HR8	Pourcentage d’agents en charge de la sécurité ayant été formés aux politiques ou procédures de l’organisation relatives aux droits de l’Homme applicables dans leur activité.	Des procédures ont été mises en place en 2010 dans les agences. Au Siège, un dispositif procédural existe (65 directeurs, 34 agents de sécurités employés au Siège, prestataires externes pour le gardiennage).	Groupe
DROIT DES POPULATIONS AUTOCHTONES					
	6.3 6.3.6 6.3.7 6.3.8 6.6.7	HR9	Nombre total d’incidents impliquant la violation des droits des populations autochtones et mesures prises.	Absence de cas remontés.	Groupe

8.

Tableau de concordance GRI | Société

GLOBAL COMPACT	ISO 26000	GRI			
		N°GRI	LIBELLÉ INDICATEUR	RÉFÉRENCE	PÉRIMÈTRE
	6.2 6.6 6.8		Approche managériale.	RSE : <u>Impact sur les communautés</u> p. 15-16	
COMMUNAUTÉS					
	6.3.9 6.8 6.8.5 6.8.7 6.6.7	S01	Nature, portée et efficacité de tout programme et pratique d'évaluation et de gestion des impacts des activités, à tout stade d'avancement, sur les communautés.	RSE : - <u>Les objectifs de la politique RSE</u> p. 10 - <u>La politique RSE-O</u> p. 47-58	Groupe
CORRUPTION					
N°10	6.6 6.6.3	S02	Pourcentage et nombre total de domaines d'activité stratégique soumis à des analyses de risques en matière de corruption.	RSE : <u>Mécanisme de lutte contre la fraude et la corruption</u> p. 23 Toutes nos conventions comprennent des clauses anti-corruption strictes, personnalités publiques exposées, lutte contre le financement du terrorisme et lutte anti-blanchiment. Tous les projets y sont soumis.	Groupe
	6.6 6.6.3	S03	Pourcentage de salariés formés aux politiques et procédures anti-corruption de l'organisation.	RSE : <u>Mécanisme de lutte contre la fraude et la corruption</u> p. 23-25	Groupe
	6.6 6.6.3	S04	Mesures prises en réponse à des incidents de corruption.	Absence d'incident de corruption remonté en 2011.	Groupe

8.

Tableau de concordance GRI | Société

GLOBAL COMPACT	ISO 26000	GRI			
		N°GRI	LIBELLÉ INDICATEUR	RÉFÉRENCE	PÉRIMÈTRE
POLITIQUES PUBLIQUES					
	6.6 6.6.4 6.8.3	S05	Affichage politique, participation à la formulation des politiques publiques et lobbying.	RSE : Les parties prenantes, cibles de la production de connaissances p. 44-45 Volonté de faire avancer les débats par la production de connaissances (débats sur le développement durable notamment).	Groupe
	6.6 6.6.4 6.8.3	S06	Total des contributions versées en nature et en espèces aux partis politiques, hommes politiques et institutions connexes, par pays.	Absence de contributions. Les missions de l'audit interne veillent à l'absence de ces contributions.	Groupe
COMPORTEMENT ANTICONCURRENTIEL					
	6.6 6.6.5 6.6.7	S07	Nombre total d'actions en justice pour comportement anticoncurrentiel, infractions aux lois anti-trust et pratiques monopolistiques ; résultats de ces actions.	Absence d'action en justice et procédure systématique d'appel d'offre dans le cadre européen.	Groupe
RESPECT DES TEXTES					
	6.6 6.6.7 6.8.7	S08	Montant des amendes significatives et nombre total des sanctions non financières pour non-respect des lois et des réglementations.	Absence d'amendes.	Groupe

8.

Tableau de concordance GRI | Responsabilite du fait des produits

GLOBAL COMPACT	ISO 26000	GRI			
		N°GRI	LIBELLÉ INDICATEUR	RÉFÉRENCE	PÉRIMÈTRE
	6.2 6.6 6.7		Approche managériale.	RSE : <u>Un acteur financier responsable</u> p. 16	
SANTÉ ET SÉCURITÉ DES CONSOMMATEURS					
	6.3.9 6.6.6 6.7 6.7.4 6.7.5	PR1	Etapas du cycle de vie où sont évalués en vue de leur amélioration les impacts des produits et des services sur la santé et la sécurité, et pourcentage de catégories de produits et de services significatives soumises à ces procédures.	RSE : - <u>L'appui environnemental et social aux opérations et évaluation ex-ante de la dimension E&S</u> p. 47-52 - <u>Encadré Droits Humains</u> p. 41 La démarche E&S traite des questions liées à la sécurité et la santé.	Groupe

Tableau de concordance GRI | Indicateurs du supplément sectoriel services financiers

GLOBAL COMPACT	ISO 26000	GRI			
		N°GRI	LIBELLÉ INDICATEUR	RÉFÉRENCE	PÉRIMÈTRE
			Approche managériale.	RSE : <u>Un acteur financier responsable</u> . p. 16	
		FS1	Politiques environnementale et sociale.	RSE : <u>Objectifs de la politique RSE-O</u> p. 47	
		FS2	Procédures d'évaluation et d'identification des risques environnementaux et sociaux dans les secteurs d'activités.	RSE : <u>La maîtrise des risques environnementaux et sociaux et Evaluation ex-ante de la dimension E&S</u> p. 48-52	Groupe
		FS4	Processus d'amélioration des compétences du personnel relatives aux politiques environnementales et sociales appliquées aux secteurs d'activité.	RSE : <u>Les missions des entités E&S</u> p. 47-48	Groupe
		FS5	Engagements et dialogue avec les clients/ entités détenues/partenaires commerciaux sur les risques et les opportunités des volets environnement et social.	RSE : <u>Les missions des entités E&S</u> p. 47-48	Groupe
		FS6	Pourcentage du portefeuille par région, taille, pour chaque secteur d'activité.	DDR : Répartition des autorisations et des versements p. 18 ; répartition géographique des autorisations de l'AFD p. 19. ; activités de Proparco p. 27-29	Groupe
		FS8	Valeur monétaire des produits et des services conçus en vue de générer un bénéfice environnemental par secteur d'activité et ventilé par objet.	RSE : <u>Résultats de l'année Stratégie Climat</u> p. 61-68 Il est prévu un classement de l'ensemble des opérations au regard de ces critères.	Groupe

8.

Liste des acronymes

ADEME: Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie

ADM: Division Administration et Rétributions (AFD)

AE: Autorisation d'engagement

AES: Division Appui Environnemental et Social (AFD)

AFD: Agence Française de Développement

AMF: Autorité des Marchés Financiers

ANO: Avis de non-objection

APR: Division Animation et Prospective (AFD)

BBC: Bâtiment de basse consommation

BEI: Banque Européenne d'Investissement

BoP: Base of the Pyramid

CA: Conseil d'administration

CAD: Comité d'Aide au Développement (OCDE)

CCE: Comité Central d'Entreprise

CDD: Contrat à durée déterminée

CDI: Contrat à durée indéterminée

CE: Comité d'Etablissement

CEFEB: Centre d'Etudes Financières, Economiques et Bancaires

CEM: Cellule Efficacité Métiers (AFD)

CER: Comité Etudes et Recherche

CERDI: Centre d'Etudes et de Recherche en Développement International

CERQUAL: Certification qualité logement

CFC: Chlorofluorocarbure

CGAP: Consultative Group to Assist the Poor

CHSCT: Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail

CLI: Division Changement Climatique (AFD)

CNP: Caisse Nationale de Prévoyance

COM: Contrat d'objectifs et de moyens

DAS: Document d'analyse stratégique

DCD: Direction de la Coopération pour le Développement (OCDE)

DCCD: Document cadre de coopération et de développement

DEEE: Déchets d'équipement électriques et électroniques

DFID: Department for International Development

DJU: Division Juridique (PROPARCO)

DOM: Département d'Outre-mer

DOP: Direction des Opérations (PROPARCO)

DRH: Direction des Ressources Humaines

EDFI: European Development Finance Institutions

EPIC: Etablissement public industriel et commercial

E & S: Environnemental et social

ESATS: Etablissement et service d'aide par le travail

FCD: Division Formation Continue et Développement des ressources humaines (AFD)

FEM: Fonds pour l'Environnement Mondial

FERC: Fonds d'Etude et de Renforcement de Capacité

FERDI: Fondation pour les Etudes et Recherches sur le Développement International

8.

FFEM: Fonds Français pour l'Environnement Mondial

FIDA: Fonds International de Développement Agricole

FSC: Forest Stewardship Council

GAVI: Global Alliance for Vaccine and Immunization

GCR: Division Gestion des Carrières et Recrutement (AFD)

GERES: Groupe Energies Renouvelables, Environnement et Solidarités

GES: Gaz à effet de serre

GIZ: Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit

GRI: Global Reporting Initiative

HCFC: Hydro chlorofluorocarbure

HQE: Haute qualité environnementale

IDDRI: Institut du développement durable et des relations internationales

IEDOM: Institut d'Emission des Départements d'Outre-mer

IEOM: Institut d'Emission d'Outre-mer

IFS: Institution financière spécialisée

IMS: Institut du Mécénat de Solidarité

ISO: International Organization for Standardization

JICA: Japan International Cooperation Agency

KFW: Kreditanstalt für Wiederaufbau

LAB: Lutte anti-blanchiment

LED: Light Emitting Diode

MCC: Millenium Challenge Cooperation

MDP: Mécanisme de développement propre

MRI: Mutual Reliance Initiative

OCDE: Organisation de coopération et de développement économiques

OHSAS: Occupation Health and Safety Assessment Series

OIT: Organisation Internationale du Travail

ONG: Organisation non gouvernementale

ONU: Organisation des Nations Unies

ONUDI: Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel

PCF: People's Credit Fund

PED: Pays en Développement

PFCE: Plateforme pour le Commerce Equitable

PGS: Pôle de contrôle de gestion sociale et budgétaire (AFD)

PNUD: Programme des Nations Unies pour le Développement

PNUE: Programme des Nations Unies pour l'Environnement

POS: Plan d'orientations stratégiques

PROPARCO: Société de promotion et de participation pour la coopération économique

PSP: Département Pilotage Stratégique et Prospective (AFD)

PTF: Division du Portefeuille (PROPARCO)

RIS: Division des Risques (PROPARCO)

RSO: Pôle Relations Sociales (AFD)
SFI: Société Financière Internationale
SNDD: Stratégie nationale de développement durable
STR: Direction de la Stratégie (AFD)
TOM: Territoire d’Outre-mer
UESI: Unité Environnement, Social et Impact (PROPARCO)
UNPRI: United Nations Principles for Responsible Investment
USAID: United States Agency for International Development
VCAT: Volontaire civil à l’aide technique
VCS: Verified Carbon Standard
VEFA: Vente en l’état futur achèvement
VI: Volontaire International

Ont contribué à réaliser ce rapport :

Tanguy ABITTAN-TENENBAUM (RXP/CMN)
 Fadila BELMOUNES (RXP/REL)
 Zolika BOUABDALLAH (DXR/JUR)
 Odile CONCHOU (UESI Proparco)
 Olivia DABBOUS (DOE/AFR)
 Clémentine DARDY (SGN/CEM)
 Louise de la FOREST (DGL)
 Dominique DREXLER (DMI/PAT)
 Bernard ESNOUF (PSP/PST)
 Jean-Loup FELTZ (DGL/DGC)
 Pierre FORESTIER (DAT/CLI)
 Nicolas FORNAGE (Agence d’Islamabad)
 Gilles GENRE-GRANDPIERRE (CEFEB)
 Gabrielle GEZE (SGN/DRH)
 Marie de JERPHANION (RXP/CMN)
 François KERHUEL (DGL/DGC)
 Amal KHARBICHI (DGL/DGC)
 Jean-Louis LECOUFFE (DGL/DGC)
 Jean-Pierre LISTRE (STR/PCS)
 Nicolas MORA (DRH/ADM)
 Benjamin NEUMANN (RXP/CMN)
 Michèle PERNET (RXP/REL)
 Olivier PEZET (Agence Antananarivo)
 Jean-Noël ROULLEAU (DAT/AES)
 Yves TERRACOL (Agence Nairobi)
 Lamine SOW (SGN/DFC)

ATTESTATION DE VERIFICATION DE L'APPLICATION DU CADRE GRI POUR LE RAPPORT RSE 2011 DE L'AFD

NATURE DE LA PRESTATION ET TRAVAUX REALISES

L'AFD a mandaté VIGEO pour vérifier l'application du cadre GRI Version 3.0 pour son premier Rapport RSE en 2011.

VIGEO satisfait à toutes les conditions d'indépendance requises vis-à-vis de l'AFD pour la vérification par une tierce partie.

Pour procéder à cette vérification, VIGEO a mis en œuvre les diligences suivantes :

- Analyse du rapport
- Consultation de documents complémentaires : Document de référence, Rapport d'activité
- Analyse des circuits de collecte des informations et des données
- Des entretiens avec une majorité des membres du Comité de Pilotage RSE de l'AFD

En revanche, notre mandat ne porte pas sur le niveau d'assurance relatif à l'exactitude des données publiées.

AVIS

Sur la base des travaux réalisés, nous n'avons pas relevé d'anomalie de nature à remettre en cause l'obtention du niveau d'auto-évaluation B+ défini dans les Lignes directrices GRI V 3.0.

A Paris, le 20 juin 2012



Nicole Notat
Présidente

Vigeo

Corporate Social Responsibility Ratings Agency
Les Mercuriales, 40 rue Jean Jaurès
93170 Bagnolet – France



Déclaration GRI Vérification du Niveau d'Application

GRI certifie par la présente que Agence Française de Développement a présenté son rapport "Responsabilité Sociale et Environnementale - Rapport 2011" au Service Rapports du GRI qui en a conclu que le rapport remplit les critères correspondants au Niveau d'Application B+.

Les Niveaux d'Application GRI indiquent dans quelle mesure le contenu des Lignes directrices G3 ont été appliquées dans le rapport de développement durable soumis.

La Vérification confirme que le type et le nombre d'informations qui correspondent à ce Niveau d'Application ont été traités dans ce rapport et que l'Index du contenu GRI a démontré une représentation valable des informations requises, comme décrites dans les Lignes directrices G3 du GRI.

Les Niveaux d'Application n'informent pas sur la performance développement durable du rédacteur, ni sur la qualité des informations contenues dans le rapport.

Amsterdam, le 4 juillet 2012

Nelmara Arbex
Directrice générale adjointe
Global Reporting Initiative



Le "+" a été ajouté à ce Niveau d'Application car Agence Française de Développement a soumis (une partie de) ce rapport pour vérification externe. GRI respecte le jugement du rédacteur concernant le choix des auditeurs externes et la portée de la vérification.

La Global Reporting Initiative (GRI) est une organisation basée sur un réseau, il était pionnier dans le développement du cadre de reporting développement durable le plus appliqué dans le monde, et il s'est engagé à l'améliorer en continu et à inciter son application dans le monde entier. Les Lignes directrices GRI détaillent les principes et les indicateurs que les organisations peuvent utiliser pour mesurer et rendre compte de leur performance économique, environnementale et sociale. www.globalreporting.org

Clause d'exclusion: Lorsque le rapport développement durable contient des liens externes, y compris du matériel audiovisuel, cette déclaration couvre uniquement le matériel soumis à GRI à la date de la vérification, le 26 juin 2012. GRI exclut explicitement tout changement qui ont été apporté à ce type de matériel ultérieurement.

AFD – Concordance GRI - ISO - UN Global Compact

Global Compact	ISO 26000	GRI			
		N°	Libellé Indicateur	Référence	Périmètre
PROFIL					
Stratégie et analyse					
Advanced Level (AL) 1.1 ; 2.1 ; 4.1 ; 13.2	6.2	1.1.	du décideur le plus haut placé de l'organisation sur la pertinence du développement durable pour l'organisation et sa stratégie.	RSE ¹ : Avant-propos du Directeur Général, p. 4.	Groupe
AL 1.1-3 ; 4.1 ; 9.1 ; 13.2	6.2	1.2.	Description des impacts, risques et opportunités majeurs	RSE : Notre RSE p. 8 à 16. DDR : p. 6.	Groupe
Profil de l'organisation					
AL22.1		2.1.	Nom	RSE : Présentation du « reporting » RSE p. 5. DDR ² : p. 6.	Groupe
AL 4.2-3 ; 22.4		2.2.	Principaux produits et/ou services et marques correspondantes	RSE : p. 6. DDR : Activités de l'AFD P. 8-32.	Groupe
AL 22.1	6.2	2.3.	Structure opérationnelle de l'organisation, avec description des principales divisions, entités opérationnelles, filiales et coentreprises.	RSE : p. 6 ; p. 17. DDR : Périmètre de consolidation p.9 et activités des filiales p. 27-32 Recueil d'organisation Organigramme	Groupe
AL 22.2		2.4.	Lieu où se trouve le siège de l'organisation.	RSE : p. 7. DDR : p. 6.	Groupe
AL 22.2		2.5.	Nombre de pays où l'organisation est implantée et nom des pays où soit l'exploitation est majeure, soit les questions relatives au développement durable traitées dans le rapport s'avèrent particulièrement pertinentes	RSE : p. 7 ; p. 47 ; p. 65 ; p. 67. DDR : Zones d'intervention de l'AFD P. 13-14 ; Répartition géographique des autorisations de l'AFD P. 19-21 et p. 22 ; activités de Proparco p. 27-29	Groupe
AL 22.1		2.6.	Nature du capital et forme juridique.	RSE : p. 6. DDR : p. 6-7	Groupe
AL 4.2-3 ; 22.3		2.7.	Marchés où l'organisation opère avec répartition géographique, secteurs desservis et types de clients ou de bénéficiaires.	DDR : Activités de l'AFD P. 8-32 RA ³ : Répartition géographique et sectorielle p. 16-17	Groupe
		2.8.	Taille de l'organisation et plus particulièrement :		Groupe
			• le nombre de salariés	RSE : Partie « Nos collaborateurs » p. 72-73. DDR : p. 46	
			• le nombre des opérations	DDR : Emprunts de marché p. 23 RA : p. 7 ; p. 30.	
			• les recettes nettes	DDR : Compte de résultat consolidé p. 35	

¹ RSE : Rapport RSE 2011

² DDR : [Document de référence 2011](#) – document déposé auprès de l'AMF le 26 avril 2012.

³ RA : [Rapport annuel 2011](#)

Global Compact	ISO 26000	GRI			
		N°	Libellé Indicateur	Référence	Périmètre
			• et la quantité de produits ou de services fournis	DDR : Montant des opérations p. 8.	
		2.9.	Changements significatifs de la taille, de la structure de l'organisation ou de son capital au cours de la période de reporting comprenant :	RSE : Note méthodologique	Groupe
			• le lieu d'exercice des activités ou son évolution, avec l'ouverture, la fermeture ou l'extension de sites.	DDR : Zones d'intervention de l'AFD P. 13-14 ; activités de Proparco p. 27-29. RA : Réseau AFD P. 52-53 ; faits marquants p. 12-13.	
		2.10	Récompenses reçues au cours de la période de reporting.	Prix Deal of the year – projets cofinancés par Proparco	Groupe

PARAMETRES DU RAPPORT

Profil du rapport

AL 23		3.1.	Période considérée	RSE : Note méthodologique p. 105.	Groupe
AL 23		3.2.	Date du dernier rapport publié, le cas échéant.	Le rapport RSE 2011 est le premier du genre pour le Groupe AFD.	Groupe
AL 23		3.3.	Cycle considéré (annuel, biennal, etc.).	RSE : p. 7 ; Note méthodologique p. 105.	Groupe
AL 23		3.4.	Personne à contacter pour toute question sur le rapport ou son contenu.	RSE : Note méthodologique p. 104	Groupe

Champ et paramètres du rapport

AL 23		3.5.	Processus de détermination du contenu du rapport et notamment :	RSE : Note méthodologique p. 104.	Groupe
AL 23			• détermination du principe de pertinence	RSE : p. 5-7.	
AL 23			• définition des priorités à l'intérieur du rapport	RSE : p. 5-7.	
AL 23			• identification des parties prenantes susceptibles d'utiliser le rapport.	RSE : Présentation du reporting RSE p. 5 et Nos parties prenantes p. 27.	
AL 23		3.6.	Périmètre du rapport (pays, divisions, etc.)	RSE : Présentation du « reporting » RSE p. 5-7 et Note méthodologique p. 104-105.	Groupe
AL 23		3.7.	Indication des éventuelles limites spécifiques du champ ou du périmètre du rapport.	RSE : Présentation du « reporting » RSE p. 5-7. et Note méthodologique p. 104-105.	Groupe
AL 23		3.8.	Principes adoptés pour la communication des données concernant les coentreprises, filiales, installations en crédit-bail, activités sous-traitées et autres situations susceptibles d'avoir une incidence majeure sur les possibilités de comparaison d'une période à l'autre et/ou d'une organisation à l'autre.	RSE : Présentation du « reporting » RSE p. 5-7. et Note méthodologique p. 104-105. DDR : Périmètre p. 5	Groupe
AL 23		3.9.	Techniques de mesure des données et bases de calcul, y compris les hypothèses et techniques à l'origine des estimations appliquées au renseignement des indicateurs et autres informations figurant dans le rapport	RSE : Mesure des données p. 106.	Groupe
AL 23		3.10.	Explication des conséquences de toute	Le rapport RSE 2011 est le premier	Groupe

Global Compact	ISO 26000	GRI			
		N°	Libellé Indicateur	Référence	Périmètre
			reformulation d'informations communiquées dans des rapports antérieurs et des raisons de cette reformulation	du genre pour le Groupe AFD.	
AL 23		3.11.	Changements significatifs, par rapport à la période couverte par les rapports antérieurs, du champ, du périmètre ou des méthodes de mesure utilisées dans le rapport.	Le rapport RSE 2011 est le premier du genre pour le Groupe AFD.	Groupe
Index du contenu GRI					
AL 23		3.12.	Tableau identifiant l'emplacement des éléments d'information requis dans le rapport.	RSE : Table de concordance GRI p. 106.	Groupe
Validation par les tiers					
AL 23 ; AL 24	7.5.3	3.13.	Politique et pratique courante visant la validation du rapport par des personnes externes à l'organisation. Si cela ne figure pas dans le rapport de validation accompagnant celui de développement durable, expliquer l'objet et la base de toute validation externe fournie. Exposer également la relation existant entre l'organisation rédigeant le rapport et le/les expert(s) vérificateur(s).	RSE : Vérification par un tiers indépendant p. 136.	Groupe
GOVERNANCE					
Gouvernance					
N°1-10 AL2.2 ; 7.3 ; 10.2 ; 15.1-4 ; 18 ; 19	6.2	4.1.	Structure de gouvernance de l'organisation y compris les comités relevant du plus haut organe de gouvernance (conseil d'administration ou assimilé), responsables de tâches spécifiques telles que la définition de la stratégie ou la supervision de l'organisation.	DDR : Gouvernance d'Entreprise p. 74-82 Voir aussi : Légifrance Article R516.13 du Code Monétaire et Financier	Groupe
N°1-10 AL2.2		4.2.	Indiquer si le président du conseil d'administration (ou assimilé) est aussi un administrateur exécutif (et dans ce cas, indiquer ses fonctions dans l'organigramme de l'organisation et les raisons de cette disposition).	DDR: Gouvernance d'Entreprise p. 74-82 Le Président du CA n'a pas de fonction exécutive.	Groupe
N°1-10 AL2.2		4.3.	Pour les organisations ayant un système de conseil d'administration (ou assimilé) à organe unique, indiquer le nombre d'administrateurs indépendants et/ou non exécutifs.	DDR: Gouvernance d'Entreprise p. 74-82	Groupe
N°1-10 AL 7.3 ; 2.3 ; 7.1		4.4.	Mécanismes permettant aux actionnaires et aux salariés de faire des recommandations ou de transmettre des instructions au conseil d'administration (ou assimilé).	DDR: Gouvernance d'Entreprise p. 74-82	Groupe
N°1-10 AL2.1-3		4.5.	Lien entre les rémunérations des membres du conseil d'administration (ou assimilé), des cadres supérieurs et des	DDR : - Conseil d'administration p. 74-75 - Rémunération des mandataires	Groupe

Global Compact	ISO 26000	GRI			
		N°	Libellé Indicateur	Référence	Périmètre
			cadres dirigeants (y compris les indemnités de départ) et la performance de l'organisation (y compris sociale et environnementale).	sociaux p. 63 Distribution d'un supplément d'intéressement collectif en application de l' article 2 de la loi du 30 décembre 2006 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié et portant diverses dispositions d'ordre économique et social	
N°1-10 AL2.2 ; 18 ; 19		4.6.	Processus mis en place par le conseil d'administration (ou assimilé) pour éviter les conflits d'intérêt.	DDR: - Intérêts des dirigeants dans le capital de l'AFD p. 82 - Rapport sur les conventions réglementées des commissaires aux comptes (CAC) p. 117 Voir aussi : - Commission pour la transparence financière de la vie politique - A Proparco, la « Charte de l'administrateur et des membres du comité d'investissement consultatif et du comité d'audit » (Document interne) est signée par les administrateurs dans cette optique.	Groupe
N°1-10 AL2.2		4.7.	Processus de détermination des qualifications et de l'expertise exigée des membres du conseil d'administration (ou assimilé) pour décider des orientations stratégiques de l'organisation en matière de questions économiques, environnementales et sociales.	DDR : Conseil d'administration p. 74-82 - Les administrateurs sont nommés par le gouvernement. L'information auprès des Autorités de Contrôle Prudentiel, comprenant l'information sur le cursus des administrateurs, est obligatoire. Le cas échéant, une vérification est opérée par la Cour des Comptes. - un membre du CA est désigné en raison de sa connaissance de l'écologie et du développement durable A Proparco, la loi bancaire relative aux sociétés anonymes est appliquée dans ce processus.	Groupe
N°1-10 AL4.1 ; 5.2-4 ; 9.1 ; 9.3 ; 13.1 ; 13.3 ; 17.1-6 ; 21.2 ; 18 ; 19		4.8.	Missions ou valeurs, codes de bonne conduite et principes définis en interne par l'organisation sur sa performance économique, environnementale et sociale, et état de leur mise en pratique.	RSE : - Dispositif Ethique p. 23. - Les objectifs de la politique RSE p. 9-11. Voir aussi : - Charte Ethique - Charte Informatique (document interne)	Groupe

Global Compact	ISO 26000	GRI			
		N°	Libellé Indicateur	Référence	Périmètre
N°1-10 AL2.2 ; 5.2-4 ; 7.3 ; 11.3 ; 15.1-4 ; 23		4.9.	Procédures définies par le conseil d'administration (ou assimilé) pour superviser la manière dont l'organisation identifie et gère sa performance économique, environnementale et sociale, et notamment les risques, opportunités, ainsi que le respect des normes internationales, des codes de bonne conduite et des principes. Indiquer la fréquence à laquelle le conseil d'administration (ou assimilé) évalue la performance de développement durable.	RSE : Les objectifs de la politique RSE p. 9-11. Une communication au Conseil d'Administration est réalisée annuellement. Ce sera le cas pour Proparco dans les années à venir.	Groupe
N°1-10 AL2.2		4.10.	Processus d'évaluation de la performance propre du conseil d'administration (ou assimilé), notamment du point de vue économique, environnemental et social.	DDR : Conseil d'administration p. 74-82 Un membre du CA est désigné en raison de sa connaissance de l'écologie et du développement durable	Groupe
Engagements externes					
N°7 AL5.2-3 ; 15.4 ; 18 ; 19 ; 21.1		4.11.	Explications sur la position de l'organisation quant à la démarche ou au principe de précaution et sur ses actions en la matière.	RSE : Approche économique p. 11-16. DDR : Facteurs de risques p. 37-43 L'AFD est certifié IFACI, soumis à des contrôles préalables lors de l'instruction et à des règles spécifiques à la profession bancaire. A Proparco, un comité d'audit spécifique est dédié. Une division de gestion des risques a été créée.	Groupe
N°1-10 AL 4.1 ; 4.3-5 ; 5.2-4 ; 9.1 ; 13.1		4.12.	Chartes, principes et autres initiatives, d'origine extérieure en matière économique, environnementale et sociale, auxquelles l'organisation a souscrit ou a donné son aval.	RSE : - Présentation du reporting RSE p. 6. - Parties prenantes externes et Accompagnement des initiatives privées p. 35-45.	Groupe
N°1-10		4.13.	Affiliation à des associations (associations professionnelles) ou adhésion à des organisations nationales ou internationales de défense des intérêts dans lesquelles l'organisation :	RSE : Parties prenantes externes et Accompagnement des initiatives privées p. 35-45.	Groupe
			• détient des postes au sein des organes de gouvernance ;		
			• participe à des projets ou à des comités ;		
			• apporte des financements dépassant la simple cotisation ;		
			• ou considère sa participation comme stratégique.		
Dialogue avec les parties prenantes					
AL1.3 ; 3.2		4.14.	Liste des groupes de parties prenantes inclus par l'organisation.	RSE : Cartographie des parties prenantes p. 27-28.	Groupe

Global Compact	ISO 26000	GRI			
		N°	Libellé Indicateur	Référence	Périmètre
AL 1.3 ; 3.3		4.15.	Base d'identification et sélection des parties prenantes avec lesquelles dialoguer.	RSE : Nature des dialogues p. 29.	Groupe
AL 1.3 ; 3.1		4.16.	Démarche de ce dialogue, et notamment fréquence par type et par groupe de parties prenantes.	RSE : - Nos parties prenantes p. 29-45. - Comité de pilotage RSE p. 18.	Groupe
AL 1.2 ; 1.3 ; 3.1 ; 3.4-5 ; 7.2 ; 9.1 ; 10.1		4.17.	Questions et préoccupations clés soulevées via le dialogue avec les parties prenantes et manière dont l'organisation y a répondu, notamment lors de l'établissement de son rapport.	RSE : - Nos parties prenantes p. 29-45. - Comité de pilotage RSE p. 18.	Groupe

ECONOMIE

Global Compact	ISO 26000	N°GRI	Libellé Indicateur	Référence	Périmètre
N° 1 ; 4 ; 6 ; 7 AL1.2 ; 1.3 ; 17-20	6.2 6.8		Approche managériale	RSE : Approche économique p. 11-13.	
Performance économique					
N°7 AL1.1	6.5.5	EC2	Implications financières et autres risques et opportunités pour les activités de l'organisation liés aux changements climatiques.	RSE : - Stratégie Climat p. 59-69. - La responsabilité environnementale interne p. 83-102.	Groupe
AL22.5		EC3	Etendue de la couverture des retraites avec des plans de retraite à prestations définies. (de base).	RSE : Protection sociale p. 74.	Groupe
		EC4	Subventions et aides publiques significatives reçues.	DDR : Financement des activités p. 23 650millions d'euros ont été reçus de l'Etat en 2011 pour les opérations Ces subventions sont des subventions de nos projets et non du fonctionnement du Groupe AFD. Ils font l'objet d'une évaluation, notamment sur leur objet.	Groupe
Impacts économiques indirects					
AL22.5	6.3.9 6.6.6 6.6.7 6.7.8 6.8 6.8.5 6.8.6 6.8.7 7.8.9	EC9	Compréhension et description des impacts économiques indirects significatifs, y compris l'importance de ces impacts.	RA : impacts potentiels de décisions de financement p. 6.	Groupe

ENVIRONNEMENT

Global Compact	ISO 26000	GRI			
		N°GRI	Libellé Indicateur	Référence	Périmètre
N°7-9 AL1.2 ;	6.2 6.5		Approche managériale	RSE : Approche environnementale p. 13-14	

Global Compact	ISO 26000	GRI			
		N°GRI	Libellé Indicateur	Référence	Périmètre
1.3 ; 13-16					
Matières					
N°8 AL16.1	6.5 6.5.4	EN1	Consommation de matières en poids ou en volume	RSE : Consommations de papier p. 96. Les informations pour le réseau d'agences ne sont pas disponibles à l'heure de la publication.	Sièges AFD et Proparco
Energie					
N°8 AL16.3	6.5 6.5.4	EN3	Consommation d'énergie directe répartie par source d'énergie primaire.	RSE : Energie du siège AFD p. 97. Les informations pour le réseau d'agences ne sont pas disponibles à l'heure de la publication.	Sièges AFD et Proparco
N°8-9 AL16.3	6.5 6.5.4	EN5	Energie économisée grâce à l'efficacité énergétique.	RSE : Energie du siège AFD p. 97. Les informations pour le réseau d'agences ne sont pas disponibles à l'heure de la publication.	Sièges AFD et Proparco
N°8-9 AL4.2-3 ; 15.1-4 ; 16.4	6.5 6.5.4	EN6	Initiatives pour fournir des produits et des services reposant sur des sources d'énergie renouvelables ou à rendement amélioré, réductions des besoins énergétiques obtenues suite à ces initiatives.	RSE : Nos Opérations p. 46-69. Une intégration croissante de l'efficacité énergétique p. 86.	Groupe
N°8-9 AL4.2-3 ; 15.1-4	6.5 6.5.4	EN7	Initiatives pour réduire la consommation d'énergie indirecte et réductions obtenues.	RSE : - Nos Opérations p. 46-69 ; - Une intégration croissante de l'efficacité énergétique p. 86. ; - Une politique d'achats responsables p. 92-93.	Groupe
Eau					
N°8 AL16.1	6.5 6.5.4	EN8	Volume total d'eau prélevé, par source.	RSE : Consommation d'eau du siège p. 85. Les informations pour le réseau d'agences ne sont pas disponibles à l'heure de la publication.	Sièges AFD et Proparco
Biodiversité					
N°8 AL4.2-3 ; 15.1-4 ; 16.3	6.5 6.5.6	EN14	Stratégies, actions en cours et plans futurs de gestion des impacts sur la biodiversité	RSE : - Nos Opérations p. 46-69 ; - Encadré CEFEB p. 35 ; - Opérations HQE p. 88.	Groupe
Emissions, effluents, et déchets					
N°8 AL16.2	6.5 6.5.5	EN16	Emissions totales, directes ou indirectes, de gaz à effet de serre, en poids (teqCO2).	RSE : - Stratégie Climat p. 61-62 - Bilan carbone p. 99.	Groupe
N° 7-9 AL4.2-3 ; 16.3	6.5 6.5.5	EN18	Initiatives pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et réductions obtenues.	RSE : - Nos Opérations p. 46-69 ; - La responsabilité	Groupe

Global Compact	ISO 26000	GRI			
		N°GRI	Libellé Indicateur	Référence	Périmètre
				environnementale interne p. 83-102 ; - Bilan carbone p. 99.	
Produits et services					
N° 7-9 AL15.1-4 ; 16.4	6.5 6.5.4 6.6.6 6.7.5	EN26	Initiatives pour réduire les impacts environnementaux des produits et des services, et portée de celle-ci	RSE : - Nos Opérations p. 46-69 ; La responsabilité environnementale interne p. 83-102.	Groupe
Transport					
N°8	6.5 6.5.4 6.6.6	EN29	Impacts environnementaux significatifs du transport des produits, des pièces, et de son personnel	RSE : - Les déplacements professionnels : un enjeu clé p. 84-85. - Bilan carbone p. 99.	Groupe

EMPLOI, RELATIONS SOCIALES ET TRAVAIL

Global Compact	ISO 26000	GRI			
	N°ISO	N°GRI	Libellé Indicateur	Référence	Périmètre
N°1 ; 3 ; 6 AL1.2 ; 1.3 ; 9-12	6.2 6.4 6.3.10		Approche managériale	RSE : Emploi, relations sociales et travail décent p. 14.	
Emploi					
	6.4 6.4.3	LA1	Effectif total par type d'emploi, contrat de travail, zone géographique et par genre.	RSE : Objectifs poursuivis par la RS-I p. 72-73 et Répartition Femmes/Hommes p. 77-78	Groupe
N°6	6.4 6.4.3	LA2	Turnover du personnel en nombre de salariés et en pourcentage par tranche d'âge, sexe et zone géographique	RSE : Turn-over du personnel p. 79.	Groupe
N°3 AL11.1	6.4 6.4.3 6.4.4	LA3	Prestations versées aux salariés à temps plein qui ne sont pas versées aux intérimaires, ni aux salariés en contrat à durée déterminée	RSE : Rémunération p. 74.	Groupe
Relations entre la direction et les salariés					
N°1 ; 3 ; 4 AL11.1 ; 12.1	6.4 6.4.3 6.4.4 6.4.5 6.3.10	LA4	Pourcentage de salariés couverts par une convention collective.	RSE : Un dialogue social de qualité p. 79-80.	Groupe
N°3 AL11.1	6.4 6.4.3 6.4.4 6.4.5	LA5	Délai minimal de notification préalable à toute modification d'organisation, en indiquant si ce délai est précisé dans une convention collective.	RSE : Un dialogue social de qualité p. 79-80.	Groupe
Santé et sécurité au travail					
N° 1 AL11.1	6.4 6.4.6 6.8 6.8.3 6.8.4	LA8	Programmes d'éducation, de formation, de conseil, de prévention et de maîtrise des risques mis en place pour aider les salariés, leur famille ou les membres des communautés locales en cas de maladie	RSE : Santé, Hygiène et Sécurité p. 75.	Groupe

Global Compact	ISO 26000	GRI			
	N°ISO	N°GRI	Libellé Indicateur	Référence	Périmètre
	6.8.8		grave.		
N° 1	6.4 6.4.6	LA9	Questions de santé et de sécurité couvertes par des accords formels avec les syndicats.	RSE : Santé, Hygiène et Sécurité p. 75-76.	Groupe
Formation et éducation					
N°6 AL10.3 ; 11.1	6.4 6.4.7 6.8.5	LA11	Programmes de développement des compétences et de formation tout au long de la vie destinés à assurer l'employabilité des salariés et à les aider à gérer leur fin de carrière.	RSE : La formation continue p. 81.	Groupe
AL10.3 ; 11.1	6.4 6.4.7	LA12	Pourcentage de salariés bénéficiant d'entretiens d'évaluation et d'évolution de carrière périodiques.	RSE : Valorisation des collaborateurs p. 74.	Groupe

DROITS DE L'HOMME

Global Compact	ISO 26000	GRI			
		N°GRI	Libellé Indicateur	Référence	Périmètre
N° 1-6 AL5-8 ; 1.1 ; 1.3	6.2 6.3		Approche managériale	RSE : Respect des droits de l'homme p. 14-15.	
Pratiques d'investissement et d'achat					
N°1-6 AL 5.3-4 ; 6.1 ; 7.1 ; 11.2	6.3 6.3.3 6.3.5 6.6.6	HR1	Pourcentage et nombre total d'accords d'investissement significatifs incluant des clauses relatives aux droits de l'Homme ou ayant été soumis à un contrôle sur ce point.	RSE : Les standards du Groupe AFD p. 50.	Groupe
Non discrimination					
N°1-2 ; 6 AL6.1 ; 7.1 ; 12.4	6.3 6.3.5	HR4	Nombre total d'incidents de discrimination et mesures prises.	Absence de cas remontés.	Groupe
Liberté syndicale et droit de négociation collective					
N°1-3 AL6.1 ; 7.1 ; 12.1	6.3 6.3.3 6.3.4 6.3.5 6.3.8 6.3.10 6.4.3 6.4.5	HR5	Activités identifiées au cours desquelles le droit à la liberté syndicale et à la négociation collective risque d'être menacé ; mesures prises pour assurer ce droit.	Absence de cas remontés.	Groupe
Interdiction du travail des enfants					
N°1-2 ; 5 AL6.1 ; 7.1 ; 12.3	6.3 6.3.3 6.3.4 6.3.5 6.3.7 6.3.10	HR6	Activités identifiées comme présentant un risque significatif d'incidents impliquant le travail d'enfants ; mesures prises pour contribuer à interdire ce type de travail.	RSE : - Les standards du Groupe AFD p. 50 ; - Une politique d'achats responsables p. 92-93. Voir aussi : Charte Ethique du Groupe	Groupe
Abolition du travail forcé ou obligatoire					

Global Compact	ISO 26000	GRI			
		N°GRI	Libellé Indicateur	Référence	Périmètre
N°1-2 ; 4 AL6.1 ; 7.1 ; 12.2	6.3 6.3.3 6.3.4 6.3.5 6.3.7 6.3.10	HR7	Activités identifiées comme présentant un risque significatif d'incidents relatifs au travail forcé ou obligatoire ; mesures prises pour contribuer à abolir ce type de travail.	RSE : - Les standards du Groupe AFD p. 50 ; - Une politique d'achats responsables p. 92-93 ; Voir aussi : Charte Ethique du Groupe	Groupe
Pratiques de sécurité					
N°1-2 AL6.2 ; 7.1	6.3 6.3.5 6.4.3 6.6.6	HR8	Pourcentage d'agents en charge de la sécurité ayant été formés aux politiques ou procédures de l'organisation relatives aux droits de l'Homme applicables dans leur activité.	Des procédures ont été mises en place en 2010 dans les agences. Au siège un dispositif procédural existe. Ont été sensibilisés 65 directeurs, 34 agents employés au siège et les prestataires externes pour le gardiennage.	Groupe
Droit des populations autochtones					
N°1-2 AL6.1 ; 6.3-6 ; 7.1 ; 7.4 ; 8.3 ; 12.5	6.3 6.3.6 6.3.7 6.3.8 6.6.7	HR9	Nombre total d'incidents impliquant la violation des droits des populations autochtones et mesures prises	Absence de cas remontés.	Groupe

SOCIETE

Global Compact	ISO 26000	GRI			
		N°GRI	Libellé Indicateur	Référence	Périmètre
N°10 AL17-20	6.2 6.6 6.8		Approche managériale	RSE : Impact sur les communautés p. 15-16.	
Communautés					
AL6.1 ; 6.3-6 ; 7.1 ; 7.4 ; 8.3	6.3.9 6.8 6.8.5 6.8.7 6.6.7	SO1	Nature, portée et efficacité de tout programme et pratique d'évaluation et de gestion des impacts des activités, à tout stade d'avancement, sur les communautés.	RSE : - Les objectifs de la politique RSE p. 10. - La politique RSE-O p. 47-58.	Groupe
Corruption					
N°10 AL17.1-6 ; 18 ; 20.1 ; 19	6.6 6.6.3	SO2	Pourcentage et nombre total de domaines d'activité stratégique soumis à des analyses de risques en matière de corruption.	RSE : Mécanisme de lutte contre la fraude et la corruption p. 23. Toutes nos conventions comprennent des clauses anti-corruption strictes, personnalités publiques exposées, lutte contre le financement du terrorisme et lutte anti-blanchiment. Tous les projets y sont soumis.	Groupe
N°10 AL17.1-6 ; 18.2 ; 20.3	6.6 6.6.3	SO3	Pourcentage de salariés formés aux politiques et procédures anti-corruption de l'organisation.	RSE : Mécanisme de lutte contre la fraude et la corruption p. 23-25.	Groupe
N°10 AL17.1-6 ; 19	6.6 6.6.3	SO4	Mesures prises en réponse à des incidents de corruption.	Absence d'incident de corruption remonté en 2011.	Groupe
Politiques publiques					
N°1-10 AL4.4 ;	6.6 6.6.4	SO5	Affichage politique, participation à la formulation des politiques publiques	RSE : Les parties prenantes, cibles de la production de connaissances p. 44-45	Groupe

Global Compact	ISO 26000	GRI			
		N°GRI	Libellé Indicateur	Référence	Périmètre
17.1-6	6.8.3		et lobbying.	Volonté de faire avancer les débats par la production de connaissances (débats sur le développement durable notamment).	
	6.6 6.6.4 6.8.3	S06	Total des contributions versées en nature et en espèces aux partis politiques, hommes politiques et institutions connexes, par pays.	Absence de contributions. Les missions de l'audit interne veillent à l'absence de ces contributions.	Groupe
Comportement anticoncurrentiel					
AL20.4	6.6 6.6.5 6.6.7	S07	Nombre total d'actions en justice pour comportement anticoncurrentiel, infractions aux lois anti-trust et pratiques monopolistiques ; résultats de ces actions.	Absence d'action en justice et procédure systématique d'appel d'offre dans le cadre européen.	Groupe
Respect des textes					
AL20.4	6.6 6.6.7 6.8.7	S08	Montant des amendes significatives et nombre total des sanctions non financières pour non-respect des lois et des réglementations.	Absence d'amendes.	Groupe

RESPONSABILITE DU FAIT DES PRODUITS

Global Compact	ISO 26000	GRI			
		N°GRI	Libellé Indicateur	Référence	Périmètre
N°1 ; 8 AL1.2 ; 1.3	6.2 6.6 6.7		Approche managériale	RSE : Un acteur financier responsable p. 16.	
Santé et sécurité des consommateurs					
N°1 AL14.1 ; 14.2	6.3.9 6.6.6 6.7 6.7.4 6.7.5	PR1	Etapes du cycle de vie où sont évalués en vue de leur amélioration les impacts des produits et des services sur la santé et la sécurité, et pourcentage de catégories de produits et de services significatives soumises à ces procédures	RSE : - L'appui environnemental et social aux opérations et évaluation ex-ante de la dimension E&S p. 47-52. - Encadré Droits Humains p. 4 La démarche E&S traite des questions liées à la sécurité et la santé.	Groupe

INDICATEURS DU SUPPLEMENT SECTORIEL SERVICES FINANCIERS

Global Compact	Iso 26000	GRI			
		N°GRI	Libellé Indicateur	Référence	Périmètre
AL21 ; 1.2 ; 1.3			Approche managériale	RSE : Un acteur financier responsable p. 16.	
AL 14.3		FS1	Politiques environnementale et sociale	RSE : Objectifs de la politique RSE-O p. 47.	
AL 10.1 ; 14.1 ; 14.2 ; 17.1-6 ; 21.1		FS2	Procédures d'évaluation et d'identification des risques environnementaux et sociaux dans les secteurs d'activités	RSE : La maîtrise des risques environnementaux et sociaux et Evaluation ex-ante de la dimension E&S p. 48-52.	Groupe

Global Compact	Iso 26000	GRI			
		N°GRI	Libellé Indicateur	Référence	Périmètre
AL 14.4		FS4	Processus d'amélioration des compétences du personnel relatives aux politiques environnementales et sociales appliquées aux secteurs d'activité	RSE : Les missions des entités E&S p. 47-48.	Groupe
AL 4.4 ; 13.4 ; 18.4 ; 21.1-3 ; 21.5		FS5	Engagements et dialogue avec les clients/entités détenues/partenaires commerciaux sur les risques et les opportunités des volets environnement et social.	RSE : Les missions des entités E&S p. 47-48.	Groupe
		FS6	Pourcentage du portefeuille par région, taille, pour chaque secteur d'activité	DDR : Répartition des autorisations et des versements p. 18 ; répartition géographique des autorisations de l'AFD p. 19. ; activités de Proparco p. 27-29	Groupe
AL 4.2-3		FS8	Valeur monétaire des produits et des services conçus en vue de générer un bénéfice environnemental par secteur d'activité et ventilé par objet	RSE : Résultats de l'année Stratégie Climat p. 61-68. Il est prévu un classement de l'ensemble des opérations au regard de ces critères.	Groupe